

LE COMMISSARIAT DE LA MARINE

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 mars 1934, à 14 heures

PAR

Pierre MAISONDIEU

JURY DE LA THESE :

Président : M. A. MESTRE, professeur

Suffragants : MM. JÉZE, professeur
CASSIN, professeur

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550416_0015

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

LE COMMISSARIAT DE LA MARINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 mars 1934, à 14 heures

PAR

Pierre MAISONDIEU

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. A. MESTRE, professeur

Suffragants : MM. JÉZE, professeur
CASSIN, professeur

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

—
1934

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
pro-
bation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs*



INTRODUCTION

**LA PLACE DU COMMISSARIAT
DANS LA MARINE**

UNITÉS ET SERVICES

Le corps du Commissariat a deux sortes de fonctions à remplir dans la Marine : il doit assurer le service administratif à bord des unités, et diriger à terre le Service de l'Intendance Maritime.

Qu'est-ce qu'une Unité ; qu'est-ce qu'un Service ?

L'unité est tout instrument de combat : à ce titre, sont des unités les vaisseaux de guerre, les avions groupés en escadrilles, les bataillons de côte, les dépôts des équipages de la Flotte, les écoles, etc

Les unités opèrent seules ou groupées en « forces maritimes ». Les commissaires de bâtiment etc. assurent le service administratif des unités ; les commissaires de division, d'escadre et d'armée navale celui des forces maritimes.

Les Services sont des organismes chargés de construire, d'équiper et de ravitailler les unités. Les principaux sont : l'Intendance Maritime, les Constructions Navales, l'Artillerie Navale et le Service de Santé. Le corps du Commissariat dirige le service de l'Intendance.

Selon M. le Commissaire Général Douillard, le service se distingue de l'unité à ce qu'il dispose de crédits et peut engager et liquider des dépenses. Il

existe cependant des cas dans lesquels l'unité engage et liquide des dépenses.

On peut dire également que les unités sont « commandées » par des officiers de Marine alors que les services sont « dirigés » par des corps administratifs. Commissariat, corps de Santé, Ingénieurs, etc...

COMMANDEMENT ET ADMINISTRATION

Les aptitudes et qualités requises d'un chef de guerre sont très différentes de celles que doit posséder un bon administrateur. Aussi est-ce avec raison que le décret du 22 avril 1927, portant organisation de la Marine, déclare que le commandement et l'administration doivent être distincts.

A ce principe, il y a quelques exceptions, la plus importante est celle qui fait du Préfet Maritime, chef militaire, le chef des services administratifs de l'Arsenal. D'autre part, l'administration doit être subordonnée au Commandement : le chef doit en effet être unique sinon c'est l'anarchie ou au moins le désordre, et il est naturel de subordonner l'administration au commandement puisqu'elle n'existe que pour assurer la vie des unités.

Le Commandement n'a pas le droit d'intervenir dans les détails de l'organisation des services ; il ne peut que leur donner des directives générales et

veiller à ce qu'ils soient toujours en mesure de fournir aux unités les approvisionnements indispensables. Il ne peut accumuler lui-même les stocks, en passant des marchés par exemple.

Ce système, qui est logique, a par contre l'inconvénient de donner au commandement des pouvoirs administratifs étendus, alors qu'il est incompetent en fait d'administration et préoccupé avant tout de son rôle militaire ; il risque fort de n'être qu'une machine à signer. Aussi peut-il déléguer aux Services une partie de ses pouvoirs, soit sur l'ordre du Ministre, soit de sa propre initiative ; dans le second cas, il reste cependant responsable du bon fonctionnement des services.

Le commandement est donc responsable du bon fonctionnement des services ; mais très généralement sa responsabilité générale s'effacera devant celle plus particulière des chefs de service. Toutefois, il engage particulièrement sa responsabilité en intervenant personnellement pour prescrire ou approuver un acte administratif. Tout comme les administrateurs, les chefs militaires supportent une responsabilité morale et disciplinaire et non pécuniaire, selon les principes généraux du droit administratif. Ces principes, valables pour tous les Services, régissent donc les rapports du Commissariat et du corps des officiers de Marine.

RAPPORTS DU COMMISSARIAT DE LA MARINE AVEC LES AUTRES SERVICES

Chaque Service doit réaliser une mission technique : l'Intendance paye, nourrit, habille, loge les marins, approvisionne les bâtiments ; la Direction des Constructions Navales les construit et les répare, etc... Cette mission technique est accomplie par des spécialistes, mais elle se traduit en fin de compte par une dépense ; d'où nécessité pour chaque Service d'administrer des crédits, du matériel, de la main-d'œuvre. Doit-on confier cette partie administrative de l'action des Services au Service administratif spécialisé : le Commissariat de la Marine, ou au contraire la laisser exercer par les Services, conjointement avec leurs attributions techniques.

Le principe de la division du travail conduit à l'adoption de la première solution, qui a également l'avantage d'opposer constamment l'intérêt technique et l'intérêt administratif, pour le plus grand bien du Trésor. Mais il faut alors redouter les conflits entre le Commissariat et les autres Services ; on reproche aussi à ce système sa lenteur et la dispersion des responsabilités.

On a donc fini, après des dizaines d'années de discussions par donner à chaque Service l'action administrative en même temps que l'action technique ; il en est résulté des passations onéreuses de marchés

par des services peu compétents en matière administrative et un accroissement du nombre des fonctionnaires, donc en résumé une augmentation de dépense pour le Trésor.

Mais revenir au premier système serait rallumer les discussions entre le Commissariat et les autres Services ; selon le mot du Sénateur Chéron : « en matière d'administration maritime, l'autonomie des Directions est ce qui nous divise le moins : gardons-la donc puisque nous l'avons ».

LE COMMISSARIAT, ORGANE DE DIRECTION

Comme les Ingénieurs des Constructions Navales ou d'Artillerie Navale, comme les Médecins de Marine, les Commissaires remplissent une fonction de direction, qu'il faut distinguer des fonctions de gestion et de contrôle.

Organe de Direction, le Commissariat prévoit les crédits qui lui sont nécessaires, les utilise, ordonnance ses dépenses, rend des comptes. Il dirige la Gestion chargée de la besogne matérielle ou comptable. Il est surveillé par le corps du Contrôle de l'Administration de la Marine.

La séparation de ces fonctions se justifie aisément : les aptitudes requises sont très différentes ; le directeur a besoin de connaissances juridiques générales et de connaissances techniques d'ensemble,

alors que l'agent de gestion doit être très spécialisé au point de vue technique. Elle a d'autre part l'avantage de fixer les responsabilités et d'empêcher les malversations dans la mesure du possible. Le directeur ordonne l'emploi du matériel, mais ne le détient pas ; l'agent de gestion le détient mais ne peut en disposer sans un ordre de la Direction.

Quand au Contrôleur, il est le « missus dominicus » du Ministre en ce qui concerne les actes administratifs, qu'ils soient accomplis par l'Administration ou le Commandement. Lui-même ne peut d'ailleurs en accomplir, ordonner, ou arrêter aucun ; aussi est-il irresponsable.

TITRE PREMIER

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN RÉGIME ET LA RÉVOLUTION

SECTION I — *Les origines*

§ I. — Avant Philippe IV

Les Romains avaient eu une puissante marine ; en Gaule ils avaient créé un grand arsenal à Boulogne. Mais les Francs, qui ne connurent point d'ennemis maritimes, étant les alliés des Bretons d'Angleterre, ne s'embarrassèrent pas d'une flotte inutile.

Ce furent les invasions normandes qui obligèrent les Carolingiens à se préoccuper de la défense maritime du pays.

En 800, Charlemagne réorganisa les flottes de son Empire ; il y eut une escadre de la Gaule, une escadre de Germanie ; une troisième surveillait la Méditerranée, que sillonnaient les navires musulmans. L'Empereur créa des stations navales à l'embouchure des fleuves, et mit des garnisons dans les ports.

Boulogne et Gand furent les grands arsenaux des flottes de Gaule et de Germanie. Comment étaient administrés ces arsenaux, on l'ignore. En tous cas, l'œuvre maritime de Charlemagne ne lui survécut guère.

Les Normands s'étaient dès longtemps fondus dans le peuple franc, lorsque les Croisades provoquèrent un réveil de la vie maritime.

En 1147, une Croisade navale porte vers la Terre Sainte des riverains de la Manche et de la mer du Nord : 2 justiciers, les conjurati, placés auprès de chaque groupe de mille hommes par les connétables, faisaient respecter l'ordre. C'est une première ébauche d'administration maritime à bord. D'autres croisades navales comportaient ces mêmes conjurati.

Les Français n'avaient pas de navires ; ils s'adressaient pour le transport des troupes aux républiques italiennes ; celles-ci se chargeaient du transport et du ravitaillement moyennant finance et faisaient escorter les transports par des navires de guerre. Saint-Louis eut ainsi recours à Gènes lors de sa première croisade ; il nomma « amiraux du roi », à l'exemple des Maures, les chefs de la flotte. En fait ces amiraux sont bien plus des commissaires généraux de la Marine, occupés surtout des questions administratives, que des chefs militaires. Commissionnés pour la durée de la guerre, ils s'occupent avant tout de la construction et de l'entretien des navires. Leur caractère de chef d'expédition est secondaire semble-t-il. Ce sont des entrepreneurs d'expéditions maritimes.

Le premier amiral français apparaît pour le Levant en 1269, pour le Ponant en 1295.

Chaque navire est commandé par un patron ;

il comporte un préposé aux vivres, le « pitancier », ancêtre lointain de nos commissaires de bâtiment et aussi des commissaires de la marine marchande.

A la fin des croisades, le pitancier n'est qu'un subordonné de l'« écrivain », lui-même assisté d'un sous-écrivain. L'écrivain engage et licencie les marins auxquels il fait prêter serment de servir fidèlement ; il tient compte des dépenses, des recettes et parmi celles-ci des prises ; il dresse la liste d'équipage et fait l'inventaire du navire au départ et à l'arrivée ; enfin il a la police de l'entrepont. L'écrivain des Croisades est un commissaire de la marine.

Mais il n'y a pas de Commissariat de la Marine parce qu'il n'existe pas d'arsenal.

Saint Louis créa à Aigues-Mortes une base navale, simple port d'embarquement des navires chrétiens pour sa seconde croisade. Philippe III améliora le port d'Aigues-Mortes et créa une marine royale lors des guerres d'Aragon. Il fit construire à Narbonne un arsenal dirigé par un « recteur » assisté de gardiens ; mais bien que sous l'autorité de l'amiral de Provence, ce recteur n'est pas un officier du Roi ; c'est un bourgeois de la ville.

§ 2. — Le Clos des Galées

Philippe IV eut fréquemment des guerres à soutenir contre les Flamands et les Anglais. Il céda la jouissance de sa flotte du Levant à son allié Charles II

de Provence — dont l'amiral eut ainsi autorité sur le recteur de l'arsenal de Narbonne — pour se donner tout entier à la création d'une flotte puissante sur la Manche.

Pour la première fois, la Marine française eut une organisation administrative. Sous l'Amiral et son lieutenant, le vice-amiral, des commis nommés par le Roi jouaient le rôle d'officiers d'administration dans les ports les plus importants. L'organisation fut particulièrement poussée au Clos des Galées, arsenal qu'institua Philippe IV près de Rouen, en mars 1294, sur le modèle de celui de Séville. Comme les commis des ports, les officiers d'administration du Clos des Galées, sont nommés par le Roi et dépendent de l'Amiral. Leur chef est le « Garde du Clos des galées du roy et des armeures et artilleries dudit seigneur pour le fait de la mer ». De lui dépend tout le matériel du Clos et des ports d'amirauté ; en vue de la construction des navires, il a le droit de faire abattre les plus beaux arbres des forêts de Roumarc et de Rouvray.

Il a sous ses ordres les chefs des services techniques et financiers : le Clerc des Arbalétriers, qui paye les équipages et passe les revues lors de l'appareillage ; les Trésoriers d'armée navale, qui lui remettent leurs comptes certifiés par les capitaines de navire ; le Maître des OEuvres, ingénieur général des Construction Navales ; le Maître des Garnisons, préposé au service des vivres. Ces officiers répartissent le travail qui leur incombe entre des commis.

Pour la gestion financière, le Garde du Clos est aidé, à partir du règne de Charles VI, par un « Contrerolleur ». Le garde du Clos reçoit des mains des collecteurs le produit de l'aide spéciale versée par les Etats de Normandie et les villes de Saintonge pour l'entretien de la Marine. Il est sous le contrôle de la Chambre des Comptes.

En 1368, Charles V constitua une division navale en Méditerranée, appuyée sur l'arsenal de Narbonne. Un Vice- amiral en était le chef militaire, un Maître de Port pourvoyait à son administration. Dix ans plus tard, le roi vendit cette escadre.

Le Clos des Galées fut détruit en 1419 avec le reste de la flotte, devant l'imminence de sa chute entre les mains des Anglais.

§ 3. — Après la guerre Cent Ans

Au lendemain des victoires de Charles VII, la France n'a plus de marine de guerre, ni d'arsenal ; mais l'Amirauté n'a pas disparu. Au contraire, l'Amiral de France s'est rendu entièrement indépendant du Connétable et sa charge s'est définitivement constituée en office.

L'Amiral est chef des armées navales et il en nomme les officiers. Mais, généralement grand personnage peu au fait des choses de la mer, il est plutôt administrateur que chef de guerre ; son droit au commandement est même si effacé, que le Roi doit

lui donner commission spéciale de lieutenant général des armées navales pour exercer cette partie de ses attributions.

En fait l'Amiral exerce plutôt les attributions d'un Commissaire Général. Comme les officiers de marine, il nomme les officiers de port, les commissaires; il reçoit les serments des marins, les inspecte; surveille le littoral et les ports. Il ordonne et dirige les constructions de vaisseaux, veille à leur entretien et à leur ravitaillement. Par ailleurs, il a droit à une partie des prises et la justice se rend en son nom « sur la mer, quais, ports, rades, havres et rivages tant et si loin que le grand flot de Mars se peut étendre ».

Mais, à mesure que le Roi arrondit son royaume, l'Amiral de France se heurte à des rivaux, amiral de Guyenne, amiral de Bretagne, amiral du Levant et capitaine général des Galères, créé par Jacques Cœur. Ces grands officiers avaient des attributions analogues à celles de l'Amiral de France; un vice-amiral exerçait sous leur autorité, le commandement militaire.

Henri II essaya de centraliser les questions maritimes en instituant un Secrétaire d'Etat pour les affaires maritimes et militaires (1547).

Quant à la flotte, elle était composée de vaisseaux entretenus à forfait par les capitaines, moyennant une allocation proportionnelle au tonnage; un

délégué de l'Amiral devait les inspecter chaque trimestre. Jusque sous François I^{er}, l'armement des navires était au compte des provinces du littoral ; des experts, nommés par elles devaient remettre l'argent aux capitaines et en surveillaient l'exact emploi. Malheureusement, les experts étaient peu redoutés des capitaines, et il en résultait dans la Marine les abus de passe-volants et les malversations au détriment des équipages que l'armée de terre avait connus avant l'institution de contrôleurs par le connétable de Montmorency.

François I^{er} créa alors, d'abord pour le Levant, en 1517, puis pour le Ponant, des trésoriers, contrôleurs et commissaires de la Marine. Il institua aussi des gardes d'arsenaux et de navires, des charpentiers-constructeurs de nefs, des canonniers et des pilotes. Enfin il y eut un budget de la Marine.

Henri II mit sur chantier et entretint une flotte royale de 40 galères^e; le paiement des soldes de l'équipage, les frais d'entretien des navires étaient à la charge des capitaines qui recevaient à cet effet une somme fixe du budget.

Sous les ordres de l'Amiral, des commis répartis dans les principaux ports s'occupent de tout ce qui concerne l'administration, la construction, les réparations et l'armement des vaisseaux. C'est ainsi qu'en 1558, le commissaire de l'artillerie de Marine à Honfleur doit approvisionner les vaisseaux en « appareils, cordages et choses nécessaires à la navigation

ainsi qu'en munitions » (Jal. — documents inédits sur la Marine au XVI^e siècle).

Les guerres de Religion ruinèrent les efforts de François I^{er} et d'Henri II. A la fin du XVI^e siècle, le Roi n'a plus que les cadres : 2 vice-amiraux, 54 capitaines de vaisseau, quelques commissaires ; il n'y a ni vaisseaux ni équipages. La défense maritime est assurée par l'adjudicataire des cinq grosses fermes avec 10 navires et 4 pataches garde-côtes, inspectés tous les trimestres par des officiers de Marine.

SECTION II. — *Richelieu*

Arrivé au pouvoir en 1624, Richelieu veut faire du Roi de France le premier prince de l'Europe ; il va mettre en pratique le conseil de Razilly, son inspirateur en fait de marine : « Quiconque est maître de la mer a un grand pouvoir sur terre ».

§I. — Réforme de l'Administration Centrale

Il s'agit d'abord de supprimer les vieilles Amirautes, vestige incommode de la Féodalité. L'Amiral de France est alors Montmorency, également amiral de Guyenne.

En mars 1627, l'office d'Amiral est supprimé (et aussi celui de connétable), Richelieu devient « grand-maître, chef et surintendant général de la

navigation et du commerce de France ». Son pouvoir est le même que celui de l'Amiral sauf le droit de commander la flotte ; le Roi donne et retire comme il lui plaît le commandement de ses escadres.

Il fallut ensuite supprimer les amirautés provinciales. Richelieu y parvint, non sans peine, en se faisant nommer gouverneur de la Bretagne en 1631^o ; en forçant à l'exil l'amiral du Levant, de Guise et en retirant son titre au capitaine général des galères : Paul de Gondi. Les petites résistances locales, les empiètements des gouverneurs, des seigneurs de la côte furent supprimés par négociations ou par force.

L'administration de la Marine se trouva ainsi centralisée autour du Grand-Maitre, qu'aidait le Secrétaire général de l'Amirauté, assisté de deux commis. Un conseil de Marine, formé de 6 vieux capitaines et pilotes étudiait les questions d'ordre maritime à rapporter au Conseil du Roi. Les questions financières étaient aux mains de 2 Secrétaires d'Etat : celui des Affaires Etrangères pour la marine du Ponant ; celui de la Guerre pour le Levant.

§ 2. — Les arsenaux

Richelieu crée des arsenaux, des ateliers de constructions navales, des fonderies de canons, etc. Pour faire respecter ses instructions, il va réglementer l'administration des ports militaires.

Il conserve les commissaires de la Marine ; un

état de janvier 1627 mentionne leur existence dans chaque port important ; leur mission est de faire observer les ordonnances maritimes. Ils sont sous les ordres des 4 lieutenants généraux entre lesquels, cette même année 1627, Richelieu a réparti le littoral. Ces lieutenants-généraux, pris parmi le personnel du Conseil d'Etat, ont de larges pouvoirs pour faire observer les règlements et les lois^e ; mais n'interviennent pas directement dans l'administration de la marine militaire.

C'est le règlement du 29 mars 1631 qui crée l'administration de la marine du type moderne, pour le Ponant seulement.

Il y a 3 arsenaux, Brest, Brouage, Le Havre, une escadre dans chacun d'eux. Un chef d'escadre exerce le commandement militaire. Un commissaire général dirige les services administratifs et ordonnance toutes les dépenses ; il veille à la conservation et au radoub des vaisseaux, à l'entretien des matelots ; il tient prêt à servir tout ce qui est nécessaire à la navigation, dans les magasins. Il a sous ses ordres 3 commissaires ordinaires et 2 contrôleurs. Les vaisseaux appartiennent au Roi, qui les fait entretenir et ravitailler.

Ayant ainsi juxtaposé administration et commandement, Richelieu pense tenir la Marine ; pour y parvenir plus sûrement il fait de son oncle, le commandeur de La Porte, « l'intendant général de la navigation et du commerce de la France ». En 1634, cependant, il paraît vouloir mettre le commande-

ment au-dessus de l'administration : les marchés de la Marine, passés par le Commissaire Général, ne pourront l'être qu'en présence du Chef d'Escadre.

Toutefois, cette organisation est encore un peu flottante.

On trouve sous Richelieu — et même auparavant — des personnages qui portent le titre d' « intendant de marine ». Ces intendants sont munis par le Roi de lettres qui leur donnent un pouvoir très large^e; certains embarquent et suivent la flotte. Voici la liste des attributions de l'un d'entre eux, Sourdis : « direction de la subsistance, des vivres, des munitions et des équipages ; fortification des places, règlement des dépenses, jugement des prises, pourvoir de faire poudre et fondre artillerie et tout ce qui sera nécessaire ».

Ce sont les attributions d'un commissaire général, mais élargies : Sourdis est chargé de faire « tout ce qui sera nécessaire ».

L'Intendant de marine n'a d'ailleurs qu'une mission temporaire, et, autre différence avec le Commissaire Général, il n'a pas de poste fixe. Somme toute, c'est un personnage assez complexe qui a les traits de l'ancien intendant d'armée et du nouvel intendant de justice, police et finances.

Richelieu, créateur du corps du Commissariat dans sa forme moderne, a en même temps posé le principe de la séparation du commandement et de l'administration.

SECTION III. — *Louis XIV*

Mazarin, gêné par la Fronde et la guerre délaissa la Marine. A sa mort, en 1662, la flotte française comptait 18 bâtiments, dont 3 en état de prendre la mer. Il faut cependant signaler que c'est lui qui créa le premier intendant de la Marine permanent : de la Guette fut nommé, en 1659, Intendant de la Marine du Levant, de Toulon et des galères. Colbert établit dans tous les arsenaux des Intendants de Marine et leur donna les plus grands pouvoirs, ne laissant à l'élément militaire « qui se battait bien », mais manquait d'instruction, que la conduite des vaisseaux et la guerre. Pour bien marquer la supériorité de l'élément civil sur le militaire, le règlement du 21 mars 1688, attribue préséance aux intendants des ports sur les chefs d'escadre, sauf dans les conseils de guerre assemblés « pour fonctions militaires et pour l'action des armes »

Colbert réorganisa l'administration de la Marine par plusieurs textes que son fils Seignelay, codifia dans l'ordonnance de 1689.

§^o1. — Organisation administrative
de l'armée navale

Chaque escadre possède, d'une façon permanente à partir de 1683, un commissaire général ou

un intendant. Il y a un commissaire ordinaire par division de 10 vaisseaux et un écrivain du roi sur chaque vaisseau. Commissaires et écrivains sont sous l'autorité de l'intendant ou du commissaire général ainsi que les commissaires de l'artillerie. Ceux-ci fabriquent à terre les canons, les poudres et les délivrent aux navires ; à la mer, ils veillent à l'approvisionnement en matériel et munitions d'artillerie et dirigent le tir des mortiers. Si l'escadre est importante, l'intendant sera secondé par un commissaire général, et par des commissaires « ordonnés pour la police d'une fraction de la flotte ». « Le Commissaire général ou ordinaire de la Marine, qui voudra bien s'acquitter de son devoir », dit Colbert, « et rendre au Roi le service auquel sa charge l'oblige doit avoir pour but, dans son emploi, que les équipages des vaisseaux de Sa Majesté soient complets tant en officiers, matelots que soldats, et composés de bons hommes, qu'ils soient bien nourris et bien payés et qu'ils s'acquittent des fonctions auxquels ils sont destinés ». Il doit surveiller l'armement et l'état des vaisseaux, les habits des soldats, les exercices et manœuvres, veiller à la distribution de la solde, au ravitaillement, au service médical. Dans les combats, il observe la conduite des commandants et en rend compte au Roi ; et ce n'est pas la une vaine attribution : l'intendant Desclouzeaux ayant remarqué pendant l'expédition de Sicile (1675-76) la mollesse de certains capitaines et en ayant fait part au Ministre, ces officiers furent aussitôt destitués. Après le com-

bat, le Commissaire, fait débarquer les blessés, et assure le ravitaillement en vivres, boulets, mâts et cordages.

Quant à l'écrivain du Roi, il assure le service des approvisionnements sur son bâtiment, tient^e le compte des consommations, fait l'inventaire du matériel et du personnel, etc.

§ 2. — Organisation administrative de l'Arsenal

Bien plus important que celui de l'Intendant d'armée navale est le rôle de l'Intendant du Port. Dans chaque arsenal, en effet, depuis l'ordonnance de 1674, un Intendant de justice, de police et finances de la Marine est le délégué de l'autorité royale. Comme dans l'Armée Navale, l'Intendant a pour assistant et suppléant un Commissaire Général.

L'Intendant centralise les états de solde, d'effectifs, de vivres et d'hôpital ; il passe des revues et envoie directement ses rapports au Roi ; il organise les hôpitaux maritimes, traite avec les ordres religieux pour la fourniture des aumôniers de la flotte, surveille les prises, règle les contestations entre les officiers ou en rend compte au Roi. Il désigne au vice-amiral ceux des officiers qu'il y a intérêt à détacher au service du recrutement.

Il est membre du Conseil de Guerre et a le pas sur le chef d'escadre dans tous les conseils administratifs. Il fait passer les marchés et préside les adjudications. Il est le seul ordonnateur et comptable gé-

néral du port, en deniers et en matières. Il ordonne et dirige les travaux de construction et de réparation des vaisseaux, en fournit le matériel et le personnel.

Il forme les équipages, en fait la revue ainsi que celle des vaisseaux prêts à partir. Il contrôle et dirige la gestion des bords.

Les crimes et délits, commis dans l'intérieur des arsenaux sont de la compétence de la prévôté, présidée par l'Intendant. Il a le droit de martelage, c'est-à-dire de faire marquer d'un poinçon les plus beaux arbres réservés au service de la Marine ; des commissaires de la marine, accompagnés d'ingénieurs et de maîtres-mâteurs les faisaient marquer, abattre et transporter. Il donne aux intendants de l'intérieur des commissions pour protéger l'exploitation des bois en construction pour la Marine.

En un mot, l'Intendant du Port administre dans la pleine acception du terme.

Sous son autorité, des Commissaires assument la direction administrative et technique d'un certain nombre de services auxquels l'Intendant délègue une partie de ses attributions :

Un commissaire est préposé au Magasin général^e ; il surveille les écritures du garde-magasin, vérifie les existants, préside aux recettes, emmagasinages, remises et délivrances ; il s'occupe des ateliers de garniture et de voilure pour faire préparer les gréments.

Le Commissaire aux constructions inspecte la construction des vaisseaux au point de vue compta-

ble et administratif, il est unique pour toute la France ; le Commissaire des constructions de chaque port se borne à vérifier le bon emploi de la matière et de la main-d'œuvre afin que la paye soit proportionnée aux services et à la capacité.

Le Commissaire aux Radoub a des attributions semblables pour les réparations ; il est surveillé, comme le Commissaire des constructions par un Conseil de construction, présidé par un lieutenant-général ou vice-amiral, à défaut par l'Intendant.

Les commissaires de l'artillerie font les recettes des munitions. Ils sont sous la direction de 2 Commissaires Généraux, l'un pour le Ponant, l'autre pour le Levant ; ceux-ci sont responsables de tout le matériel d'artillerie de la Marine, mais relèvent dans chaque port de l'Intendant de ce port ; ils visitent et surveillent forges, fonderies et poudreries sur tout le territoire ; ils embarquent sur les escadres en temps de guerre où ils prennent le commandement supérieur des galiotes ; dans les ports, ils commandent les canonnières et bombardiers.

Un Commissaire dirige les hôpitaux et les bâtiments hôpitaux.

Le Commissaire de l'Inscription Maritime et les commissaires des classes, épars sur le littoral, tiennent le rôle détaillé de tous les gens de mer, surveillent la marine marchande et assurent le recrutement de la marine de guerre.

Un Commissaire a pour fonction l'inspection du service des vivres : « il examine soigneusement la

« qualité des vivres et denrées que le Munitionnaire
« Général de la Marine fera remettre dans ses ma-
« gasins, et empêche qu'il n'en soit reçu et qu'il
« n'en soit embarqué pour les équipages que de
« bonne qualité » ! Ce munitionnaire est un entre-
preneur titulaire d'un traité de fourniture de vivres
avec la Marine. Il a des commis dans les magasins à
bord.

Tous ces commissaires, à la différence des offi-
ciers de marine qui portent aujourd'hui ce titre, sont
de véritables techniciens en même temps que des
administrateurs.

Ils ont sous leurs ordres des agents de gestion :
écrivains du roi, dans l'ordre administratif, maîtres
charpentiers, maîtres mâteurs, maîtres canonniers,
etc... dans l'ordre technique.

L'Intendant nomme parmi les commissaires un
Contrôleur dont le rôle est assez mal défini ; il ins-
pecte et vérifie recettes et dépenses, achats et em-
plois de marchandises, assiste aux marchés et vise
tous les arrêtés de compte. Quoique sous les ordres
de l'Intendant, ce contrôleur correspond cependant
dans certains cas avec le Secrétaire d'Etat à la Ma-
rine ; c'est ainsi qu'il doit lui communiquer l'état de
« la recette et de la dépense qui aura été faite dans le
port ».

Enfin, l'Intendant a sous ses ordres le Capitaine
du Port. Cet officier surveille les issues de l'arsenal,
commande les gardiens de bâtiments armés, veille

à la conservation, l'ammarrage, l'entrée et la sortie du port des vaisseaux.

Ainsi, chef de tous les Services, l'Intendant est le seul maître de l'Arsenal. Comment est-il surveillé par l'Administration Centrale.

§ 3. — L'Intendant général de la Marine

Colbert profita de la mort du duc de Beaufort, grand-maître de la navigation, pour supprimer sa charge, devenue encombrante (1). Il rassembla entre ses mains les services du Ponant et ceux du Levant, créant ainsi le Ministère de la Marine, divisé en 3 bureaux (Ponant-Levant-comptabilité). Mais ce qui nous intéresse, c'est la présence d'un intendant permanent des armées navales et Inspecteur général des classes. Le premier d'entre eux fut Bonrepaus et il est le seul qui ait servi à la mer ; ses successeurs ne furent que de hauts fonctionnaires de l'administration centrale, souvent en tournée dans les ports et arsenaux, tandis que lui avait autorité sur les équipages des bâtiments armés. On peut voir dans cet Intendant Général le premier Inspecteur Général du Commissariat de la Marine.

En mars 1702, un édit érigea en titre d'offices les fonctions de commissaires. La vénalité des offices devait durer pour les Commissaires de la Ma-

(1) La charge d'Amiral a été rétablie, mais au profit d'un enfant, et avec un caractère purement militaire.

rine jusqu'en 1716. Cette institution désastreuse pour un corps militaire, peut paraître moins extraordinaire si l'on songe qu'à cette époque les Commissaires étaient recrutés parmi les magistrats et ne formaient pas alors un véritable corps comme les officiers de vaisseau.

SECTION IV. — *Le XVIII^e siècle*

La Régence trouva la Marine en piteux état ; le Conseil de la Marine, qui remplaça momentanément le Secrétaire d'Etat à la Marine, abolit la vénalité des offices dans l'administration de la Marine.

La Polysynodie ne dura guère. Le cardinal Fleury, qui prit le pouvoir lorsque Louis XV eût été déclaré majeur, préféra sacrifier la marine française à l'alliance de l'Angleterre. Jusqu'au ministère Choiseul, on ne trouve guère de mesures intéressant l'administration maritime. Signalons cependant l'ordonnance du 17 janvier 1745 qui établit des commandants fixes dans les ports. Jusque là le commandant du port était l'officier général le plus élevé en grade ou le plus ancien de ceux qui s'y trouvaient en service, d'où des changements incessants, fâcheux pour le bien du service. Devenus plus stables et par là moins étrangers aux affaires de leur ressort, les commandants de la Marine purent suivre avec plus de compétence les travaux des ports ; ils devaient

être tentés de prendre plus d'importance dans l'Arsenal.

En même temps, les officiers de marine, que la paix laissait désœuvrés, supportaient malaisément d'être écartés de l'Arsenal. Il en résulta de très violents incidents entre la « Plume » et l'« Epée » ; on put voir un officier de marine ordonner à l'équipage de son vaisseau d'ouvrir le feu sur l'embarcation qui portait à terre le commissaire du bord. L'ordonnance du 25 mars 1765, œuvre de Choiseul, marqua la première victoire de l'Epée sur la Plume^e; d'autres devaient suivre.

§ 1. — L'ordonnance de 1765

Le Commandant du Port, devenu Commandant de la Marine, est chargé de l'inspection de l'armement et du désarmement des vaisseaux; il a la garde, l'entretien et la sûreté des vaisseaux dans le port, il a entièrement sous ses ordres les officiers de marine présents au port et les officiers d'artillerie. Il préside le Conseil de Construction sauf présence d'officiers généraux de marine.

L'Intendant conserve la partie administrative, la justice et la police du port ainsi que la direction des constructions navales ; les ingénieurs constructeurs (ce sont les anciens maîtres-charpentiers), les professeurs d'hydrographie, le capitaine du port,

les maîtres entretenus et le personnel ouvrier restent sous son autorité. Toutefois, les commandants des bâtiments ont le droit de suspendre les travaux d'armement sauf à rendre compte aux chefs militaires ; les difficultés sont levées après entente entre le Commandant de la Marine et l'Intendant.

Choiseul remplaçait donc l'unité de direction par la dualité de services, au profit de l'élément militaire. Pour augmenter le prestige de la « Plume », l'ordonnance créa de nouvelles catégories de commissaires : les sous-commissaires et les élèves commissaires ; d'autre part les commissaires reçurent l'uniforme de marine en même temps que la dénomination d'officiers d'administration de la marine.

Notons que c'est avec Choiseul que l'élément militaire commence à s'introduire au Ministère de la Marine.

§ 2. — L'ordonnance de 1772

Avant d'étudier l'ordonnance de 1776, qui reprend et développe les principes posés en 1765, il faut dire quelques mots d'une organisation singulière, et heureusement éphémère, conçue pour la Marine par le Secrétaire d'Etat de Boynes. Sur les conseils du lieutenant de vaisseau Boux, de Boynes créa huit régiments ou brigades, qui formèrent le « Corps Royal de la Marine ». Les anciens chefs d'escadre devinrent les colonels des nouveaux régiments entre lesquels étaient répartis vaisseaux, frégates et

compagnies d'artillerie. Le colonel avait également la haute main sur tous les bâtiments situés dans le port ; magasins et ateliers étaient à sa discrétion, car il jouissait de larges pouvoirs d'inspection : il contrôlait l'emploi de la matière et de la main-d'œuvre et tenait des écritures contradictoires. En tout et pour tout, il y avait action parallèle des autorités du port et des officiers de régiment. Mais le départ des attributions et la solution des conflits n'étaient pas indiqués : « le parti le plus sage est de laisser « dans les nuages les bornes exactes des deux au-
« torités », dit fort sérieusement une circulaire du Ministre.

De Boynes projetait aussi la création d'un corps unique d'officiers de port, comprenant les officiers de port proprement dits, les commissaires de la marine et les ingénieurs-constructeurs. Ces innovations ne virent pas le jour car de Boynes, attaqué par les Intendants, qui se considéraient comme frustrés de tout pouvoir, et par les officiers de vaisseau, dont il avait voulu briser l'esprit de corps en les assimilant à l'armée de terre, dût abandonner son secrétariat d'Etat. L'ordonnance du 8 novembre 1774 annula celle de 1772 ; cependant elle réservait aux officiers de vaisseau les travaux relatifs à la construction, au grément et à l'équipement des navires de guerre. Sur tout le reste, on revint à l'ordonnance de 1765. Mais la présence simultanée du commandant du port et de l'Intendant soulevait toujours les plus vives critiques ; beaucoup, d'Estaing entr'autres, deman-

daient la fusion de ces deux autorités. Sans aller aussi loin, l'ordonnance du 27 septembre 1776 ro-gna encore les prérogatives de l'Intendant.

§ 3. — L'ordonnance de 1776

Considérant « l'intérêt qui lie leur propre gloire
« aux succès des opérations mécaniques des ports
« et à la conservation des forces navales », l'ordon-nance de 1776 donne aux officiers de vaisseau, plus exactement à leur représentant : le Commandant de la Marine, la direction technique de l'arsenal. Assisté par un officier général, le Directeur général de l'Arsenal, le Commandant du Port a sous ses or-dres 3 détails ou services, dirigés par des capitaines de vaisseau et doublés de sous-directeurs, également officiers de vaisseau (du moins jusqu'en 1786, date à laquelle ils furent pris parmi les techniciens ; offi-ciers de port, ingénieurs-constructeurs ou artilleurs du régiment des colonies).

Ces 3 détails sont :

Le Détail des constructions des bâtiments (cons-truction, refonte, radoub, etc...) ;

Le Détail du Port, qui s'occupe des mouvements généraux du port, du lestage, délestage, carénage des bâtiments, de la police et de l'entretien du port ; il a comme personnel les officiers de port, semblables à nos officiers de vaisseau en résidence fixe, mais

qui forment un corps distinct du corps général de la Marine ;

Le Détail de l'Artillerie, qui fabrique les canons, les armes, la poudre et les munitions.

Les officiers de vaisseau sans emploi défini sont mis « à la suite » dans l'un de ces détails.

L'Intendant n'a plus que des attributions purement administratives et financières : la gestion des deniers et des matières. Secondé par un Commissaire Général, il a autorité sur des bureaux, dirigés par des Commissaires :

le bureau du magasin général, qui prend recette, garde et délivre les matières ouvrées et en tient la comptabilité ;

le bureau des chantiers et ateliers, qui administre les ouvriers et régit la comptabilité des travaux ;

le bureau des fonds et revues, qui dirige les services financiers du port et paie la solde ;

le bureau des armements et vivres ;

le bureau des hôpitaux et chiourmes.

L'Intendant a aussi la main sur les commissaires des classes, mais une ordonnance du 31 octobre 1784 donna aux officiers de vaisseau le droit de procéder à la levée et au congédiement des gens de mer concurremment avec les commissaires.

Enfin, les commissaires d'escadre et les écrivains sont débarqués et leurs fonctions remplies par les officiers de vaisseau. La charge d'intendant d'armée navale n'est plus qu'un titre honorifique, ac-

cordé comme récompense à d'anciens intendants de port ; ce titre fut même supprimé en 1788 ainsi que l'intendance générale des classes.

L'Intendant et le Commandant du Port étaient mis par l'ordonnance sur un pied d'égalité : ils se réunissaient à l'arrivée du courrier de Paris pour l'ouverture de la correspondance et les dépêches du ministre portaient une double souscription. En fait, le Commandant jouait un rôle prépondérant puisqu'il avait autorité pour ordonner les travaux. Mais cependant, une fois ces travaux ordonnés par le Commandant, leur plan approuvé par le Directeur Général et par le Conseil de la Marine (ancien conseil de construction), c'est l'Intendant qui doit ordonner la levée des forçats ou des ouvriers, l'approvisionnement des matières, etc... S'il s'y refuse, c'est le conflit entre le Commandant, chef des services techniques et le chef des services administratifs, conflit que seul le Ministre a qualité pour résoudre.

On risque donc une perte de temps considérable. Et d'autres conflits peuvent encore surgir.

En effet, le directeur du détail technique dirige le travail et fait les demandes de matériel au commissaire du magasin général par billet signé de l'ingénieur-constructeur et visé par un commissaire aux chantiers, délégué du bureau des chantiers et ateliers. Le commissaire des chantiers doit veiller à l'emploi judicieux des matériaux tirés du magasin général ; encore une occasion de conflits entre services techniques et administratifs.

Notons encore un autre coup porté à l'Intendant : le Contrôleur devient indépendant de lui.

La guerre entre la Plume et l'Epée ne se borne pas à l'Arsenal ; elle est aussi vive au Ministère. A côté de treize bureaux, on y trouve une Direction des Ports et Arsenaux, aux mains d'officiers de vaisseau et une Intendance Générale, analogue à notre Direction centrale de l'Intendance ; elle est quelque peu écrasée par la Direction des Ports. En 1783, on créa une Intendance générale des colonies aux mains d'un Intendant général de la Marine.

Cette organisation tiraillant la Marine entre deux directions, était génératrice de vices qui n'échappèrent pas aux Anglais. Pitt déclara qu'on pouvait être tranquille à l'égard de la marine française : elle ne serait nullement à craindre tant qu'elle serait dirigée par deux corps. D'autre part, en l'absence de surveillance administrative, tous les services purent consommer à leur gré ; les dépenses n'eurent plus de limite et les immenses ressources amassées dans nos arsenaux furent promptement épuisées.

Puis, absorbés par leurs fonctions militaires, les officiers de Marine négligèrent complètement l'administration de leurs navires de sorte qu'à la fin de la guerre d'Amérique, la Marine ne put justifier les dépenses considérables faites à cette occasion. D'où une certaine réaction en faveur des corps d'administration : en 1784 on rétablit les commissaires d'armée et d'escadre et les écrivains du Roi.

La réaction contre l'élément militaire, suspect par ailleurs d'attachement à la Monarchie, allait se poursuivre sous la Révolution.

SECTION V. — *La Révolution*

La Constituante comprit que pour remédier au désordre, il fallait rétablir l'unité d'autorité instaurée par Colbert dans l'Arsenal ; après avoir supprimé l'Amiral de France, le Conseil de Marine, les directeurs et les intendants des bureaux du ministère de la Marine en 1790, l'Assemblée se préoccupa de réorganiser l'administration de la Marine. Sous l'inspiration du député Malouet, ancien intendant de la Marine, fut pris le décret du 21 septembre 1791.

§ 1. — Le décret du 21 septembre 1791

Les officiers des corps navigants sont exclus de l'Arsenal : « l'administration des ports sera civile ; elle sera incompatible avec toutes fonctions militaires », dit l'article 2 du décret. Les fonctionnaires des ports prennent le nom d' « officiers civils » et l'administrateur placé à la tête de chacun des grands ports prend le nom d' « Ordonnateur » ; il a sous ses ordres des chefs et sous-chefs d'admi-

nistration qui dirigent tous les services administratifs et techniques du port ; à la mer, deux sous-chefs assurent le fonctionnement du service administratif des escadres.

Chefs et sous-chefs d'administration sont avec les contrôleurs ayant au moins trois ans de services la pépinière dans laquelle le Roi choisit les ordonnateurs. Mais, lors de la première formation, le choix fut fait parmi les commandants de port, les intendants, les commissaires-généraux et les ingénieurs-constructeurs.

L'ordonnateur a sous son autorité les services de l'Arsenal répartis en six détails :

Le 1^{er} dirige les constructions, travaux, mouvements du port et bâtiments civils.

Le second tient la comptabilité de l'arsenal en journées d'ouvriers et en matières.

Un autre a la charge du magasin général et des approvisionnements.

Le quatrième est comptable des armements et des vivres.

Le cinquième s'occupe des hôpitaux et des bagnes.

Les fonds et revues sont les attributions du dernier.

Un décret du 31 mai 1792 réorganisa l'artillerie de marine qui fut mise aussi sous les ordres de l'ordonnateur.

Un contrôleur inspecte tous les services et rend

compte au Ministre de leur activité, mais sans pouvoir administrer.

Les officiers civils sont hiérarchisés ; ils se recrutent généralement au concours et peuvent être suspendus par l'Ordonnateur. Comme les commissaires de 1689, ils sont à la fois administrateurs et techniciens. Le décret prévoit un Conseil d'administration du port présidé par l'Ordonnateur et comprenant le chef du détail des travaux et cinq membres nommés à tour de rôle dont deux chefs d'administration, un sous-chef de travaux, un sous-chef d'administration et un élève constructeur ; le contrôleur assiste aux réunions mais ne délibère pas. Chaque chef de détail est responsable de la bonne marche de son service ; chaque mois le contrôleur vérifie ses comptes et l'ordonnateur les arrête. Une commission, composée d'officiers militaires, d'officiers civils et de comptables examine annuellement les comptes, les travaux et les approvisionnements de chaque port. A tous ces contrôles s'ajoutent la surveillance du Ministre et enfin celle de l'Assemblée Nationale.

En fait, ce système fut peu ou pas appliqué ; on s'en tint provisoirement aux ordonnances de 1689 et 1765.

§ 2. — La Convention

L'œuvre maritime de la Convention subit fortement l'influence de Jean Bon Saint-André et de

l'amiral Truguet. Le premier de ces personnages fait d'abord supprimer le Munitionnaire général, remplacé par un chef d'administration (1793). L'amiral Truguet, par un décret de juin 1793, retire aux officiers civils la direction des mouvements du port pour la confier aux officiers de vaisseau ; puis le 12 septembre, la remet des mains de l'Ordonnateur à celles du Commandant d'Armes.

Le 5 vendémiaire an II (27-sept. 1793) un décret remplace l'ordonnateur, dont le titre semble trop pompeux, par un « principal chef ». D'autre part, pour éviter tout esprit de corps, les fonctionnaires de l'administration, chefs particuliers, sous-chefs, etc... (anciens chefs et sous-chefs d'administration) et les ingénieurs-constructeurs cessent de faire corps et perdent tout droit à l'avancement, et à leur emploi : « le patriotisme et la capacité seront la seule règle » que le ministre devra suivre... pour la nomination « aux différents emplois ».

L'ingénieur en chef est indépendant du principal chef d'administration et ne relève plus que du ministre. La Convention ne s'en tint pas là. Trouvant le principal chef « personnage trop important », étant à lui seul « toute l'administration », elle rend, sous l'inspiration de Jean Bon Saint-André, le décret du 14 pluviôse, an II. L'ordonnateur est supprimé ; les chefs des bureaux civils, chacun chargés d'un détail, correspondent tous directement avec le Ministre. Dans chaque port, un Agent Maritime et un Inspecteur civil, indépendants l'un de l'autre et ne

relevant que de la Commission Exécutive contrôlent leurs actes. « *Tous les duodis et sextidis* », l'agent maritime, l'inspecteur et les chefs de bureaux s'assemblent en conseil pour « conférer, s'éclairer réciproquement et se concilier sur les différents détails « de service ». Les conflits se tranchent à la majorité des voix. Le décret ajoute que les membres d'une même famille ne peuvent pas faire partie ensemble de l'administration d'un même port.

Enfin, il ne faut pas oublier les tournées des fameux Commissaires de la République, dont l'action souvent énergique, mais toujours arbitraire, achevait de désorganiser une administration déjà anarchique.

Devant le désordre engendré par cette organisation fantaisiste, la Convention sentit la nécessité de faire machine arrière. Une Commission nommée par elle fit voter les décrets des 2 et 3 brumaire an IV.

§ 3. — Les décrets de Brumaire an IV

L'administration de l'arsenal est civile : « il y a incompatibilité entre les fonctions des divers « agents de l'administration des ports et toutes fonctions militaires ». On revient au principe de l'unité d'autorité : chaque grand port est sous l'autorité d'un Ordonnateur ; un commissaire principal est à la tête des ports moins importants.

Sous l'autorité de l'Ordonnateur on trouve :

une Direction des constructions navales, dirigée par un Ingénieur-Constructeur en chef ;

une Direction des mouvements du port, aux mains des officiers de port ;

une Direction de l'Artillerie, régie par les officiers de l'artillerie de marine.

Une Direction de l'administration proprement dite et de la comptabilité. Cette Direction est confiée à un Commissaire Principal ; elle comprend huit détails sous les ordres de commissaires ou de sous-commissaires ; approvisionnements — comptabilité de l'arsenal en journées d'ouvriers et en matières — armement et répartition des prises — revues des individus entretenus civils et militaires — hôpitaux — bagnes — comptabilité centrale des fonds — inspection du détail des vivres (le service des vivres est séparé sous les ordres d'un Directeur). Au premier détail (approvisionnements), est rattaché le Magasin Général ; le garde-Magasin a rang de sous-commissaire. Citons encore le détail accessoire des Bâtiments civils, dirigé par un Ingénieur en Chef sous les ordres de l'Ordonnateur.

Un Contrôleur, aidé de sous-contrôleurs, rend compte au Ministre du fonctionnement du service. Ce corps des contrôleurs se recrute parmi celui des Commissaires et on passe indifféremment de l'un à l'autre.

L'ordonnateur a rang de contre-amiral. Il a la haute-main sur les marchés et adjudications. Il préside le Conseil d'Administration formé par le Com-

missaire Principal et les 3 Directeurs techniques. Le contrôleur y assiste mais ne délibère pas. Ce Conseil, réuni tous les dix jours, règle les détails du service local, arrête l'état des approvisionnements, examine les comptes et consommations y compris ceux des bâtiments revenant de campagne, règle l'avancement des ouvriers.

L'Ordonnateur a enfin la main sur les administrateurs embarqués : chaque escadre, en effet, embarque un Commissaire de Marine et un Ingénieur, chaque vaisseau un aide-commissaire.

La garde militaire et la sûreté du Port sont assurées par le Commandant des Armes ; mais ce chef militaire n'intervient en rien dans la direction administrative et technique de l'Arsenal, laquelle appartient toute entière à l'Ordonnateur.

La prépondérance de l'Administration sur l'élément militaire était si nette que l'amiral Truguet, ministre de la Marine, chercha à empêcher l'entrée en vigueur de cette réglementation.

L'Ordonnateur devait être choisi parmi les contrôleurs, les commissaires principaux ou les directeurs des services techniques ; les officiers de marine étaient formellement exclus de ce poste.

L'amiral Truguet critiqua un système qui forçait un « chef d'escadre » d'aller braver les tempêtes et combattre « l'ennemi sur des vaisseaux qu'il « a reçus d'une autorité dépourvue de toute expérience nautique ». Il proposa de prendre l'ordonnateur parmi tout administrateur, technicien ou mi-

litaire ayant effectué au moins dix ans de navigation. Sous ses ordres, deux directeurs régleraient, l'un les questions militaires et techniques, l'autre l'administration et les approvisionnements.

Ces arguments convinquirent le Directoire qui édicta la suspension provisoire des décrets des 2 et 3 Brumaire. Peu après cependant, le Conseil des Cinq-Cent et celui des Anciens repoussèrent les arguments de Truguet et réclamèrent l'application immédiate des décrets de Brumaire.

C'est au ministre de la Marine qu'il appartenait de choisir les ordonnateurs. Ne pouvant nommer des militaires et foncièrement hostile aux administrateurs, l'Amiral les prit tous dans le corps des Ingénieurs-Constructeurs, « la seule classe véritablement instruite de la Nation », déclarait-il. Ce choix ne paraît pas avoir donné de brillants résultats : on vit, par exemple, Groignard, ordonnateur du port de Toulon, laisser à son départ une situation financière fort embrouillée.

Après être ainsi revenu au principe de l'unité d'autorité le Directoire fit un pas de plus vers le Passé, en confiant le Service des Vivres à un entrepreneur, successeur du Munitionnaire Général, sous la surveillance de l'Administration Civile de la Marine.

Il se proposait de réduire le nombre des fonctionnaires des arsenaux lorsque Bonaparte rentra d'Égypte et s'empara du pouvoir.

CHAPITRE II

LE XIX^e SIÈCLE

SECTION I. — *Le règlement du 7 Floréal an VIII*

Le Premier Consul désirait avant tout abattre l'Angleterre. Ce n'est qu'au moyen d'une Marine puissante qu'il y pouvait parvenir. La pluralité des chefs, entraînant des lenteurs et des conflits avait eu pour résultat l'épuisement des Arsenaux. Bonaparte devait donc appliquer aux arsenaux le système centralisateur qu'il instaurait pour l'administration de la France entière.

En conséquence, il repoussa le projet du ministre de la Marine, Forfait, qui groupait tous les services « Usine » de l'Arsenal sous les ordres d'un Directeur Général hiérarchiquement subordonné au chef de l'arsenal, mais ayant une responsabilité propre et se trouvant par là indépendant au point de vue administratif.

Les Consuls confièrent au Conseil d'Etat le soin de préparer une loi portant organisation de la Marine. Dans son rapport, la section « Marine » du Conseil d'Etat distingue trois grands corps concourant au même but qui est l'armement et l'équipement des vaisseaux : le corps des constructeurs, celui des mi- .

litaires et celui des administrateurs. Il ne faut établir entr'eux « aucune supériorité », mais les faire concourir à leur but commun sans se nuire. Pour cela, un délégué du Ministre sera installé à demeure dans l'arsenal ; il dirigera et coordonnera l'action des trois grands corps de la Marine, fera cesser les rivalités et lèvera tous les obstacles.

Ce délégué s'appellera le « Préfet Maritime » ; le premier Consul le choisira à sa guise parmi « les hommes à talents supérieurs ».

Le rapport du Conseil d'Etat fut suivi par un arrêté conforme des Consuls en date du 7 Floréal an VIII (28 avril 1800). Six arrondissements maritimes étaient créés et un Préfet Maritime mis à la tête de chacun d'eux.

Les premiers Préfets furent trois contre-amiraux, un^e ancien ordonnateur, deux Conseillers d'Etat. Et pendant tout le Consulat et l'Empire, les fonctions de Préfet Maritime furent confiées indistinctement à des officiers de divers grades et même à des personnes étrangères à la Marine. Ainsi, le général de génie Cafarelli fut Préfet Maritime à Brest. C'était somme toute l'Intendant de 1689 qui réapparaissait.

Mais très vite, les Préfets Maritimes seront en fait exclusivement choisis parmi les amiraux^e ; à la fin de l'Empire, l'évolution s'amorce déjà : cinq des six préfets sont des officiers de Marine ; un seul n'est pas militaire.

Les Services de l'Arsenal sont répartis en trois

groupes : Services militaires, dirigés pour le personnel — officiers et troupes — par le chef militaire et pour les mouvements du port, par le chef des Mouvements du Port.

Services techniques : ce sont les Constructions Navales, le Parc d'Artillerie et les Travaux Maritimes, tous trois sous les ordres d'un chef technique.

Services administratifs et de comptabilité : Ils sont sous la direction d'un chef d'administration, secondé par des commissaires, sous-commissaires et commis. Ces services sont répartis en six sections : magasin général — fonds et revues — armements et prises — chantiers et ateliers — vivres — hôpitaux et bagnes.

Par l'intermédiaire d'agents de comptabilité et de commissaires en service à la mer, le chef d'administration à la haute main sur l'administration des bâtiments et des escadres.

Il est chef du service des fonds, et ordonnateur des dépenses sous la surveillance du Préfet Maritime qui doit surveiller lui-même la répartition des fonds. Il assure l'administration des travaux par l'intermédiaire du commissaire aux chantiers et ateliers, qui administrait les ouvriers et tenait compte des matières et de la main-d'œuvre, tout en en surveillant l'emploi.

Un Inspecteur est détaché dans l'Arsenal et y contrôle les services ; il ne rend de comptes qu'au Ministre.

Un Conseil d'Administration, composé du Pré-

fet Maritime, président, du chef militaire, des chefs des services techniques et du chef d'administration, et auquel assiste l'Inspecteur, examine tous les dix jours les marchés, les comptes des fonds et des travaux du port, des bâtiments à leur retour de campagne, donne son avis sur les plans et devis de travaux à exécuter au port.

Chaque Chef de service est responsable devant le Préfet Maritime de l'emploi des matières et de la main-d'œuvre de son service et établit à cet effet des états mensuels dont la vérification s'opère grâce à la tenue parallèle des écritures du Commissaire des chantiers et ateliers. La recette des matières et ouvrages est faite par le Commissaire du Magasin Général.

Le Préfet Maritime correspond seul avec le Ministre. Il joue pendant tout l'Empire un rôle administratif bien plus que militaire.

Ce système donna de bons résultats. Selon Napoléon, l'administration fut « pure et régulière ».

SECTION II. — *La Restauration*

Sitôt l'Empire tombé, on voulut remanier l'organisation maritime. Si en 1814 on n'eut pas le temps de faire grand'chose, la réaction fut complète après les Cent-Jours. Dès la première Restauration cependant, les dénominations changèrent : on reprit

les termes de l'Ancien Régime ; c'est ainsi que le Chef d'Administration devint Commissaire Général ou Commissaire principal, suivant l'importance des ports.

§ I. — L'ordonnance du 29 novembre 1815

C'est un retour aux ordonnances du XVIII^e siècle, particulièrement à celle de 1776. Elle déclare expressément néfaste la concentration d'attributions distinctes entre les mains d'un chef unique. Il n'y a plus de Préfet Maritime ; à sa place sont établis un Commandant de la Marine et un Intendant ; chacun reçoit directement les ordres du ministre et s'entend comme il peut avec l'autre pour mener sa tâche à bien.

Les Commandants de la Marine furent des amiraux ; les Intendants se recrutèrent parmi les Commissaires Généraux, les Contrôleurs ou les Conseillers d'Etat. Le Commandant de la Marine a comme adjoint militaire le Major Général de la Marine, qui commande les Troupes de la marine, veille à la sûreté du port et organise l'armement des bâtiments.

Il a également sous ses ordres les Directeurs des Services techniques : Construtions Navales — Artillerie — Mouvements du Port. Il est responsable des travaux, mais ne peut prendre part à la gestion des fonds et magasins, qui relève exclusivement de l'Intendant.

L'Intendant à les mêmes attributions que son prédécesseur de 1776. Il a comme assistant un Commissaire Général ou Principal, chargé en outre plus spécialement de la surveillance des approvisionnements. Des commissaires dirigent sous ses ordres six détails : approvisionnements — fonds et revues — armements et prises — chantiers et ateliers — hôpitaux — bagnes. L'Intendant a également sous ses ordres le Garde-Magasin Général, le Directeur du service des vivres — qui appartient à un corps spécial à partir de 1817 — et l'Ingénieur des Ponts et Chaussées chargé des bâtiments civils. Etant chargé du service des hôpitaux et de celui des vivres, il administre les officiers de santé et les aumôniers. Enfin, il a la haute main sur les commissaires embarqués à bord des vaisseaux relevant du Port où il exerce ses fonctions.

L'Intendant ainsi que le Commissaire Général est membre du Conseil d'Administration du Port présidé par le Commandant de la Marine et qui comprend également les 3 Directeurs techniques et l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Le Contrôleur — c'est l'ancien Inspecteur — y assiste et délibère sur les questions de marchés et d'adjudications. Les délibérations du Conseil sont approuvées par le Ministre.

L'introduction du régime parlementaire entraînant un contrôle plus sérieux sur l'administration maritime accrut l'importance du Commissariat : les confections des ateliers devaient toutes passer, au

moins en écritures par le magasin général; les comptes du Garde-magasin étaient annuellement revus par le Commissaire aux approvisionnements, contrôlant ainsi les comptes des Directeurs de travaux.

L'Intendant et le Contrôleur faisaient un recensement et une inspection de tout l'existant au 31 décembre. Les différents comptes du Port, revus par le Conseil d'Administration étaient présentés au Ministre au début d'avril.

§ 2. — Les ordonnances de 1826 et 1828

Sous l'influence du Commissaire Général Boursaint (1781-1833), qui mit en lumière les multiples inconvénients de la dualité des pouvoirs, une ordonnance du 27 décembre 1826 établit cinq Préfets Maritimes : deux d'entr'eux furent des vice-amiraux, un troisième était contre-amiral, les deux autres furent choisis parmi les Intendants.

En 1827, fut créé dans chaque arrondissement maritime un Conseil Nautique, composé d'officiers de vaisseaux et présidé par le Préfet maritime ; ses attributions étaient purement militaires, ce qui accentuait le caractère administratif du Conseil d'Administration.

Enfin, l'ordonnance du 17 décembre 1828, vint achever l'œuvre de réorganisation de la Restauration- C'était un compromis entre les partisans de « l'autonomie des directions » et ceux de la centra-

lisation administrative. Aux arguments des premiers invoquant les nécessités de la technique, Boursaint répondit qu'un personnel purement administratif possédait toutes les capacités voulues pour gérer le matériel de la Marine ; de fait, ce matériel était loin d'avoir la complexité qu'il présente à notre époque.

Quoi qu'il en soit de cette discussion, l'ordonnance donne autorité au Préfet Maritime sur toutes les personnes de l'arrondissement attachées à la Marine. Il dirige la défense militaire par l'intermédiaire du Major Général ; il a la haute main sur les Services techniques et répartit entr'eux les travaux dans la limite des crédits ; enfin, il a sous ses ordres le chef de l'administration.

Ce dernier dirige cinq détails, confiés aux officiers du Commissariat : revues, armements et prises — chiourmes — hôpitaux et prisons — fonds — approvisionnements^o ; les attributions des détails sont les mêmes ; mais le détail des approvisionnements perd une partie des siennes au profit des directions techniques : le Magasin Général ne reçoit plus que les matières brutes ; les matières ouvrées reçues de l'extérieur sont, après recette, versées dans les magasins particuliers des Directions, et les objets construits ou réparés par les Directions y sont versés immédiatement.

D'autre part, le détail « Chantiers et Ateliers » est supprimé ; les écritures relatives à l'application aux travaux de la main-d'œuvre et des matières sont désormais tenues par un personnel placé sous les

nistrative des travaux étant faite exclusivement par ordres des directeurs intéressés, la surveillance administrative, (l'Inspecteur tout en gardant la faculté de correspondre avec le Ministre, est placé sous l'autorité du Préfet Maritime ; aussi l'action du corps de contrôle se confond-elle souvent avec celle du corps administratif).

Le chef d'administration a autorité sur le service de l'Inscription Maritime, et par l'intermédiaire des détails intéressés, sur les officiers du corps de santé et les aumôniers de la Flotte.

Il surveille — mais ne dirige pas — le Directeur des Subsistances, qui conserve, garde et délivre les vivres, dirige les ateliers et établissements y relatifs et correspond directement avec le Directeur Général des Subsistances à Paris.

Il ordonnance toutes les dépenses et tient toute la comptabilité des crédits et des paiements; il rédige tous les marchés après accord avec les directeurs intéressés — c'est ici l'idée de centralisation administrative qui reprend le dessus.

Les projets de marchés et d'adjudications sont examinés et arrêtés par le Conseil d'Administration qui comprend un nouveau membre : le Directeur des travaux hydrauliques, mais dont les attributions sont les mêmes. L'approbation ministérielle est requise pour tout marché de plus de 400 francs.

SECTION III. — *Louis-Philippe*

Sans revenir au régime d'unité absolue d'administration établie par le règlement du 7 Floréal an VIII, la Monarchie de juillet va faire régner dans l'arsenal le système de la centralisation administrative.

Dès le début du règne de Louis-Philippe, l'importance du Commissariat de la Marine va s'accroître ; l'administration des Subsistances est supprimée ; dans les ports, le service des Subsistances devient un détail dirigé par un Commissaire (1836) ; en 1847, le corps des Subsistances sera fusionné pour partie avec le Commissariat, le reste constituant le corps nouveau des Agents de Manutention.

Par ailleurs, la pratique fait définitivement du Préfet Maritime un militaire, non sans que cette évolution provoque des critiques ; c'est ainsi que le futur ministre Dupin se plaint dans un « Essai sur l'Organisation Progressive de la Marine » de l'incompétence administrative de ces officiers militaires.

§ 1. — L'ordonnance de 1835

Le 3 janvier 1835, une ordonnance fusionne les deux corps du Commissariat et du Contrôle sous le nom de Commissariat de la Marine. Le Commissaire Général, chef de l'administration de l'arsenal reste

sous l'autorité du Préfet Maritime, mais peut correspondre directement avec le Ministre sur tout ce qui concerne le contrôle.

En tant que Contrôleur, le Commissaire Général contrôle les opérations administratives, toutes les dépenses dans le port et à bord sans pouvoir les ordonner ni les suspendre. Il fait exécuter les lois, décrets et règlements ministériels, ainsi que les ordres du Préfet Maritime en tout ce qui a trait à l'économie des fonds et matières. Il ne peut faire d'inspection en dehors des ports qu'avec l'autorisation du Préfet Maritime. Chef de l'administration, il est ordonnateur général de l'arrondissement maritime, passe les marchés, préside les adjudications, représente la Marine en justice et dans les actes publics, siège au Conseil d'administration, administre et répartit le personnel du Commissariat.

Cette organisation étrange qui attribuait à un même corps des attributions aussi inconciliables que la direction et le contrôle, souleva de multiples critiques jusqu'à ce que l'ordonnance du 14 juin 1844 y eut mis fin.

§ 2. — L'ordonnance du 14 juin 1844

La nouvelle réglementation ne touche pas sensiblement aux pouvoirs du Préfet Maritime ; elle se borne à préciser ses rapports avec les chefs de ser-

vice et les rapports de ces chefs de service entr'eux au profit du Commissariat de la Marine.

Le Préfet Maritime a la direction supérieure de tous les services et établissements de la Marine dans son arrondissement. Il correspond seul avec le Ministre et reçoit de lui une délégation générale au point de vue administratif, sauf en ce qui concerne l'ordonnancement.

Il est secondé par six chefs de service :

le Major Général, dont les attributions sont purement militaires ;

le Commissaire Général ;

le Directeur des Constructions Navales ;

le Directeur des Mouvements du Port ;

le Directeur d'Artillerie ;

le Directeur des Travaux hydrauliques et bâtiments civils.

A ces chefs de service, s'adjoint pour former le Conseil d'Administration du Port le Président du Conseil de Santé, lequel n'avait ni l'administration ni la police des établissements hospitaliers, alors entre les mains du Commissariat.

Les différents services de l'Arsenal accomplissent librement toutes les opérations techniques et militaires que nécessite leur mission. Mais toutes les fois que ces opérations entraînent un engagement de dépenses ou une dépense définitive, le Commissariat de la Marine, par l'intermédiaire du Commissaire aux approvisionnements ou du Commissaire aux travaux, doit intervenir.

Le Commissaire Général centralise en effet l'administration de tout l'arsenal ; il dirige huit détails ou services. Le détail des approvisionnements pourvoit aux besoins de l'arsenal en objets de matériel, sauf cependant en ce qui concerne les matières d'emploi spécial dont l'approvisionnement est attribué aux Directeurs techniques. Il centralise et vérifie les prévisions des services consommateurs ; il prépare les marchés d'accord avec les représentants de ces services^o ; il assiste aux adjudications, constate les droits des créanciers et liquide les dépenses.

Le Commissaire aux approvisionnements a sous ses ordres le Garde-Magasin Général, du rang de sous-commissaire, qui reçoit et délivre tout le matériel en approvisionnements ; il les répartit entre des garde-magasins particuliers, dont le nombre correspond à celui des Directions de Travaux ; ces garde-magasins particuliers sont les préposés du Garde-Magasin Général qui centralise toutes leurs opérations dans ses écritures et présente le compte général.

Le Commissaire aux travaux vérifie la présence des ouvriers sur les chantiers, tient contradictoirement avec les Directions la comptabilité des salaires, centralise les comptabilités des Directions en matières et en main d'œuvre, dresse les comptes généraux du matériel ; de concert avec les directions intéressées, il prépare les marchés de travaux et assiste aux recettes d'ouvrage. A la différence du Commissaire aux Chantiers de l'an VIII, le Commissaire des Tra-

vaux n'administre pas les services de travaux, mais il exerce sur la comptabilité de l'emploi aux travaux une surveillance incessante.

Le détail des Revues, des Armements et des prises tient la comptabilité du personnel officier et entretenu ; en constate la présence à terre ou à la mer, en assure le paiement, sert de lien entre l'inscription maritime et les divisions des équipages lors de la levée et du licenciement des marins.

Le service des vivres est assuré par le Directeur des Subsistances jusqu'en 1847, sous l'autorité du Commissaire Général, par un Commissaire aux vivres après cette date.

Le commissaire aux hôpitaux administre le Service de Santé de la Marine.

Le commissaire aux chiourmes préside à l'administration des bagnes.

Le détail de l'Inscription Maritime, aux mains des chefs du Service de la Marine et des Commissaires de l'Inscription Maritime, administre les Inscrits Maritimes.

Enfin, le huitième détail est celui des fonds.

Le Commissaire Général est ordonnateur secondaire de toutes les dépenses de la Marine dans l'arrondissement et reçoit du ministre les délégations de crédits sur les divers chapitres du budget. Les dépenses étant toutes liquidées par des officiers du Commissariat, l'ordonnancement apparaît véritablement,

selon l'expression du Commissaire Général Douillard « comme la consécration de l'action centralisatrice du Commissariat de la Marine ».

Le Contrôle est détaché du Commissariat. Le contrôleur n'est subordonné au Préfet Maritime que sous le rapport hiérarchique ; dans l'exercice de sa fonction, il ne relève que du Ministre avec lequel il correspond directement. Le Conseil d'Administration garde les mêmes attributions que par le passé.

L'ordonnance de 1844 se trouvait ainsi avoir réalisé la centralisation administrative sous l'autorité du Préfet Maritime ; en même temps elle permettait de pousser au maximum la division du travail : l'Ingénieur n'avait pas à quitter son chantier ni le Médecin ses malades pour se consacrer à des besognes d'administration pure.

L'ordonnance de 1844 fut suivie en 1845 d'une ordonnance sur la comptabilité, extrêmement compliquée ; on augmenta en même temps les cadres du Commissariat dont l'effectif ne suffisait plus pour mener à bien la tâche que lui confiait l'ordonnance de 1844.

Le Second Empire ne toucha pas à l'ordonnance de 1844 ; on ne peut guère citer de cette époque que deux décrets ayant trait au Commissariat de la Marine^e ; le premier, du 14 mai 1853, recrute les commissaires par concours annuel entre les commis et par admission directe de deux Polytechniciens. Ce

système n'ayant pas donné satisfaction fut modifié par un décret du 7 octobre 1863, qui recréa le grade d'élève-commissaire, accessible après concours aux licenciés en droit et dans certaines conditions aux bacheliers.

CHAPITRE III

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

SECTION I. — *Evolution vers l'autonomie des Services*

L'ordonnance de 1844 avait donné, pendant tout le Second Empire et la guerre de 1870, les résultats les plus satisfaisants ; le 10 mai 1872, le rapporteur de la commission des marchés de guerre pouvait déclarer à l'Assemblée Nationale : « le Ministre de la Marine est le seul qui ait eu ses magasins en ordre, et qui ait fait vivre ses troupes au moment où le Gouvernement de la Défense Nationale était sans ressources ; il est le seul qui, dans nos investigations si patientes — j'allais dire si passionnées — ne nous ait pas donné lieu de lui reprocher un centime mal employé ».

Cependant l'organisation de 1844, soulève à cette époque de violentes critiques.

§ 1. — Arguments pour et contre le système de 1844

Tout d'abord, les attributions du Commissaire Général étaient trop lourdes pour les effectifs restreints dont il disposait ; par ailleurs, on reprochait

aux officiers du Commissariat leur extrême mobilité qui les faisait passer d'un service de l'arsenal à l'autre, ou à l'embarquement, ou encore au service de l'inscription maritime ; ils ne pouvaient pas acquérir, disait-on, la spécialisation que la complexité croissante de l'administration rendait cependant de plus en plus nécessaire.

D'autre part, les directions de travaux se plaignaient de ce que le Commissaire fût de moins en moins compétent pour administrer l'Arsenal à mesure que l'art naval se compliquait en progressant ; la surveillance qu'il exerce sur la comptabilité industrielle est illusoire, disaient-elles, et de plus la participation obligatoire du Commissariat à toute opération administrative entraîne des longueurs et des pertes de temps.

Enfin le partage des attributions entre l'ingénieur et l'administrateur rend en pratique les responsabilités insaisissables.

Finalement, on réclamait l'autonomie administrative des services techniques, nécessaire pour donner à chaque service la possibilité d'adopter ses méthodes à ses besoins et à sa fonction propre. En supprimant l'ingérence du Commissariat, on ne chassait d'ailleurs pas de l'arsenal le principe administratif : il y serait représenté par l'Inspecteur. Quant au Commissariat, il remplirait pour l'armée de mer le rôle que joue l'Intendance dans l'armée de terre. Et à ce propos, il faut remarquer qu'à partir de cette

époque, la Marine aura fréquemment tendance à imiter les institutions du ministère de la Guerre.

En face de ces critiques, des arguments nombreux étaient présentés par les partisans de la centralisation administrative.

Ils invoquaient l'exemple de l'industrie moderne où l'ordre, l'économie, la division du travail forcent à séparer les fonctions techniques et les fonctions administratives ; il doit en être de même dans l'Arsenal : l'ingénieur ne doit pas négliger sa fonction pour vaquer à des occupations administratives. D'ailleurs toute garantie disparaîtrait pour l'Etat si le service consommateur est aussi celui qui achète.

Si l'administrateur manque de compétence technique, peu importe, puisque son intervention est seulement d'ordre administratif.

On ajoutait que l'autonomie administrative ne serait qu'un premier pas vers l'autonomie complète des directions de travaux : lorsque le Préfet Maritime aura cessé d'exercer, par l'intermédiaire du Commissariat, une surveillance constante sur les services techniques, il se trouvera à peu près désarmé vis-à-vis d'eux en attendant qu'ils échappent totalement à son autorité. Cet argument portait d'autant plus, qu'une décision présidentielle du 20 avril 1875, consacrant une situation de fait, venait de décider que les Préfets Maritimes seraient pris exclusivement parmi les vice-amiraux ; le caractère militaire du Préfet Maritime se trouvait ainsi accentué au détriment de son rôle administratif. De plus en plus,

le Préfet va tendre à se décharger de son rôle administratif sur ses chefs de service.

Tels étaient les principaux arguments échangés. Examinons maintenant les faits.

§ 2. — La marche vers l'autonomie des Directions

Dès 1882, la loi du 16 mars avait réalisé l'autonomie des services dans l'armée de terre. Devenu Ministre de la Marine, l'amiral Aube étendit à l'Armée de Mer, par le décret du 6 novembre 1886, les principes posés par la loi de 1882. Si on l'avait appliqué, on aurait donné l'ordonnancement aux chefs de service responsables et réalisé du coup l'autonomie complète des directions. Mais la réforme, trop brutalement implantée, fut rapportée, sans jamais avoir été mise à exécution, par décret du 23 novembre 1887. Mais ce même décret, qui réorganisait la comptabilité des arsenaux, supprima virtuellement le principe du Magasin Général, ne laissant au Commissaire Garde Magasin Général que la concentration de la comptabilité des magasins de chaque direction de travaux, confiée à des préposés comptables.

Le 31 mars 1890, les Directeurs du Service de Santé reçurent toutes les attributions administratives des directeurs de travaux. Le détail « hôpitaux et prisons » du Commissariat fut supprimé, et le service des prisons rattaché à celui des fonds.

Le 15 juin 1891, une circulaire accorda aux services techniques le droit d'engager directement des pourparlers avec les fournisseurs pour les achats de matériel spécialisé en vue des constructions neuves.

En 1894 le Parlement nomma une grande Commission extraparlamentaire chargée d'étudier les améliorations à apporter à la Marine.

L'ensemble des rapports fut rassemblé en douze volumes, mais le projet de la Commission ne vint jamais en discussion. En ce qui concerne l'administration, la Commission repousse formellement le système de l'autonomie des directions et maintient le principe de centralisation administrative aux mains du Commissariat ; toutefois pour éviter les lenteurs et l'éparpillement des responsabilités, elle préconise d'améliorer ce principe par le système du « fonds de roulement ». Le Magasin procède aux achats au moyen d'un fonds de roulement, en deniers et en matières, qui n'est soumis ni à la spécialité d'exercice, ni à la spécialité de chapitres ; les services consommateurs, au moment où ils prennent pour l'employer du matériel en magasin, lui en remboursent la valeur sur les crédits budgétaires qui leur sont alloués.

Le système du fonds de roulement ne s'appliquerait d'ailleurs pas aux matériaux et objets spécialisés pour les constructions neuves, ni au matériel d'artillerie et de torpilles ; d'autre part, les services consommateurs interviendraient non dans l'administra-

tion financière du fonds de roulement, mais pour la détermination des prévisions d'achat, des conditions et des opérations de recette.

Enfin, le système du fonds de roulement s'appliquerait aussi au « service des Subsistances », l'un des détails du Commissariat.

Telles étaient les grandes lignes de ce projet qui maintenait le rôle centralisateur du Commissariat, tout en assurant une certaine indépendance aux services techniques. Enseveli dans les archives du Parlement, il n'arrêta pas le développement croissant de l'autonomie des Directions.

Le 11 avril 1896, un corps spécial d'Administrateurs de l'Inscription Maritime fut créé ; mais cette mesure n'était pas au point et fut rapportée trois mois plus tard.

Le 6 février 1897, un Décret donna aux Directeurs de travaux le droit de passer les marchés et d'administrer les crédits correspondants pour le matériel spécialisé en vue des constructions neuves et des grandes refontes des bâtiments de la Flotte, ainsi que pour les travaux neufs et les grandes améliorations du Service des Travaux Hydrauliques.

Cependant, la discussion des pénalités, la liquidation et le mandatement des dépenses restaient au Commissariat.

C'était un système bâtard pris entre l'autonomie des services et la centralisation administrative.

Le décret du 14 août 1897 institua dans chaque port un « Service de la Flotte » sous l'autorité du Major-Général. Cet officier militaire était en même temps chargé d'approvisionner tout le matériel naval nécessaire aux bâtiments armés ou en réserve, sauf toutefois le matériel d'artillerie, de torpilles, des subsistances, et le matériel médical...

Le Major Général a sous sa direction un Magasin et un atelier qui répare les petites avaries des bâtiments ; il surveille les magasins des Directions techniques pour que tout le matériel nécessaire à l'armement y soit au complet. Enfin, il passe des marchés pour approvisionner son magasin et son atelier.

Le Major Général avait sous ses ordres des officiers de vaisseau, des officiers-mécaniciens et des Commissaires.

Un officier supérieur du Commissariat le déchargeait de ses^e attributions administratives et comptables, mais sous la responsabilité du Major. Ainsi se trouvaient confondus administration et commandement.

Enfin, l'arrêté du 21 octobre 1897 vint restreindre le rôle du commissaire aux travaux au profit de l'Ingénieur : le commissaire n'eut plus à intervenir que pour la liquidation des dépenses et non pour la constatation au jour le jour des droits acquis.

Le rôle du Commissariat dans l'Arsenal se trouvait dès lors bien amoindri.

SECTION II. — *Le Commissariat au début
du XX^e Siècle*

§ 1. — *Le décret du 25 août 1900*

Le décret du 25 août 1900 vint consacrer l'évolution qui s'était produite à la fin du XIX^e siècle, en proclamant l'autonomie des Directions.

La nouvelle réglementation ne modifie pas les rapports du Commandement et des Directions : le Préfet Maritime reste le chef supérieur de l'Arsenal. Il est responsable de l'exécution des règlements et des lois, mais sous réserve de la responsabilité propre des chefs de service.

Mais la centralisation administrative disparaît : chaque Service est autonome, établit ses prévisions, engage et liquide ses dépenses, administre ses ouvriers, possède la police de ses chantiers^e; chaque service a son magasin particulier, garde et entretient son matériel, surveille les comptables de ce magasin, rend compte de ses travaux, prépare ses marchés, enfin est responsable du bon emploi de la main-d'œuvre, des matières, de la régularité des dépenses. Par voie de conséquence, le détail des travaux et le magasin général sont supprimés.

Quant au Commissariat, on voulait, selon la décision présidentielle du 1^{er} mars 1901, le ramener « à son rôle normal d'une véritable Intendance Ma-

ritime » ; le Commissaire Général devient le Directeur d'un Service, analogue aux autres services techniques ; il dirige cinq bureaux : Fonds et prisons. Inscription maritime. Revues et Armements. Substances. Approvisionnements. Cependant, le Commissaire Général reste le seul ordonnateur du Port pour toutes les dépenses en deniers.

Mais le décret de 1900 enlève à l'ordonnancement la signification qu'il avait sous le régime de 1844. N'ayant plus aucune autorité sur les services liquidateurs, le Commissaire Général ne peut plus opérer qu'une vérification de forme : il s'assure que les liquidations qui lui sont transmises pour être ordonnancées portent sur les crédits ouverts et sont régulièrement établies au point de vue de l'imputation budgétaire, du calcul de la dépense et des pièces justificatives annexées au mandat.

Cette unité d'ordonnancement a pour principal avantage de simplifier les rapports des Services de la Marine et du Ministère des Finances.

D'autres mesures vinrent diminuer encore le rôle du Commissariat :

La loi du 7 juillet 1900 rattachant au Ministère de la Guerre les Troupes Coloniales supprima le rôle du Commissariat en tant qu'administrateur de l'Armée Coloniale.

Le décret du 7 octobre 1902 créa un Corps spécial d'Administrateurs de l'Inscription Maritime, et

enleva ainsi au Commissariat tout le service des quartiers.

Le 19 janvier 1903, fut supprimé le Détail des approvisionnements, dont le décret de 1900 avait déjà réduit les attributions au service de l'habillement et à l'approvisionnement des matières d'emploi courant, sans caractère technique, communes aux divers services. La majeure partie de ces attributions passa au Service « Flotte ».

L'ancienne surveillance administrative exercée dans l'Arsenal par le Commissariat au nom du Préfet Maritime fut remplacée par le Contrôle exercé au nom du Ministre ; la loi du 2 mars 1902, réorganisa donc le Contrôle de l'Administration de la Marine sur des bases extrêmement fortes.

Quant au Commissariat, il subit une très importante diminution d'effectifs.

§ 2. — Le décret du 18 décembre 1909

Le décret du 25 août 1900 avait voulu créer une véritable Intendance Maritime ; ce but avait été quelque peu dépassé puisqu'en plus de l'ordonnancement, il ne restait plus au Commissariat que les services de la solde et des vivres. Le décret du 18 décembre 1909 organise vraiment dans l'Arsenal une véritable Intendance, groupant les services administratifs de la flotte sous les ordres du Commissaire Général. Le service « Flotte », qui confondait l'élément militaire

et l'élément administratif fut supprimé au bénéfice du Commissariat.

Le Commissaire Général dirige ainsi : le service de la Solde, qui correspond à l'ancien détail des Armements et Revues — le service des Subsistances et de l'habillement, qui est l'ancien détail des Subsistances, grossi d'attributions enlevées au Service Flotte et au Service des travaux hydrauliques — le Service des Approvisionnements de la flotte et des transports généraux, ôté au Service Flotte — enfin, le service de la centralisation financière et administrative, qui fusionne l'ancien détail des fonds et le secrétariat général.

Par ailleurs, le Directeur de l'Intendance garde sa mission d'ordonnateur secondaire unique pour l'arsenal et — innovation — pour les dépenses des quartiers d'Inscription Maritime, autrefois réglées localement par les Administrateurs de l'Inscription Maritime.

Un décret du 28 juin 1910, compléta la réforme de 1909 en supprimant le corps des Manutentionnaires — créé en 1847 après la fusion du corps des Subsistances avec le Commissariat. Le Commissariat se trouvait ainsi administrateur du service des subsistances au sens complet du mot, comme il l'était déjà des services de l'habillement et des approvisionnements.

Conception assurément fort différente de celle qui, en 1844, faisait des Commissaires les surveillants comptables de tous les services et magasins sans

avoir aucun matériel à administrer par eux-mêmes.

En même temps disparaissait le Conseil d'Administration du Port remplacé par un certain nombre de conseils et de commissions.

C'est sous ce régime que le Commissariat assura pendant la Grande Guerre le ravitaillement de la Marine. Soumis à cette rude épreuve, le système de 1909 réussit pleinement, si bien qu'après la guerre on se borna à le préciser et à l'améliorer sur des points particuliers. Ce fut l'œuvre du décret du 22 avril 1927, qui énonce de façon complète, pour la première fois, les principes généraux de l'organisation de la Marine et de l'arrêté ministériel du 22 mars 1928 qui règle l'organisation et le fonctionnement de l'Intendance Maritime.

TITRE II

ORGANISATION

CHAPITRE PREMIER

CONSTITUTION

SECTION I. — *Composition des cadres*

Le corps du Commissariat de la Marine comprend un certain nombre d'officiers dont la hiérarchie est la suivante :

A la base, sont les élèves-commissaires et aspirants du commissariat ; leur grade est l'équivalent de celui de premier maître ou d'adjudant ; leur effectif n'est pas fixe.

Viennent ensuite les officiers subalternes du Commissariat : commissaires de troisième, de deuxième et de première classe ; ces grades correspondent respectivement à ceux d'enseigne de vaisseau de seconde et de première classe, et de lieutenant de vaisseau, ou encore à ceux de sous-lieutenant, lieutenant et capitaine. Le nombre des commissaires de troisième classe varie selon les besoins du service ; il y a 33 commissaires de deuxième classe et 90 commissaires de première classe.

Les officiers supérieurs sont : le commissaire principal, qui a rang de capitaine de corvette ou de chef de bataillon ; le commissaire en chef de deuxième classe, assimilé au capitaine de frégate ou

au lieutenant-colonel; le commissaire en chef de première classe, dont le grade correspond à ceux de capitaine de vaisseau et de colonel. Il existe 45 commissaires principaux, 22 commissaires en chef de deuxième classe et 13 commissaires en chef de première classe.

Enfin, les officiers généraux comprennent les commissaires généraux de deuxième classe, au nombre de 4, et les commissaires généraux de première classe, au nombre de 2 ; les premiers ont rang de contre-amiral ou de général de brigade ; les autres de vice-amiral ou de général de division.

Le corps du Commissariat se compose ainsi de 209 officiers, non compris les commissaires de troisième classe, les élèves-commissaires et les aspirants du commissariat.

La loi du 4 mars 1929, portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des Equipages de la Flotte, prescrit de maintenir au complet les effectifs prévus pour chaque grade ; « dans chaque corps, l'effectif des officiers du « grade correspondant à celui d'enseigne de vaisseau de première classe peut être momentanément « accru d'un bon nombre d'unités égal au maximum à 5 % de l'effectif légal de chaque corps ». Ces effectifs peuvent cependant être modifiés en temps de guerre.

SECTION II. — *Recrutement — Avancement*
Limites d'âge

§ I. — *Recrutement*

Chaque année, est ouvert à Paris pour la nomination d'un certain nombre d'élèves-commissaires un concours entre licenciés en droit ayant moins de vingt-cinq ans au premier janvier de l'année du concours. C'est principalement par cette voie que se recrute le Commissariat de la Marine.

Les aspirants du Commissariat se recrutent au moyen d'un concours annuel entre les commis principaux et les commis de gestion et d'exécution de la Marine ainsi que parmi les officiers mariniers des équipages de la Flotte, âgés de 27 ans au moins et de 35 ans au plus le 1^{er} janvier de l'année du concours.

Aspirants du Commissariat et Elèves-Commissaires suivent pendant deux ans les cours de l'Ecole du Commissariat de la Marine, installée à Brest. Après la première année, et à la suite d'un examen, ils sont nommés commissaires de troisième classe.

Sont également nommés commissaires de troisième classe un certain nombre d'élèves de l'Ecole Polytechnique, reconnus admissibles dans les services publics, et de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures, pourvus de leur diplôme d'ingénieur. Il

y a au moins une place pour chacune des deux Ecoles, polytechnique et centrale. Ils prennent rang avant les commissaires de troisième classe provenant des élèves-commissaires et des aspirants du commissariat.

Au bout d'un an de grade, les commissaires de troisième classe sont nommés, après examen, commissaires de deuxième classe. Peuvent également être nommés commissaires de deuxième classe, deux officiers, au maximum, de tous les corps de la Marine du grade d'enseigne de vaisseau de première classe, ou du grade correspondant, ayant suivi pendant une année avant le concours, les cours de l'Ecole du Commissariat.

Enfin, un dixième des nominations au grade de commissaire principal est attribué, après concours aux officiers principaux des Equipages de la Flotte et aux officiers d'administration principaux des divers services de la Marine.

§ 2. — Avancement

L'avancement se fait soit au choix, soit à l'ancienneté : les nominations au grade de commissaire de première classe se font les deux tiers à l'ancienneté, un tiers au choix ; celles au grade de commissaire principal moitié à l'ancienneté, moitié au choix ; les nominations aux grades supérieurs ont lieu exclusivement au choix.

Mais, même lorsque l'avancement se fait au choix, la loi exige que l'officier ait passé un temps minimum dans le grade antérieur : tout commissaire de deuxième classe doit réaliser au moins trois ans d'ancienneté dans ce grade pour être nommé commissaire de première classe.

Les commissaires principaux, commissaires en chef de deuxième et de première classe, et commissaires généraux de deuxième classe ne peuvent être nommés à ces différents grades s'ils n'ont deux ans d'ancienneté dans le grade immédiatement antérieur.

Pour être promu commissaire général de première classe, le commissaire général de deuxième classe doit avoir au moins trois ans d'ancienneté.

Ces conditions d'ancienneté sont un peu différentes de celles requises dans les autres corps d'officiers de Marine ; au contraire, les règles relatives à l'inscription au tableau d'avancement, à la conservation des droits à l'avancement de l'officier en mission, en congé hors cadres, etc... sont les mêmes pour tous les corps d'officiers de Marine ; il suffira de les rappeler rapidement.

L'ancienneté dans chaque grade est fixée par la date de nomination à ce grade et, pour les officiers promus à la même date, par l'ancienneté dans le grade précédent.

Des officiers peuvent être détachés « en mission » auprès de gouvernements étrangers ou de départements ministériels autres que celui de la Ma-

rine. L'officier en mission conserve ses droits à l'avancement ; mais si la mission dure plus de trois ans, il est, sauf décision contraire du Ministre, placé en position de « congé sans solde et hors cadres ». L'officier en congé hors cadres perd tous ses droits à l'avancement. Les droits à l'avancement des officiers prisonniers de guerre sont examinés dans chaque cas individuel par une commission spéciale.

En dehors de ces conditions d'ancienneté, le commissaire de seconde classe doit, pour être promu commissaire de première classe, justifier d'une année de service à la mer. Le commissaire de première classe ne peut être nommé commissaire principal s'il n'a accompli une année de service à la mer ou une année dans les services techniques de l'intendance maritime.

En temps de guerre, le temps de service exigé pour passer au choix d'un grade à un autre peut être réduit de moitié ; un décret peut même permettre une dérogation à cette règle au cas d'actions d'éclat.

§ 3. — Limites d'âge et mises à la retraite

Les officiers du Commissariat restent en activité plus longtemps que les officiers de Marine ; cela tient à ce qu'ils rentrent d'ordinaire plus tard que ceux-ci au service de l'Armée Navale et d'autre part, à ce que leurs fonctions ne requièrent pas une aussi grande activité physique.

Ces limites d'âge sont de : 52 ans pour les commissaires de deuxième classe,

53 ans pour les commissaires de première classe,

56 ans pour les commissaires principaux,

58 ans pour les commissaires en chef de deuxième classe,

60 ans pour les commissaires en chef de première classe,

62 ans pour les commissaires généraux de deuxième classe,

et 65 ans pour les commissaires généraux de première classe.

Ayant atteint la limite d'âge, les officiers du Commissariat passent dans la Réserve ; les commissaires généraux passent dans la deuxième section. Comme tous les officiers, ils jouissent d'une retraite ; ils ont droit à cette retraite après vingt-cinq ans de services, dont six à la mer ou aux colonies, ou après trente ans de services accomplis dans la Métropole. A partir de quinze ans de services, ils peuvent obtenir une pension proportionnelle.

Il n'y a pas lieu d'insister davantage sur ces dispositions qui sont communes à tous les officiers.

SECTION III. — *Les Réserves du Commissariat*

En temps de guerre, le Commissariat de la Marine se trouve renforcé par des Réserves. Ce cadre

de réserve comprend les commissaires généraux de la deuxième section de l'état-major, les officiers auxiliaires du commissariat, le cadre des « assimilés spéciaux » et surtout les commissaires de réserve proprement dits.

§ 1. — Les Commissaires Généraux de la deuxième section

L'origine des commissaires généraux de la deuxième section a été indiquée plus haut ; il suffit d'indiquer que ces officiers généraux ne peuvent servir qu'en temps de guerre, et qu'ils restent pour cela à la disposition du ministre de la Marine cinq ans après avoir atteint la limite d'âge de leur grade.

§ 2. — Les Officiers Auxiliaires du Commissariat

Selon les termes de la loi du 2 mai 1899, le Ministre de la Marine peut nommer d'office, s'ils ont moins de cinquante ans, sur leur demande, s'ils ont de cinquante à cinquante-cinq ans, les commissaires des bâtiments de commerce réquisitionnés, officiers auxiliaires du Commissariat pour l'armement de la flotte auxiliaire.

Ces officiers auxiliaires sont nommés commissaires de troisième ou de deuxième classe ; ils prennent rang après les commissaires d'active et de réserve du grade correspondant au leur. Ils sont pourvus d'une commission délivrée par le Ministre de

la Marine, et qui prend fin lors de la cessation de la réquisition ou au plus tard à la paix. Le Ministre peut refuser ou retirer à son gré cette commission.

Par ailleurs, ces officiers auxiliaires ont les droits des autres commissaires de la Marine.

§ 3. — Les Assimilés spéciaux

Ces personnes se recrutent, pour le temps de guerre parmi les militaires des réserves de terre ou de mer n'appartenant pas à l'inscription maritime, — autant que possible parmi les classes militaires les plus anciennes, désignés en raison de leurs capacités professionnelles. C'est ainsi que le Commissariat pourra en compter un certain nombre.

§ 4. — Les Commissaires de Réserve

Ils forment la partie la plus importante des réserves du Commissariat. Il y a lieu d'insister surtout sur leur recrutement, qui est particulier ; pour le reste (avancement, grades, etc...), leur situation étant à peu près celle de tous les officiers de réserve, quelques indications générales seront suffisantes.

A. *Recrutement.* — Les commissaires de réserve se recrutent parmi :

les commissaires retraités ou démissionnaires ;

les commis des personnels administratifs de la Marine ;

les commissaires brevetés de la marine marchande ;

les aspirants de réserve au Commissariat de la Marine.

Les commissaires retraités ou démissionnaires sont d'anciens commissaires de l'armée active ; ils sont à la disposition du ministre durant les cinq années qui suivent la date à laquelle ils atteignent la limite d'âge de leur grade ; ils servent avec leur dernier grade d'activité.

Les commis des personnels administratifs, qui remplissent les conditions de services exigées pour être nommés dans les cadres actifs sont promus commissaires de troisième classe après examen constatant leurs connaissances techniques (en temps de guerre, le ministre peut dispenser de cet examen).

Les commissaires brevetés de la Marine Marchande, réunissant certaines conditions de services et d'aptitude, peuvent être nommés commissaires de troisième ou de deuxième classe après examen (que le Ministre peut supprimer en temps de guerre).

Les aspirants de réserve du Commissariat se recrutent au moyen d'un concours oral qui a lieu deux fois par an entre jeunes gens possesseurs de certains diplômes : licence en droit, diplôme de l'Ecole des Sciences Politiques, etc..., et qui justifient de leur qualité d'appelés ou d'inscrits maritimes définitifs. Ceux qui sont reçus suivent à Cherbourg pendant six mois les cours de l'Ecole des fourriers et commis aux vivres. A la fin de ces six mois,

et après examen, ils sont nommés aspirants de réserve du Commissariat de la Marine et sont embarqués sur les grands bâtiments des forces métropolitaines en qualité d'adjoint au commissaire du bâtiment. Au terme de leur service, ils passent un examen et, s'ils sont reçus, sont nommés commissaires de troisième classe de réserve.

B. *Notions générales sur la situation du commissaire de réserve.* — Le commissaire de réserve est comme tout officier de réserve, propriétaire de son grade quand il est en situation d'activité ; il ne le perd que pour certaines causes : radiation, démission, condamnation, etc... Il est rayé des cadres quand il a dépassé de cinq ans la limite d'âge des commissaires du cadre actif.

Il peut être dans les cadres, c'est-à-dire pourvu d'un emploi dans les formations et services ; hors cadres, c'est-à-dire sans emploi mais maintenu à la disposition du Ministre ; en non disponibilité : il est alors temporairement dispensé de tout service ; enfin il peut être commissaire honoraire ; dans ce cas, il ne peut être mobilisé, sauf dans le cadre des assimilés spéciaux.

En ce qui concerne l'avancement, il n'a lieu qu'au choix, sauf pour le commissaire de troisième classe qui est nommé commissaire de deuxième classe après quatre ans de grade.

Pour être promu au grade supérieur, le commissaire de réserve doit avoir rempli, en situation

d'activité les conditions de service exigées des commissaires du cadre actif.

Jusqu'au grade de commissaire principal, les commissaires subalternes de réserve ne remplissant pas ces conditions, doivent alors, pour avancer, être plus anciens que tous les commissaires de leur grade du cadre actif et « avoir accompli un nombre de périodes d'exercices égal au nombre d'années du service actif leur faisant défaut ». Cette dernière condition n'est pas requise en temps de guerre.

CHAPITRE II

RÉPARTITION

Les officiers du Commissariat sont appelés à servir dans différents postes, à la mer ou à terre. Avant d'indiquer quels sont ces postes, à quels officiers ils sont confiés, il est nécessaire d'indiquer en vertu de quelles règles ils sont attribués.

SECTION PRÉLIMINAIRE. — *Modes de désignation*

Les Commissaires Généraux sont appelés par décret à diriger certains services, à Paris s'ils sont de première classe, à la tête des Directions d'Intendance des Régions Maritimes s'ils sont de seconde classe.

Les officiers supérieurs du commissariat sont répartis entre les Directions d'Intendance des Régions Maritimes. En outre, ils peuvent recevoir d'autres destinations selon le rang qu'ils occupent sur une « liste de désignation ».

Les commissaires de première classe les plus anciens forment le « cadre sédentaire » des officiers de leur grade et servent dans les directions régionales d'Intendance.

Les commissaires de deuxième classe et les moins anciens des commissaires de première classe (cadre mobile) servent à la mer ou à terre hors des Directions d'Intendance des Régions Maritimes (1) ; il faut noter que les officiers les plus anciens du cadre mobile ne servent qu'à terre. Eux aussi sont désignés d'après le rang qu'ils occupent sur une liste de désignation.

Les affectations se font donc d'après des listes de désignation ; cependant certains postes ne sont confiés qu'au choix : les principaux de ces postes seront mentionnés dans les sections suivantes.

§ 1. — Tenue des listes de désignation

Les officiers supérieurs ou subalternes du Commissariat sont tous inscrits sur des listes de désignation tenues pour chaque grade au Ministère de la Marine.

On inscrit en tête de liste les officiers appelés à recevoir les plus prochaines affectations.

Dans les listes des officiers supérieurs, sont classés en tête ceux qui sont revenus prématurément d'une campagne lointaine, les plus anciens en queue, puis ceux qui ont servi moins d'un an à la mer ou hors de leur port d'attache, enfin les autres.

Le même ordre est suivi pour le classement des

(1) Ils peuvent être appelés à servir temporairement dans ces Directions lorsqu'ils sont disponibles.

commissaires de première classe du cadre mobile appelés à servir à terre.

Le classement des autres commissaires du cadre mobile et des commissaires de deuxième classe s'opère de la façon suivante : en tête, ceux qui sont revenus prématurément d'une campagne lointaine, les moins anciens en queue, puis ceux qui sont « en interrompu », c'est-à-dire ceux dont la mission à la mer ou à terre a été interrompue avant l'achèvement de la période d'affectation, enfin les autres. Les plus anciens de chaque série sont classés les premiers.

Sont distraits des listes les Commissaires qui occupent ou sont désignés pour occuper certaines positions, par exemple le Directeur et le Sous-Directeur de l'Ecole du Commissariat, les Commissaires en service à Paris, en mission, en congé, ceux des Equipages de la Flotte, etc... Le jour où ils quittent l'une de ces positions, ils sont replacés sur la liste de désignation. En sont également distraits les commissaires affectés au choix.

§ 2. — Mise à jour des listes de désignation

Tout Commissaire de la Marine a un port d'attache, qui lui est désigné lors de sa nomination au grade de commissaire de deuxième classe, et qui peut d'ailleurs être changé soit d'office par ordre du Ministre, soit sur la demande des intéressés.

Le Directeur de l'Intendance de chacun de ces ports centralise tous renseignements utiles sur la

situation des Commissaires y attachés, sauf en ce qui concerne ceux qui sont en service à la mer ou aux colonies. Chaque mois, le Préfet Maritime envoie au Ministère la liste de ces Commissaires ; il indique quels sont ceux à faire figurer sur les listes de désignation, y joint les renseignements nécessaires et la liste des mutations des commissaires dans les trente derniers jours.

Les Préfets maritimes, les commandants de forces navales ou de bâtiments isolés naviguant sur les côtes métropolitaines, adressent au Ministère 2 mois à l'avance la liste des officiers du Commissariat à remplacer ; les chefs de la Marine en fonction hors du bassin occidental de la Méditerranée, font parvenir cette liste quatre mois à l'avance.

Enfin, bâtiments et services signalent télégraphiquement toute vacance inopinée d'officiers du Commissariat.

A l'aide de ces renseignements, le Ministère pourra tenir à jour les listes de désignation. Les Commissaires désignés pour campagnes lointaines seront prévenus au moins 30 jours à l'avance ; les autres, 15 jours avant leur départ ; ces délais peuvent être réduits ou même supprimés en cas d'urgence.

Sauf cas de maladie ou d'infirmité dûment constatés, tout Commissaire désigné à son tour de départ doit suivre sa destination. Toutefois, des permutations sont possibles et modifient le jeu des listes de désignation.

§ 3. — Les Permutations

Les officiers du Commissariat qui désirent permuter doivent être de même grade et obtenir l'autorisation du Ministre de la Marine. Les deux intéressés doivent figurer sur la liste de désignation ou être désignés pour un embarquement ou un poste à terre hors de leur port d'attache, ou être en service à la mer ou à terre hors de la Direction d'Intendance de leur port d'attache ; il faut, de plus, qu'ils aient moins de quinze jours ou plus d'une année de présence dans leurs fonctions et encore au moins six mois à y rester. Il suffit d'ailleurs que chacun des intéressés se trouve dans l'une de ces trois situations, ou même qu'un seul s'y trouve lorsque l'autre est un commissaire de première classe du cadre sédentaire réunissant moins de six ans de service à la mer ou aux colonies.

Les permutations de Régions maritimes sont également autorisées. Ne peuvent permuter les commissaires qui veulent quitter un emploi conféré au choix, sur demande ou par permutation, ou qui n'ont pas rempli intégralement les obligations découlant d'une permutation antérieure.

Les permutants se substituent entièrement l'un à l'autre, en particulier pour le rang sur la liste de désignation.

SECTION .I — *Les Unités*

Les Unités administratives de la Marine se composent des bâtiments de combat, des groupements de petits bâtiments, des unités organisés à terre et et d'unités d'aéronautique. Sur les bâtiments de combat sont embarqués des commissaires de la Marine en qualité de commissaires de bâtiments. Des officiers du Commissariat remplissent, très généralement à terre, un rôle analogue vis-à-vis des autres unités.

§ 1. — Le Commissaire de bâtiment

Sur les bâtiments portant pavillon de contre-amiral, est embarqué un commissaire principal, qui joue en même temps le rôle de commissaire de division.

Le bâtiment commandé par un capitaine de vaisseau embarque un commissaire de première classe.

Un commissaire de deuxième classe se trouve à bord des autres bâtiments comportant un effectif supérieur à deux cents hommes.

L'officier du Commissariat qui reçoit un ordre d'embarquement doit se présenter au commandant du navire et à l'officier en second. L'embarquement a lieu d'après la liste de désignation. Cependant, sont embarqués au choix, le commissaire principal,

nommé par le contre-amiral chef de division, le commissaire du Bâtiment-Ecole des enseignes de vaisseau, désigné par le Commandant de ce croiseur, les commissaires embarqués sur des vaisseaux partant pour une campagne scientifique ou une mission spéciale, désignés par les chefs de ces campagnes ou missions.

Ces choix sont soumis à l'approbation du Ministre ; ils ne peuvent porter sur des Commissaires déjà désignés pour faire campagne lointaine. Le Ministre choisit, sur avis de l'Inspecteur Général du Commissariat si l'officier intéressé n'exerce pas son choix. D'autre part, le Préfet Maritime peut, après avis du Directeur de l'Intendance, désigner « en corvée » un commissaire de la Marine parmi ceux qui, présents au port, figurent sur la liste de désignation, et en commençant par la fin de la dite liste, dans les cas suivants : embarquement sur un navire armé pour essais après réparations et dont l'armement définitif n'est pas prévu, sur un navire en désarmement ou en réserve normale, sur un groupe de navires en réserve spéciale, sur un bâtiment armant spécialement pour la durée des grandes manœuvres ou pour exercice de mobilisation, ou enfin pour surveiller les travaux d'installation du service administratif à bord des bâtiments neufs en achèvement.

La période d'embarquement est en principe de deux ans ; elle est plus courte dans les pays chauds. Cependant le commissaire embarqué à bord d'un bâtiment naviguant sur les côtes de France et en-

voyé au loin, peut demander à débarquer s'il est rentré en France moins de deux ans après une campagne lointaine ayant duré plus d'un an, ou s'il lui reste moins de six mois à faire pour terminer la période réglementaire d'embarquement.

Sous cette réserve, le Commissaire doit accomplir intégralement toute sa période d'embarquement. Le Commissaire embarqué au choix, l'accomplira donc quand, l'officier choisissant venant à être remplacé, son successeur n'exerce pas son choix.

Au moment de son débarquement, le Commissaire se présente au Commandant et au Second. Il regagne ensuite son port d'attache, cependant, s'il est « en interrompu », il rallie le port militaire le plus voisin du lieu de son débarquement et y est maintenu jusqu'à sa nouvelle désignation.

Le Commissaire embarqué fait partie de l'Etat-Major du bâtiment. Avec le Commandant et l'officier en Second, il est membre du Conseil d'Administration. La présence d'un officier d'Intendance dans le conseil d'administration est spéciale à la Marine ; dans l'armée de terre, tous les membres du conseil sont pris dans le corps combattant. C'est qu'en effet les corps de troupes de l'armée de terre sont toujours endivisionnés dans une « grande unité » possédant un service d'Intendance. Le vaisseau de guerre, au contraire, se trouve fréquemment isolé, son administration se complique, justifiant ainsi la présence d'un administrateur spécialisé.

Cette organisation a le défaut de répartir les responsabilités entre trois personnes différentes alors qu'en pratique une seule, le Commissaire, dirige l'administration. Choqués par ce déplacement de responsabilité, certains ont réclamé, à l'imitation des marines anglaise et américaine, la suppression du conseil d'administration, et son remplacement par le seul commissaire. Ce système, qui aurait l'inconvénient de désintéresser le commandant de l'administration de son bâtiment, n'a pas été adopté.

Le Commissaire du bâtiment est assisté par un bureau administratif qui tient les écritures administratives, par des « maîtres chargés » pour l'administration du matériel, et par les capitaines de compagnies pour l'administration du personnel. Il peut exceptionnellement avoir pour adjoint un officier des équipages de la Flotte, qui le remplace en cas d'empêchement.

§ 2, — Les unités rattachées

Les petits bâtiments : torpilleurs, sous-marins, etc... ne s'administrent pas eux-mêmes. Ces petits bâtiments, en effet, n'opèrent généralement pas seuls ; ils sont groupés ou rattachés à un grand bâtiment . Dès lors, leur donner une administration autonome serait peu logique, et coûterait cher. Suivant les cas, ces petits bâtiments sont rattachés à un grand bâtiment ou bien, et c'est le cas le plus fréquent, ils sont groupés et rattachés à une « unité de rattachement » installée à terre. Dans le premier

cas, le commissaire du bâtiment assure en même temps l'administration de ces petites unités.

Dans le second, l'unité de rattachement comprend le commandant, l'officier en second et, si l'effectif des équipages comporte sa présence, un commissaire de la Marine. Ces personnes forment un conseil d'administration dans le Centre où sont entretenus les approvisionnements destinés aux unités rattachées. L'officier du Commissariat est dit commissaire d'escadrille, de flotille, de groupe, etc... Il est désigné d'après son rang de liste. Il joue le même rôle que le commissaire du bâtiment de combat.

§ 3. — Les unités administratives organisées à terre

En plus des centres créés pour l'Administration des unités rattachées, la Marine a installé à terre divers organismes : bataillons de côte, dépôts des Equipages de la Flotte, Directions de Port, Ecoles d'officiers et de non officiers, parcs et bases d'aéronautique maritime. Suivant les cas, ces organismes sont administrés à l'instar des unités navigantes ou rattachés à un centre administratif. Autrement dit, dans le premier cas, l'administration est aux mains d'un conseil d'administration, ou, si les effectifs sont réduits, du commandant ; dans le deuxième cas, un Commissaire est seul chargé de toute la besogne administrative.

a) Organismes comportant un conseil
d'administration

Ce sont d'abord les dépôts des Equipages de la Flotte ; le commissaire est en général du grade de commissaire principal ; il a pour adjoint, un officier des Equipages fourrier qui le remplace en cas d'absence. Il dispose d'un Secrétariat et d'un Bureau de centralisation financière et des pensions.

Les directions des Mouvements du port les plus importantes ont à leur tête un conseil d'administration, composé d'un Directeur, d'un sous-Directeur et d'un commissaire de première classe, qui dirige un bureau ; les plus petites sont administrées par le Directeur.

Dans les centres d'aéronautique maritime, comportant un parc d'aviation, le Conseil d'Administration se compose de quatre personnes : le Commandant, le second, le Commissaire et l'officier chef du parc d'aviation. Il en est ainsi à Rochefort, à Berre et à Carouba.

L'Ecole Navale possède un conseil d'administration. Le commissaire est choisi par le commandant de l'Ecole.

b) Les centres administratifs

Les centres administratifs apparurent en 1914-1918, lors du développement de la guerre sous-ma-

rine qui entraîna la création sur les côtes, d'organismes militaires de toutes sortes. Ces organismes étaient rattachés chacun à un centre où siégeait un conseil d'administration. Une pareille organisation nécessitait un très nombreux personnel car chaque unité avait sa comptabilité propre. Par mesure d'économie, on décida alors de grouper ces organismes en unités plus vastes et mieux outillées : les centres administratifs.

Les centres administraient alors toutes sortes d'unités, maritimes, aériennes ou terrestres. Aujourd'hui, ils dirigent l'administration des groupements, détachements, postes et autres organismes militaires à terre.

L'administration appartient à un officier du Commissariat dont le grade varie selon l'importance du centre ; il est tantôt commissaire en chef de deuxième classe, tantôt commissaire principal, tantôt enfin commissaire de première classe.

Il assume à lui seul la mission dévolue au Conseil d'Administration et aux membres de ce Conseil. Il relève non pas du Commandant de chacun des éléments groupés, mais du Commandant supérieur.

En cas d'absence, il est obligatoirement remplacé par un officier du Commissariat, désigné par le Directeur de l'Intendance. Il a pour adjoint un officier des Equipages de la Flotte et est assisté par un bureau d'administration générale.

SECTION II. — *Les forces maritimes.*

Les unités ne sont généralement pas isolées ; elles sont groupées en forces maritimes, soit de défense du littoral, soit de haute mer. Elle sont dirigées par des Etats-Majors, qui à côté d'officiers de marine proprement dits, comprennent des officiers de divers services de la Marine, et notamment des officiers du Commissariat.

§ 1. — Forces navales de haute-mer

Un certain nombre d'unités forment une division ; les divisions se groupent en escadres et les escadres en armées navales. Le commissaire d'armée navale est un commissaire en chef de première classe ; il est aidé par un secrétaire qu'il choisit lui-même et qui est un commissaire de deuxième ou de première classe ; enfin il joue en même temps le rôle de commissaire de la première escadre de ligne.

Le commissaire d'escadre a le grade de commissaire en chef de deuxième classe ; il n'a pas de secrétaire, pas plus que le commissaire de division. Celui-ci est un commissaire principal si la division est commandée par un contre-amiral , un commissaire de première classe, si elle est sous les ordres d'un capitaine de vaisseau ; le commissaire de division est en même temps commissaire du bâtiment portant pavillon du chef de division.

Les commissaires de ces forces navales sont choisis par les Commandants en chef, à défaut par le Ministre. Lors de leur embarquement et de leur débarquement, ils se présentent au commandant de la force navale et à son chef d'Etat-Major. Ils sont sous les ordres du Commandant en chef et de son chef d'Etat-Major. C'est le chef d'état major qui fait parvenir aux différents officiers du Commissariat de la force navale, leurs communications de service. Ces Commissaires peuvent recevoir l'ordre de changer de navires : ces changements ne sont pas des permutations, mais des mutations.

Le commissaire de force navale ne dirige aucun personnel de gestion ou d'exécution.

§ 2. — La Défense du Littoral

Le Préfet Maritime a auprès de lui un Etat-Major Défense, dont le rôle est purement militaire, et un Etat-Major Préfecture, qui le seconde dans la direction supérieure des Services. Cet Etat-Major comprend deux bureaux et une section administrative ou cabinet du Préfet, dirigé par un Commissaire en chef de première ou de deuxième classe. Un officier du Commissariat peut être chargé de la direction du Service de la justice maritime, rattaché à cet Etat-Major. Dans les ports où se trouve un Commandant de la Marine, son état-major comporte une section administrative dirigée par un Commissaire.

Le Major Général, chargé de la direction mili-

taire des services de l'Arsenal et en temps de guerre des attributions administratives du Préfet Maritime, peut constituer dans son Etat-Major un service Intendance aux mains d'un Commissaire de la Marine.

Enfin le Commandant de Secteur, chargé de la défense militaire d'une partie du littoral de la région maritime a dans son Etat-Major un officier du Commissariat, analogue au commissaire de force navale. Notons en terminant que le Préfet Maritime de la deuxième Région, a la haute main sur l'Ecole du Commissariat installé à Brest. Cette école a pour directeur un commissaire en chef de première classe, assisté d'un commissaire sous-directeur. Le directeur est nommé au choix pour deux ans et peut être autorisé à rester indéfiniment par période de 2 ans en 2 ans. Nommé également pour 2 ans et au choix, le sous-directeur, ne peut rester en fonctions plus de 6 ans. Le directeur et le sous-directeur ne sont jamais changés dans le courant de l'année scolaire, ni ensemble.

SECTION III. — *Organisation régionale et locale*

§ 1. — La Région Maritime

Les côtes de la France et de l'Afrique du Nord sont réparties entre quatre régions maritimes (Cherbourg, Brest, Toulon et Bizerte). Chacune d'elles est sous l'autorité d'un vice-amiral appelé le Préfet

Maritime à la fois au point de vue militaire et au point de vue administratif. De ce dernier point de vue, le Préfet Maritime a autorité sur tous les Services et parmi eux sur celui de l'Intendance.

A) *Le Commissaire Général.* — Le service de l'Intendance est confié à un commissaire général de deuxième classe qui prend le titre de Directeur de l'Intendance, et qui est nommé par le Ministre de la Marine après avis de l'Inspecteur Général de l'Intendance maritime.

En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par l'officier du Commissariat placé sous ses ordres le plus élevé en grade ou, à égalité de grade, le plus ancien.

Il est assisté par un Secrétariat, dont le chef est un commissaire principal ou de première classe, qu'il choisit lui-même.

Il préside la Commission d'adjudication du Port, composée d'un représentant de chacun des Services intéressés au marché et d'un Commissaire.

Sous ses ordres, les attributions de l'Intendance se répartissent en quatre services : solde ; subsistances ; habillement, couchage, casernement ; approvisionnements de la Flotte. Un cinquième service est plus particulier ; c'est le Service de Centralisation financière et administrative.

B) *Organisation générale des services d'Intendance.* — Chaque Service est dirigé par un officier

supérieur du Commissariat, chef de service. En cas de maladie, ou d'empêchement, il est remplacé par le commissaire sous ses ordres le plus élevé en grade ou, à grade égal, par le plus ancien, sauf décision contraire du Directeur de l'Intendance qui peut confier l'intérim du Service à un autre Commissaire, plus ancien que tous les officiers du Service.

Sous ses ordres, des Commissaires assurent la direction des sections, administratives ou techniques et surveillent la gestion et l'exécution confiées à des agents spécialisés.

Ce sont : pour l'exécution technique : les ingénieurs de direction de travaux, puis les agents techniques, sous les ordres des premiers, et enfin les ouvriers ; pour l'exécution administrative (tenue des écritures administratives et financières) : les officiers d'administration et, sous leurs ordres, les commis des services d'intendance et de santé ; pour l'exécution comptable : les officiers d'administration, qui dirigent les commis comptables de matières, dont le plus ancien est gestionnaire du magasin.

Les officiers d'administration et les ingénieurs de direction de travaux sont des officiers ; mais, quel que soit leur grade, ils sont toujours sous les ordres de tous autres officiers de Marine, et parmi eux, des Commissaires, quel que soit leur grade.

Enfin, quelques officiers des équipages de la Flotte, officiers marinières, matelots, peuvent concourir à l'exécution.

Il existe également des agents de gardiennage.

C) *Le Service de la Solde, des pensions et des prises maritimes.* — Il comporte un Secrétariat, qui assiste le Chef de Service, et, en principe six sections :

La section des unités administratives ;

La section du Personnel à terre ;

La section de vérification et d'apurement ; à celle-ci est rattaché le bureau des archives où sont conservés les rôles d'équipage des différentes unités ;

La section de liquidation et comptabilité ; elle est divisée en deux bureaux : le bureau de la liquidation et le bureau de la comptabilité ;

La section des matricules et pensions, qui comprend un bureau des matricules et un bureau spécial des pensions ;

La section des prises : en temps de paix, elle est rattachée à la section de liquidation et de comptabilité.

Enfin un officier d'administration, ou à défaut, un commis principal sert de Trésorier.

D) *Le Service des Approvisionnements de la Flotte*

Un Secrétariat assiste le Chef de Service.

Le service comporte d'abord cinq sections administratives :

La Section des Prévisions, à laquelle sont annexés un Magasin et une salle des remises. Le personnel de gestion est exclusivement militaire^o : offi-

ciers des équipages de la Flotte, officiers mariniens quartiers-mâîtres et marins fourriers ;

La Section des marchés et commandes, dont dépend la salle des échantillons : dans cette salle se trouvent les plans et échantillons-types qui servent de termes de comparaison pour l'examen des livraisons ;

La Section des recettes, recensements et services extérieurs ;

La Section de liquidation et comptabilité ;

La Section des réquisitions maritimes, qui n'existe qu'en temps de guerre.

Il y a également une Section technique des parcs à combustibles et huiles de graissage : le commissaire qui en est le chef est en principe breveté des services techniques de l'Intendance Maritime.

Enfin un officier d'administration, à défaut un commis principal, joue le rôle de trésorier.

Le service dispose, pour remplir ses attributions, d'immeubles, de machines et d'outils ; la Direction du Port administre le matériel flottant qui lui est nécessaire.

E) *Service des Subsistances.* — Il comprend une section administrative :

et une section des ateliers, recettes et recensements, dirigée par un Commissaire breveté des services techniques de l'intendance maritime. Un Magasin en dépend, ainsi qu'une salle de dépôt pour la réception et l'examen des vivres et réci-

pients remis par les unités administratives. Y sont encore rattachés divers ateliers (boulangerie, moulin, entrepôt frigorifique menuiserie, etc...).

Un officier d'administration, à défaut un commis principal, est Trésorier.

F) *Service de l'habillement, couchage et casernement.* — Il est divisé en deux sections.

La section des Prévisions, marchés, commandes, liquidations et comptabilité.

La section des Recettes, recensements, ateliers.

Cette deuxième section est dirigée par un Commissaire breveté des services techniques de l'Intendance ; les ateliers sont les suivants :

Ateliers de coupe et de confection des effets des marins et des officiers marinières.

Atelier de cordonnerie, atelier de couchage (pour la répartition et l'entretien des articles de couchage) — atelier du casernement — atelier de décatissage des tissus.

Il y a en outre un Magasin, divisé en sections, dont une section des imprimés, qui reçoit l'approvisionnement général du port en imprimés, ouvrages et documents autres que ceux du service historique et du service hydrographique de la Marine.

Enfin, il existe une salle des dépôts, pour la réception des effets et matières provenant d'achats et pour la réception et l'examen du matériel remis par les bâtiments.

Le trésorier est un officier d'administration, à défaut un commis principal.

G) *Le Service de centralisation financière et administrative.* — Ce service dirigé par un officier supérieur du Commissariat, comme les autres, ne dispose ni de crédits, ni de matériel. Il est divisé en une section financière et une section mobilisation.

La répartition des officiers du Commissariat entre les divers services de la Direction de l'Intendance Maritime est décidée par le Directeur de l'Intendance. Toutefois, les chefs de service sont choisis par le Préfet Maritime sur la proposition du Directeur de l'Intendance.

§ 2. — L'arrondissement

Deux des Régions Maritimes sont subdivisées en arrondissements : ce sont : la deuxième région, qui comprend les arrondissements de Brest, Lorient et Rochefort, et la quatrième région qui comprend les arrondissements de Bizerte et d'Alger.

En dehors de ceux qui sont en même temps chefs lieu de région, les services sont organisés dans les ports chefs-lieu d'arrondissement de façon très variable d'un port l'autre. En outre, des services de la Marine plus ou moins développés, peuvent exister dans certains ports de Commerce. Quelle est l'organisation de l'Intendance Maritime dans ces différents ports ?

A) *Les Ports chefs-lieu d'arrondissement.* —

Les chefs du service d'Intendance de ces ports ne relèvent pas du Directeur régional de l'Intendance maritime, mais directement du Ministre, du moins à Lorient et à Rochefort. En cas d'absence ou d'empêchement, leurs fonctions sont remplies par intérim par un autre Commissaire de la Marine, à défaut par un Administrateur de l'Inscription Maritime désigné par le Directeur de l'Inscription Maritime à la demande du Directeur régional de l'Intendance maritime.

Ils sont désignés au choix.

A Lorient et à Rochefort, le service de l'Intendance est dirigé par un Commissaire en chef de première classe. Il comprend :

Un Service financier, qui joue le rôle de Service de la Solde et de Service de centralisation administrative et financière, il est divisé en un bureau de la solde et un bureau des pensions de la Marine ; ce dernier autonome à Rochefort, est à Lorient, rattaché à Brest ;

Un Service matériel, comprenant une ou plusieurs sections, qui tient lieu des trois services des Approvisionnements, de l'Habillement et des Subsistances ; un Magasin lui est adjoint ; il le partage avec le service de Santé.

A Alger, le commissaire chargé du service de l'Intendance assure en même temps la suppléance des autres services de la Marine, à l'exception de

celui des Travaux Maritimes qui y a un représentant. Il reçoit directement du Directeur de l'Intendance de la quatrième région les instructions relatives à l'exécution technique du Service, à la comptabilité et aux détails d'ordre intérieur.

Les diverses branches du service de l'intendance maritime sont fusionnées.

B) *Ports de Commerce.* — Un officier supérieur du Commissariat dirige les services d'Intendance dans les ports de Dunkerque, Marseille, Ajaccio et Oran.

Au point de vue militaire, le chef de service est sous l'autorité du Commandant de la Marine du Port ; au point de vue technique et administratif, il relève du Directeur Régional de l'Intendance ; cependant le chef du service de l'Intendance d'Oran relève d'Alger et non de Bizerte.

Il cumule les attributions des services de l'Intendance à l'exception des attributions financières du service de centralisation financière et administrative ; le chef du service de l'Intendance à Ajaccio possède cependant les attributions propres à ce service.

Enfin le commissaire chef du service de l'Intendance dans ces ports est en outre suppléant des services de la Marine non organisés sur place : à cet égard, il relève au point de vue technique et administratif des directeurs intéressés du port chef-lieu de la région ou de l'arrondissement.

A ces ports maritimes, on peut dans une certaine mesure, en ce qui concerne le Commissariat, ajouter l'entrepôt général d'aéronautique d'Orly, port aérien important mis à la disposition de la Marine depuis le 1^{er} janvier 1933. Le service administratif de cet entrepôt est assuré par un officier supérieur du Commissariat ; un officier d'administration gère le service des magasins.

§ 3. — Les Colonies

Des services d'Intendance Maritime fonctionnent dans certains points d'appui installés aux colonies ; mais il n'y a aucune réglementation d'ensemble. Les principaux de ces services fonctionnent à Casablanca, Dakar et Saïgon.

Un officier du Commissariat dirige à Casablanca le service de l'Intendance Maritime sous l'autorité du contre-amiral commandant la Marine au Maroc. Ses attributions sont celles d'un chef de service de l'Intendance dans un port de commerce. Les diverses branches du service sont fusionnées.

Un commissaire principal dirige le service de l'Intendance à Dakar. Il assume les attributions des services de l'Intendance à l'exception de ceux du service de centralisation financière et administrative ; et la direction du bureau maritime de recrutement.

Le service d'Intendance est plus complètement

organisé à Saïgon, où il est confié à un Commissaire en chef. Son organisation est analogue à celle de Lorient ou de Rochefort. Le directeur de l'Intendance de Saïgon dirige en effet :

Un service de la solde, qui sert en même temps de secrétariat et de bureau de centralisation financière,

et un service du matériel (approvisionnements, subsistances, habillement).

§ 4. — Les Bases Navales

La guerre de 1914-1918 a montré l'avantage pour les escadres d'avoir non loin de leur champ d'activité un point d'appui où elles peuvent facilement se ravitailler. Une base navale est un petit arsenal provisoire ; la Marine française en créa plusieurs pendant les hostilités ; la plus importante fut celle de Corfou. C'est des enseignements de la guerre plus que de la réglementation actuelle, très vague, qu'on peut tirer le plan d'organisation de l'Intendance dans une base.

Le chef du service de l'Intendance dans la base est un Commissaire du grade approprié à l'importance de celle-ci. Il relève au point de vue militaire du commandant de la base, du point de vue technique et administratif du Commissaire de la force navale appuyée à la base. Il dirige des services semblables à ceux de l'Arsenal :

services de la solde et de centralisation financière — des subsistances — de l'habillement et du couchage — des approvisionnements de la flotte. Si la base est importante, chaque section doit-être dirigée par un Commissaire ; sinon plusieurs ou même toutes les sections pourront être fusionnées. Le personnel d'exécution est composé de marins et d'officiers mariniens.

Un cinquième service, celui du Trafic doit être créé.

Telle est en résumé, l'organisation possible d'une base navale, d'après le commissaire général Douillard (v. titre III. Ch. II).

SECTION IV. — *Organisation centrale*

A Paris, les Services de l'Intendance sont répartis entre la Direction Générale et l'Inspection Générale.

§ I. — La Direction Générale

La Direction générale est confiée à un Commissaire Général de première ou de deuxième classe qui porte le titre de Directeur général de l'Intendance Maritime. Il est secondé par un commissaire en chef de première classe « adjoint au Di-

recteur » et par un secrétariat également dirigé par un Commissaire de la Marine.

Sous sa direction, se trouvent des bureaux qui correspondent aux différents services de l'Intendance dans les **Arsenaux** :

le bureau de la solde et des pensions ;

le bureau des subsistances ;

le bureau de l'habillement, du couchage et du casernement ;

le bureau des approvisionnements de la Flotte, des transports généraux et des affrètements ;

Le bureau de l'habillement est dirigé par un officier supérieur du Commissariat ; les trois autres sont sous les ordres de fonctionnaires civils de l'Administration Centrale.

Sont également sous l'autorité du Directeur Général :

la section du Personnel, en liaison avec la direction du personnel militaire ;

la section de mobilisation.

Ces sections sont confiées à des commissaires de la Marine.

De 1927 à 1933, le Directeur Général dirigeait également le bureau des compositions et publications ; ce bureau relève actuellement du Cabinet Militaire.

Par l'intermédiaire d'un chef de bureau, appelé « délégué des directions », le Directeur Général a la main sur le Magasin Central de la Marine ; ce magasin comprend un magasin propre-

ment dit, géré par un officier d'administration, et une salle de dépôt et des échantillons, confiée à un commis.

Enfin un officier du Commissariat dirige le service local de l'Intendance Maritime.

§ 2. — L'Inspection Générale

L'Inspection Générale est aux mains d'un Commissaire Général de première classe, qui porte le titre d'Inspecteur Général de l'Intendance Maritime.

Des officiers du Commissariat, dont le Ministre détermine le nombre sont directement sous ses ordres.

Il est assisté par un officier supérieur du Commissariat. Sous son autorité est placé le service technique de l'Intendance, composé de Commissaires de la Marine et d'experts de l'Intendance Maritime.

Les officiers du Commissariat en service à Paris sont désignés au choix.

Il faut mentionner la présence de Commissaires de la Marine au cabinet militaire du Ministre : un officier du Commissariat fait généralement partie de l'Etat-Major particulier du Ministre, un autre dirige la « section des études » de la section administrative du Cabinet.

TITRE III

ATTRIBUTIONS

CHAPITRE PREMIER

LE COMMISSAIRE DU BATIMENT

Le bâtiment étant l'unité administrative type, le plus simple est de le prendre comme modèle pour exposer le rôle du Commissariat dans l'administration des unités de la Marine.

Les attributions du Commissaire de toute unité sont d'ailleurs les mêmes, à de très légères exceptions près, que celles du commissaire de bâtiment. Rappelons toutefois que dans les Centres, le Commissaire remplace à lui seul le conseil d'administration au lieu de recevoir simplement une délégation des pouvoirs de ce conseil, selon la règle générale. Comme on ne peut exposer le rôle du commissaire à bord sans mentionner également celui du conseil d'administration, il sera assez aisé de concevoir la tâche incombant au commissaire de centre administratif, d'après l'exposé qui suit :

Dans les Unités, l'officier du Commissariat remplit une fonction complexe : il est avant tout le trésorier et le comptable des deniers et matières ; par délégation du Conseil d'Administration, il est en outre chargé de l'administration courante du bâtiment ; enfin il est officier d'état-civil.

On peut classer ces attributions de la façon suivante :

- service des fonds ;
- service de la solde et des accessoires de solde ;
- service des vivres ;
- service du matériel ;
- dépenses à l'étranger ;
- actes d'état-civil — actes authentiques — successions ;
- autres attributions.

Le service des fonds, celui de la solde et accessoires, celui de certaines autres attributions (caisse d'épargne, etc...) font l'objet d'une comptabilité dite « comptabilité Personnel et Finances ».

SECTION I. — *Le service des fonds*

Le budget ne prévoit pas de crédits pour les bâtiments ; on a jugé que leur en allouer serait alourdir leur rôle militaire en les transformant en bureaux flottants. Ils doivent cependant faire face à des dépenses, les unes prévues à l'avance, les autres pas.

Il faut donc qu'ils disposent de deniers plus ou moins longtemps avant la satisfaction de leurs besoins. Aussi, à certaines périodes, des fonds leur sont remis par les Services. C'est le Commissaire qui en a la charge ; il les enferme dans un coffre, dit Caisse du Conseil d'Administration, installé

dans sa chambre ou dans la salle du bureau administratif. Il dispose seul de la clef de la Caisse ; en prévision de sa perte, une autre est remise, sous scellés, au Commandant. ' .

Le Commissaire est également chargé du transport des fonds ; il dispose pour cela d'une caisse mobile et doit prendre toutes mesures nécessaires pour en assurer la rapidité et la sûreté.

Il est seul responsable des deniers qu'il détient. C'est le Ministre qui prononce sur la responsabilité encourue ; en cas de perte par force majeure, les principes du droit commun s'appliquent.

Quels sont les fonds que contient la caisse ?

Les uns y séjournent peu longtemps : quelques heures ou quelques jours. Ce sont ceux qui sont destinés à régler les dépenses périodiques prévues à l'avance : soldes de l'équipage, par exemple.

Les autres sont destinés à y rester plus longtemps : ce sont les « avances » constituées à l'Unité pour faire face aux dépenses minimales non prévues à l'avance, telles que le payement de la solde due aux officiers et marins débarquant en cours de mois ; ces avances sont prélevées sur le chapitre « Solde Equipages » ; elles ne peuvent dépasser un certain maximum, mais le conseil d'administration peut ne demander qu'un taux inférieur. Le Commissaire peut mettre une partie de ces fonds en comptes courants au Trésor.

Le Ministre peut, en cas de départ du bâtiment

pour une campagne lointaine, une expédition, etc., décider de lui allouer un « fonds de prévoyance », qui, à la différence du fonds d'avance, n'est pas reconstitué périodiquement.

Enfin, le Commissaire peut recevoir dans la caisse, les deniers, valeurs, bijoux des marins et officiers disparus ou décédés, ainsi que les cautionnements en numéraire stipulés des fournisseurs avec lesquels le bâtiment peut être exceptionnellement appelé à traiter.

Responsable de ces fonds, le Commissaire en tient la comptabilité : Toutes les sommes versées par les Services sont prises en charge au « Livret de Payment », ainsi que celles éventuellement versées par des bailleurs de fonds ; chaque inscription est revêtue de la signature du conseil d'administration et certifiée par le payeur. Le livret est tenu par année de gestion.

Tout mouvement de fonds est relaté au « Livre-Journal » qui, d'autre part, en classe les entrées et sorties par comptes spéciaux : solde, vivres, fonds privés, etc... Tenu par année de gestion, il est arrêté tous les mois et à chaque changement de Commissaire.

Enfin, si une partie du fonds d'avance est déposée en comptes courants, il doit y avoir un livre de comptes courants.

Les paiements faits sur le fonds d'avance sont inscrits sur ces registres au moyen du « Carnet des paiements faits sur fonds d'avance » tenu au jour le

jour, et, avant d'être reportée au livre-journal, la comptabilité des fonds privés est tenue sur un « Carnet des fonds et valeurs privés. »

SECTION II. — *Le service de la Solde*

Le Commissaire est chef du service de la solde à bord ; en tant que délégué du conseil d'administration, il est chargé de constater les droits des marins et officiers de l'équipage à la solde et à ses accessoires (droits de table, hautes-payes d'ancienneté, primes d'habillement, etc...) et d'y donner satisfaction ; ces attributions nécessitent la tenue par le Commissaire ou son bureau administratif d'une comptabilité assez considérable.

§ 1. — *Constatacion des droits*

Pour savoir ce qui est dû à chaque membre de l'équipage, le Commissaire doit connaître chaque position individuelle et constater les services faits.

La solde et ses accessoires varient en effet selon le grade, l'ancienneté, la situation de famille, les absences, les punitions ou récompenses, etc... en un mot suivant la position occupée par chaque intéressé : les événements divers (prise ou cessation de fonctions, embarquement, mariage, punitions, etc...) modifiant une position sont appelés les « mu-

tations ». Le Commissaire doit en être informé dans le plus bref délai, soit par l'intermédiaire du Commandant du bâtiment ou de la Force Navale, soit, pour certaines allocations, par le chef du Service local de la Solde (par exemple, pour les primes de rengagement). Il fait inscrire immédiatement toute mutation par le bureau administratif sur des « feuilles de mutation ». A l'aide de ces feuilles, est tenu le compte individuel de chaque intéressé, d'une part sur le Rôle d'Equipage (première partie), d'autre part sur les livrets de solde, et, en ce qui concerne les gratifications, au « carnet des gratifications facultatives » ; au carnet de comptes courants nominatifs d'habillement, pour les dépenses à imputer sur la prime d'habillement. Le Rôle d'Equipage se trouve indiquer ainsi ce qui est dû à tous les membres de l'équipage, pris individuellement et les inscriptions sur les livrets de solde de chaque officier et marin permettent à ceux-ci de connaître leur situation financière.

Lorsque vient le moment de payer, le Commissaire n'a plus qu'à appliquer aux positions ainsi déterminées les tarifications réglementaires.

§ 2. — Le Paiement

Le Paiement peut être fait à bord ou hors de bord. Dans la première hypothèse, le Commissaire peut l'effectuer en fin de mois ou en cours de mois ;

dans la seconde, il n'a qu'à préparer les pièces qui permettront à l'intéressé de se faire payer.

A) *Le paiement à bord en fin de mois.* — Il s'agit de dépenses prévues à l'avance. A l'aide des documents indiqués au § 1, le Commissaire établit pour les officiers des cahiers nominatifs d'émargement, et, pour les marins, des cahiers trimestriels de paiement établis par compagnies. Ces cahiers servent eux-mêmes à préparer l'état nominatif pour les officiers, et l'état d'effectif pour les marins, qui, après signature du conseil d'administration, sont envoyés, avec les mandats de paiement correspondants au chef du service de la Solde du port où se trouve l'unité. Celui-ci les vérifie, les présente à l'ordonnancement et les retourne, contre récépissé au Commissaire, quelques jours avant la date du paiement. Le Commissaire fait acquitter les mandats par le conseil d'administration et va retirer les fonds chez le comptable du Trésor. En possession des fonds, il reconstitue le fonds d'avance et procède au paiement : les officiers sont payés les premiers et doivent donner acquit sur le cahier d'émargement ; les capitaines de compagnie reçoivent ensuite le paiement global de leur compagnie ; ils répartissent les sommes reçues entre leurs hommes publiquement ; ce paiement en public est certifié sur le cahier de paiement.

Le Commissaire transcrit ensuite l'indication des sommes versées sur les livrets de solde et réunit

les pièces justificatives de paiement dans un « bordereau spécial ».

Le paiement en fin d'année du décompte des primes d'habillement a lieu de façon identique.

B) *Paiement à bord en cours de mois.* — Les paiements ont lieu en cours de mois principalement lors du débarquement d'un marin ou d'un officier ; le Commissaire doit lui régler le parfait paiement de sa solde et accessoires, en prélevant les deniers nécessaires sur le fonds d'avance ; l'intéressé donne émargement au carnet des paiements faits sur fonds d'avance ; son livret est arrêté et sa case rayée sur le rôle d'équipage (première partie) par le Commissaire. Si la personne débarquée a droit à des frais de route, le Commissaire lui délivre une Feuille de déplacement et transcrit le paiement fait sur le carnet des paiements faits sur fonds d'avance et sur « un état nominatif décompté », dont les indications sont en suite reproduites sur le « *Registre de route* ».

C) *Paiements préparés par l'Unité et faits en dehors d'elle.* — Les marins et officiers intéressés peuvent demander, lors de la préparation des états de paiement, à ce que les sommes qui leur reviennent soient envoyées par l'intermédiaire de l'administration des Postes à telle personne qu'ils désignent ; ou bien, le paiement n'a pu avoir lieu, par suite du décès de l'intéressé, par exemple. Dans ces

cas, le Commissaire fait préparer par son bureau un mandat-carte qu'il envoie avec toutes pièces justificatives extraites des documents du bord au chef du service de la Solde du port intéressé. Le service de la Solde vérifie les pièces justificatives et transmet le mandat dans le premier cas à l'administration des Postes, dans le second à la Caisse des gens de mer. Le Commissaire mentionne le total des paiements à effectuer dans la comptabilité du bord.

D) *Les trop-perçus.* — Lors de l'arrêté des comptes individuels, qui a lieu notamment à tout débarquement d'officier ou de marin, le Commissaire peut s'apercevoir qu'il a été versé à un membre de l'équipage plus qu'il ne lui était dû. Il en informe alors son surveillant administratif et envoie à l'unité qui recueille le débarquant un « état des dettes à reprendre ».

Si l'intéressé reste à bord, le Commissaire effectue un prélèvement sur le plus prochain paiement de solde. S'il quitte le service définitivement, et si c'est un marin, le remboursement du trop-payé peut se faire par vente de ses effets d'habillement.

§ 3. — Comptes justificatifs

Le Commissaire doit justifier de sa gestion et en soumettre les éléments aux autorités de contrôle

et de surveillance : chef du service de la Solde, commissaire de la Force Navale, contrôleur de la Marine.

A cet effet, il tient les comptes généraux.

Le plus important est le « Rôle d'équipage (deuxième partie) » ou « Rôle de gestion », qui indique tous les paiements faits par ou hors l'Unité, les délivrances d'habillement, etc... Il faut citer également le « Registre des procès-verbaux concernant le service de la Solde », qui mentionne par ordre chronologique les actes et opérations engageant plus particulièrement la responsabilité du conseil d'administration ; le « carnet d'enregistrement des billets d'hôpital en pays étranger » ; le « carnet d'enregistrement de la correspondance, des demandes et réclamations relatives au service de la Solde ».

Tous les trimestres, le Conseil d'Administration vérifie la caisse, examine les comptes et dresse procès-verbal de ces opérations. Les écritures sont arrêtées en fin d'année. Les comptes généraux et individuels sont mis en concordance et transmis au chef du Service de la Solde.

ANNEXE. — *Le Service de l'habillement*

Pour une bonne partie, le service de l'habillement se rattache au service du Matériel ; cependant la prime d'habillement étant un accessoire de la solde, il est légitime d'en parler à cette place.

Chaque marin reçoit en pleine propriété lors de son incorporation un « sac » d'effets, de composition réglementaire. Il doit en rembourser la valeur, le maintenir en bon état, le reconstituer. A cet effet, une prime annuelle d'habillement lui est allouée. Le Commissaire la conserve toute l'année dans sa caisse et inscrit sur un « carnet de comptes courants nominatifs de l'habillement », puis dans les comptes généraux, toutes les opérations qui en affectent le montant.

En effet, le matelot doit être bien tenu. Lorsqu'un capitaine de compagnie juge nécessaire de renouveler certains effets, il en dresse un « état » nominatif qu'il communique au conseil d'administration pour autorisation. Celle-ci acquise, il se fait délivrer les articles nécessaires par le maître magasinier détenteur du stock d'habillement de l'Unité. L'état nominatif, portant récépissé du magasinier, est remis au Commissaire, qui le transcrit dans le « carnet de comptes courants nominatifs de l'habillement ».

A la fin de l'année, le Commissaire totalise pour chaque homme le nombre d'effets délivrés, de réparations faites, etc... en indiquant la valeur, selon les règles de la comptabilité Matériel. A ce total, il ajoute la somme que les règlements prélèvent sur la prime pour rembourser la valeur du sac. Si la prime n'est pas épuisée, le Commissaire en délivre le « décompte » à l'intéressé.

Si, au contraire, le matelot est débiteur lors de

son débarquement, il lui retire une partie de ses effets non indispensables et leur fait réintégrer le Dépôt des Equipages de la Flotte.

En cas de décès, désertion, etc..., le Commissaire peut être appelé à vendre le sac aux enchères, en présence d'un officier et d'un officier-marinier. Le prix de l'achat est imputé sur la prime d'habillement des acheteurs, la somme versée est acquise au Trésor dans la mesure de sa créance ; le surplus, s'il existe, est envoyé aux héritiers, à défaut à la caisse des Gens de Mer.

En cas de perte d'effets, procès-verbal est dressé par le Commissaire, sous visa du Conseil d'Administration, indiquant les circonstances de la perte, les responsabilités encourues et, s'il y a lieu, l'indemnité à allouer. Le procès-verbal est envoyé au chef du Service de la Solde qui y appose son avis et le transmet au Ministre.

SECTION III. — *Le service des Vivres*

Avant d'étudier les attributions du Commissaire, chef du service des vivres, quelques indications sur le mode d'alimentation des équipages sont indispensables.

Chaque marin embarqué a droit à une ration ; cette ration est pour une part en nature, et à cet effet, tout bâtiment emporte un stock de vivres, pour une autre part en deniers : tout rationnaire a

droit à une prime fixe de un franc (deux francs en campagne lointaine) et à une prime variable dont le taux est fixé mensuellement par le Préfet Maritime. Les officiers forment des tables et ne reçoivent que des prestations en deniers, autrement dit, ils sont entièrement au régime de « l'ordinaire » ; il en est de même de l'infirmerie. Il est, dans ce cas, délivré une indemnité représentative de ration. En outre, à l'occasion d'un travail pénible, d'une fête nationale, etc..., le Commandant peut autoriser des consommations supplémentaires.

§ 1. — Constatation des droits aux prestations

Les délivrances de prestations en nature ou en deniers dépendent avant tout de l'effectif présent à chaque repas.

Pour le déterminer, le maître-commis qui a la charge du stock de vivres sous la surveillance du Commissaire, tient un « casernet de cambuse ». Ce document indique les effectifs des rationnaires, membres des tables et personnes à l'infirmerie à chaque repas ; il indique aussi la nature des vivres délivrés, à l'exception des petits vivres.

De son côté, le bureau administratif enregistre sur un « cahier de mouvements » tous les embarquements, débarquements, absences, etc... en un mot toutes les mutations créant, modifiant ou interrompant les droits à la ration, en mentionnant le

repas après lequel elles ont eu lieu. A la fin du jour, il est arrêté et donne le total des effectifs de chaque groupement, total qui est porté à l' « état présentant l'effectif des rationnaires ». Tous les cinq du mois, le Commissaire compare cet état avec le rôle d'équipage.

Le Commissaire veille également à la concordance des écritures tenues par ses auxiliaires : maître commis d'une part ; bureau administratif de l'autre.

Le maître commis délivre chaque jour à l'équipage le nombre de rations auquel il a droit d'après ces écritures.

Les effectifs ont également droit à des prestations en deniers. Chaque jour, le cahier de mouvements sert à constituer une « feuille de journée des indemnités de vivres ». A la fin du mois, les feuilles sont totalisées ; pour connaître le chiffre de l'indemnité due, il n'y a plus qu'à multiplier le nombre de rations acquises par le taux de l'indemnité. On obtient par là le crédit de chaque groupement ; de ce crédit, seront débités les cessions faites par le stock, les acomptes de paiement en espèce versés pendant le mois, le parfait paiement des prestations en fin de trimestre. A la fin du trimestre, le Commissaire prépare un état de liquidation indiquant en détail le débit, le crédit et le parfait paiement à effectuer ; il en envoie un exemplaire au chef du Service de la Solde ainsi qu'un mandat de paiement.

Celui-ci vérifie l'état de liquidation, fait ordonnancer le mandat et le renvoie au Commissaire qui paie alors les groupements selon la procédure suivie pour le paiement de la solde.

§ 2. — Conservation et renouvellement
du stock d'approvisionnements

Le Commissaire doit veiller à ce que le maître commis ne dilapide pas les approvisionnements, les tienne en bon ordre et les fasse consommer par ordre d'ancienneté ; aussi, effectue-t-il des recensements à raison d'un au moins par trimestre ; il en fait d'autres en fin d'année et à chaque changement de commis. Dans un procès-verbal, il relate les résultats du recensement et l'envoie au chef du Service de la Solde, revêtu de l'avis du Commandant (1).

Le stock d'approvisionnements doit être maintenu à un certain niveau, mais il n'est pas immuable. Il est diminué par des prélèvements qui, au point de vue comptable, sont de deux sortes : les uns sont justifiés par des écritures passées à la fois dans le bâtiment et en dehors : délivrances par les magasins de l'Intendance, versements à d'autres

(1) Le Commissaire qui, ayant remarqué des manquements, ne les signale pas au Commandant, est responsable moralement et disciplinairement de cette omission. Le maître commis est responsable pécuniairement des manquants.

bâtiments, etc... ; les autres ne sont justifiés que par des documents tenus dans le seul bâtiment : consommations normales ou extraordinaires, cessions aux tables du bord ou à l'infirmerie, avaries, pertes, etc... Ces prélèvements obligent le conseil d'administration à reconstituer le stock : d'où des mouvements d'entrée, les uns comportant double tenue d'écritures : délivrances par les magasins de l'Intendance, versement par d'autres bâtiments, etc..., les autres par documents tenus seulement dans l'unité, marchés passés à l'étranger principalement.

Sans entreprendre l'étude détaillée de ces mouvements, disons seulement que le Commissaire a la charge de rédiger les différents billets d'entrée ou de sortie, qu'il doit justifier et tenir mention de toutes les opérations de recette ou de sortie, et que cette comptabilité est particulièrement compliquée lorsqu'il s'agit d'opérations ne mettant en jeu que des écritures unilatérales.

§ 3. — Les achats de l'ordinaire

Le Commissaire est officier d'ordinaire ; à ce titre, il fait partie de la commission de l'ordinaire qui comprend avec lui, le Second, président et le Médecin. Cette Commission est chargée de l'emploi des indemnités de vivres ; les achats se font d'abord aux stocks de l'unité ; il y a alors lieu pour le Com-

missaire d'établir un état de liquidation, comme il a été dit plus haut. On peut s'adresser également au commerce local : les commandes sont signées par le Commissaire, et les marchés passés par lui ou, s'il y en a une dans le lieu où stationne l'unité, par la Commission Supérieure de l'Ordinaire. C'est encore le Commissaire qui paye les achats : il justifie la dépense dans ses comptes par la facture. S'il s'agit d'achats peu importants, il les fait effectuer par le maître commis assisté de la sous-commission de l'ordinaire (composée de quartiers-mâtres et de matelots) ; la pièce justificative est l'inscription de la dépense sur « un carnet d'achat » ; enfin, s'il y en a dans le port, le Commissaire doit obligatoirement s'adresser aux S. A. O. (services d'achats des ordinaires), sortes de coopératives fonctionnant sous la surveillance du Service des Subsistances.

§ 4. — Comptabilité

Les pièces justificatives permettent la tenue de « comptes particuliers ». Pour l'ordinaire, les dépenses et recettes sont suivies par le Commissaire sur le « compte d'emploi », arrêté tous les trimestres ; s'il reste un boni, il peut être reporté d'une année à l'autre ; la comptabilité de l'Infirmierie est tenue par le Médecin de la même façon. Le Commissaire n'admet en compte que les dépenses pourvues

de justifications réglementaires. En fin de trimestre, après l'arrêté, le Conseil d'Administration vérifie les comptes ; un procès-verbal mentionne cette opération.

D'autre part, le registre appelé « Balance » tenu par le maître-commis au moyen des pièces justificatives tient inscription de tous les mouvements qui affectent le compte spécial de chaque denrée ou récipient du stock d'approvisionnements : il est arrêté à la fin de chaque trimestre ; on déduit alors les sorties des entrées et on joint le chiffre obtenu à celui des existants au début du trimestre. Le résultat de ces opérations est consigné ensuite à l' « Inventaire ».

Ces comptes sont tenus en quantités. D'autres sont tenus en valeurs. Ce sont : l'état des consommations, qui groupe tous les trois mois, les dépenses de consommations en un certain nombre de tableaux ; le livre-journal en valeur pour les mouvements d'entrée et de sortie et dont les résultats sont consignés au Résumé en valeurs.

En fin d'année, la comptabilité est envoyée au Service de la Solde.

SECTION IV. — *Le Service du Matériel*

La feuille d'armement, dont un exemplaire reste à bord, décrit en détail tout le matériel du bâtiment ; elle est rédigée par le service des Cons-

tructions Navales d'après le règlement d'armement et peut être modifiée pendant les essais. Le bâtiment doit comporter tout le matériel qu'elle indique et rien que lui. Il en est de deux sortes : matériel consommable, qui disparaît par l'usage qui en est fait, comme le combustible, les huiles lourdes, les effets d'habillements, etc..., et matériel non consommable, tel que l'outillage, l'ameublement, etc... Le premier pose des problèmes de ravitaillement ; le second des questions d'entretien et de réparations.

Le rôle du Commissaire, en ce qui concerne le Matériel, est double : en tant que chef du service « Approvisionnements », il a les attributions d'un officier chef de service et dans certains cas un rôle de gestion. Délégué du conseil d'administration et comptable, il rédige toutes les demandes d'embarquement et débarquement de matériel et en tient toute la comptabilité ; il en surveille toutes les consommations et fait partie de toutes les commissions qui y sont relatives.

§ 1. — Le Commissaire chef du service « Approvisionnements »

Le contrôle de la gestion n'est pas aisé ; aussi le Commandant répartit-il le matériel entre un certain nombre d'officiers, dits chefs de service, pour en assurer la surveillance. Chef du service « Ap-

provisionnement », le Commissaire a la charge de tout le matériel consommable du bord, à l'exception du matériel médical, des combustibles, des armes et munitions, du matériel de radiotélégraphie. Il doit veiller à ce que les matières de son service soient en bon état et tenir ses archives : registre historique, registre de préparation au combat, cahier d'ordres, etc... Il est responsable non des existants, mais de l'utilisation du matériel ; cette responsabilité n'est pécuniaire qu'en cas de faute lourde ; elle est encourue depuis le jour de la prise de service, qui est effectuée en présence d'une commission, et dont il est dressé procès-verbal. Lorsque le Commissaire quitte l'Unité, une commission présidée par l'officier en Second, examine le matériel, les archives et dresse procès-verbal ; au cas où le procès-verbal ferait des réserves, le Commandant en chef de la Force Navale en serait informé et nommerait une commission supérieure.

Le maître fourrier est, sous les ordres du Commissaire, détenteur responsable. Le Commissaire est lui-même détenteur des objets les plus précieux de son service : caisse du Conseil, alcoomètres, etc... Comme tel, il est responsable pécuniairement lorsqu'il perd un article, sans fournir d'explications suffisantes ; il est responsable moralement et disciplinairement de sa négligence.

Lorsque le maître fourrier quitte l'Unité, le Commissaire procède au recatement du matériel qui lui est confié et dresse procès-verbal ; s'il constate

des manquants, il fait nommer par le second une commission, dont il est membre et qui procède à un recensement.

Le Commnssaire quittant son service, les objets dont il est détenteur sont soumis à un récolement effectué par lui-même et son remplaçant ; en cas de désaccord, la Commission ci-dessus indiquée opère un recensement.

En tant que détenteur, le Commissaire doit tenir un « catalogue inventaire » de toutes les matières dont il est chargé et des endroits où elles se trouvent.

§ 2. — Mouvements du matériel

Le matériel du bâtiment doit être conservé au complet et en bon état. Pour s'en assurer, le Commissaire doit opérer tous les trimestres un recensement partiel et inopiné des matières consommables, de façon à ce que toutes aient été examinées au moins une fois par an. Il recense le matériel non consommable avec l'aide du Second et d'un autre officier après clôture des feuilles d'armement et à chaque changement de détenteur. A la suite de chaque recensement, rédaction d'un procès-verbal visé par le Commandant, indiquant, s'il y a lieu, les excédents ou le déficit constaté. Une copie du procès-verbal est conservée par le Commissaire dans sa comptabilité comme pièce justificative.

Le matériel s'use ou disparaît, d'où des mouvements de sortie, suivis de mouvements d'entrée, les uns et les autres se subdivisant au point de vue comptable d'après le fait qu'ils entraînent ou non des écritures en plus de celles tenues à bord. Il y a également lieu à des réparations périodiques ou non.

Le Commissaire doit justifier de toutes ces opérations dans des formes tout à fait analogues à celles qui justifient les mouvements affectant le stock de vivres.

A) *Mouvements d'entrée justifiés par le bord et le service livrancier.* — Les plus importants sont les délivrances par les Magasins de l'Arsenal. Le bâtiment peut réclamer un ravitaillement d'ensemble ou simplement partiel. Dans le premier cas, le Préfet Maritime indique la date à laquelle les bâtiments doivent transmettre leurs « états de besoins » ; les examine et donne autorisation de ravitaillement général. Le Commissaire rédige alors un « billet de demande », le signe en tant que délégué du conseil d'administration et le fait signer par le chef de service ravitaillé.

En cas de demande isolée, il y a simplement lieu de rédiger un « billet de demande ». Dans tous les cas, le billet comprend deux parties : la première est la demande du magasin du bord, signée par le Commissaire et le chef de service intéressé ; la seconde est l'ordre de délivrance signé par le chef du

Magasin livrancier et portant récépissé du Commissaire ou de tout autre délégué du bâtiment qui a pris livraison du matériel ; la demande reste dans la comptabilité du bâtiment ; l'ordre de délivrance justifie la sortie de matériel dans les écritures du Service livrancier.

En cas d'envoi de matériel par un port, les formalités sont les mêmes ; en outre les objets envoyés sont examinés par une Commission présidée par le Second, comprenant le Commissaire et l'officier chef de service intéressé, qui signale ses observations dans un procès-verbal.

Si le bâtiment demande un versement de matériel à un autre navire, le Commissaire rédige en deux expéditions un « état de versement » ; il garde l'une et remet l'autre au Commissaire du bâtiment livrancier.

B) *Mouvements d'entrée justifiés seulement par le bord.* — Les principaux sont les achats à l'étranger, qui seront examinés dans la section suivante ; il faut citer également les confections, réparations, etc... effectuées sur le matériel du bord. Un procès-verbal rédigé par le Commissaire et visé par le Commandant et le Second constate la recette, qui est d'autre part justifiée dans les écritures par un « état de confection ou de réparation ». Le sauvetage des débris de projectiles, etc..., est également justifié par un procès-verbal.

C) *Mouvements de sortie justifiés par et hors le bord.* — Ce sont surtout les remises d'ensemble ou partielles en Magasin. Le Commissaire rédige le billet de remise, tout à fait semblable au billet de demande. Ce peuvent être encore des versements faits à d'autres bâtiments ; un « état de versement » est rédigé en double dans ce cas. Ce peut être enfin une demande de réparations à l'Arsenal : le Commissaire rédige un billet de demande de réparations pour chaque atelier ; il le signe, ainsi que l'officier chef de service intéressé ; un exemplaire reste à bord, l'autre est remis au Chef de l'Atelier ; en cas de réparations d'ensemble, le Commandant a dû faire dresser auparavant un « état des besoins ».

D) *Mouvements de sortie justifiés seulement par le bord.* — Les plus importants sont les consommations pour le service du bâtiment et les pertes. Les consommations normales sont ordonnées par le Second ; les consommations extraordinaires par le Commandant. Muni de leur autorisation, chaque chef de service détache d'un « carnet de bons » un bon à souche, portant sa signature et le visa du Second ou du Commandant.

Le maître magasinier, surveillé par le Commissaire, délivre les objets demandés, et réunit en fin de mois les différents bons dans un « état des matières et objets consommés pendant le mois ». Les consommations extraordinaires sont en outre men-

tionnées dans un procès-verbal, dont copie est jointe à « l'état des matières et objets consommés pendant le mois ».

Quant aux pertes, chacune d'elles est aussitôt relatée au livre-journal de bord par l'officier de quart. Si la perte est importante, le Commissaire en dresse procès-verbal d'après les mentions du livre-journal et en justifie dans sa comptabilité par une copie de ce procès-verbal ; si la perte est peu importante, il se contente de faire à la fin du mois, un relevé des pertes d'après le journal de bord sur un « état mensuel des objets perdus ». Toutes ces pièces sont soumises au visa du Commandant et du Second ; tout procès-verbal comporte en outre le visa de l'officier chef de service intéressé.

§ 3. — Comptabilité

La comptabilité du matériel non consommable comprend un « Inventaire » de ce matériel existant à bord lors de l'Armement, qui est établi pour une durée de huit ans. A côté de l'Inventaire, une « Balance » indique, d'après les pièces justificatives, les mouvements d'entrée ou de sortie ; tous les trois mois, les existants qu'elle indique sont transcrits sur l'Inventaire.

Le Matériel consommable a pour pièce de comp-

tabilité une « Balance », tenant un compte pour chaque article ; établie d'après les pièces justificatives, elle est arrêtée en fin de trimestre, et le Commissaire fait alors ressortir les existants.

Enfin, le Commissaire doit soumettre sa gestion au chef de service de la solde ; à cet effet il tient un « Registre des procès-verbaux du matériel » où sont relatés tous les événements, commandements, etc... ayant pour résultat la création, la modification ou la cessation de responsabilités. Il enregistre tous les billets de demande, de remise, de répartition, etc... dans un « livret d'enregistrement des billets », au moyen duquel le chef du service de la Solde pourra savoir si tous les mouvements de matériel ont bien été saisis par la comptabilité. Ces divers documents sont tenus en quantités. D'autres son tenus en valeur d'après les prix industriels et commerciaux fixés par la « Nomenclature générale du Matériel ». Ce sont : « l'état des consommations » indiquant la valeur de toutes les matières consommées pendant l'année et le « carnet de dépenses de matériel ».

A l'exception de l'Inventaire, toute la comptabilité est arrêtée et vérifiée à la fin du trimestre par le Conseil d'Administration et, en fin de période, transmise au Service de la Solde.

SECTION V. — *Les dépenses à l'étranger*

En principe, le Bâtiment ne doit pas engager de dépenses ; cependant il peut avoir des marchés indispensables à passer à l'extérieur. Dans ce cas, le Commandant est seul juge de leur opportunité.

§ 1. — Préparation et passation des marchés

La préparation et la passation des marchés est une attribution du Commissaire en tant que tel et non comme délégué du conseil d'administration, organe d'administration purement intérieure du bâtiment.

Le Commissaire indique au Commandant quelle est la forme préférable à donner au marché : adjudication publique, marché de gré à gré, marché sur facture. Le Commandant décide, en tenant compte toutefois de ce que l'adjudication publique est autant que possible, la règle.

Le Commissaire prépare et passe le marché au Consulat, d'après les indications réglementaires ; le Consul peut lui donner des renseignements mais non des ordres. Si la forme adoptée est l'adjudication publique, le Commissaire prépare avec l'aide des officiers techniques le cahier des charges. Après approbation par le Commandant, le cahier est tenu

par le Consul à la disposition du public ; le Commissaire peut également en faire afficher les données principales. A la date fixée, il se rend au Consulat, ouvre les soumissions et déclare adjudicataire provisoire l'auteur de la soumission la plus avantageuse, en donnant la préférence aux Français s'il y en a. Avec l'approbation du Commandant, l'adjudicataire, de provisoire, devient définitif.

Lorsque le bâtiment ne dispose pas d'un délai assez long ou que la procédure de l'adjudication est inconnue dans le pays, ou pour toute autre raison, le Commissaire passe un marché de gré à gré ; ce marché peut se passer verbalement sur simple facture s'il ne met en jeu qu'une dépense de moins de six mille francs.

Un original du marché est remis au fournisseur, signé de ce fournisseur et du Commissaire, visé du Consul et revêtu de l'approbation du Commandant. Le Commissaire garde l'autre original ; il envoie deux copies au Ministre, avec un rapport, et en laisse une au Consulat avec ses observations, qui pourront éclairer les commissaires des bâtiments à survenir postérieurement.

Au moment de l'embarquement, le matériel fourni est examiné par le Commissaire et un autre officier sous la présidence du Second. En cas de contestation, le Commandant tranche le litige ; l'appel au Ministre puis au Conseil d'Etat est possible.

§ 2. — Liquidation de la dépense

Sauf impossibilité, le bâtiment doit liquider ses dépenses. Le Commissaire doit donc établir un dossier de liquidation. La pièce principale est « l'état de liquidation » : il indique les objets livrés, leur quantité, leur prix et le montant global des dépenses, s'il s'agit d'un marché de fournitures ; en outre on y joint la déclaration de prise en charge du détenteur responsable ; s'il s'agit d'un travail effectué, en particulier de réparations, il indique seulement l'objet de la dépense et son montant ; il doit comporter également la certification du travail fait par le fournisseur. Le conseil d'Administration arrête et certifie l'état de liquidation auquel sont joints : la facture acquittée du fournisseur ; deux exemplaires du marché ; un certificat du Consul constatant, le cas échéant, le dépôt du cautionnement imposé au fournisseur à sa chancellerie ; enfin, si les prix à payer sont indiqués en monnaies étrangère, un certificat du cours du change au jour de l'émission de la traite, délivré par deux négociants de la place sous visa du Consul, à défaut par le Consul. D'autres pièces ont pour but de faire ressortir la nécessité du marché ; copie de l'ordre du Commandant ; état de la situation de l'existant avant et après livraison, compte-rendu des opérations de livraison. Enfin le Commissaire récapitule

les différents états de liquidation dans un « état récapitulatif » arrêté par le Conseil d'Administration.

§ 3. — Paiement de la dépense

Après liquidation, le Commissaire paye les fournisseurs au moyen du fonds de prévoyance, ou, en cas d'absence ou d'insuffisance de ce fonds, par émission de traites sur la caisse du Trésor, qu'il fait viser par le Commandant et l'officier en second. Ces traites sont des effets de commerce négociables et payables au porteur. Au départ du bâtiment, la Direction de la Comptabilité Générale détache d'un carnet à souche un certain nombre de formules de traites qu'elle remet au Conseil d'Administration. Le Commissaire les enferme dans sa caisse et, à chaque changement de commissaire, un procès-verbal constate le nombre des formules et le numéro de chacune d'elles. Toute émission de traite par le Commissaire est consignée par lui dans le « Registre ayant pour objet de justifier l'émission des traites de bord ».

En même temps qu'il envoie au Ministre un exemplaire du dossier de liquidation, le Commissaire lui fait parvenir un premier avis d'émission ; un second avis est envoyé peu après. Le porteur de la traite a ainsi la certitude d'être payé sans difficulté lorsqu'il se présentera au jour fixé, à la caisse de l'Agent Comptable des traites de la Marine.

SECTION VI. — *Actes de l'Etat Civil — Actes authentiques — Successions*

§ 1. — Le Commissaire officier d'état-civil

Certains actes d'état-civil : naissances, décès, reconnaissances d'enfant naturel, doivent être constatés sans aucun retard ; il n'en est pas de même du mariage dont la célébration peut être retardée sans dommage (ce qui d'ailleurs n'est pas exact dans certains cas, notamment quand l'un des futurs conjoints est à l'article de la mort). On a donc décidé que lorsqu'il est impossible de s'adresser à un officier de l'Etat-Civil à terre, maire, consul ou agent diplomatique, les membres de l'équipage pourraient s'adresser au Commissaire.

Le Commissaire est alors compétent pour accomplir tous les actes de l'état-civil à l'exception du mariage ; et prend le titre d'officier instrumentaire. En cas d'empêchement ou de maladie — et dans ces cas seulement — il est remplacé par le Commandant.

Le Commissaire établit les actes au rôle d'équipage, selon les formes prescrites par le Code Civil ; il doit indiquer en outre le lieu où est situé le bâtiment et justifier de sa compétence qui est, ne l'oublions pas, exceptionnelle. Les témoins doivent être autant que possible des officiers.

La tenue des actes de naissance et de reconnaissance d'enfant naturel ne comporte pas d'autre particularité.

En ce qui concerne l'acte de décès, le Commissaire ne peut le dresser qu'au vu du cadavre ; sinon il ne doit établir qu'un procès verbal de disparition, qui n'est pas un acte d'état-civil mais un acte authentique.

Au premier port touché par le bâtiment, le Commissaire établit deux expéditions des actes d'état-civil enregistrés au rôle d'équipage, l'un pour le Ministre, l'autre pour le chef de service de la Solde. Si ce port est le port de désarmement, il y a simplement lieu de remettre le Rôle au Service de la Solde. Les actes sont alors transcrits sur les Registres ordinaires d'Etat-Civil.

§ 2. — Actes authentiques

Il faut d'abord signaler les procès-verbaux de disparition. Le Commissaire est dans tous les cas compétent pour relater dans un procès-verbal, la disparition de personnes embarquées tombées à l'eau et non retrouvées ; il indique le signalement du disparu, les témoignages sur les circonstances de l'accident et les indications pouvant faire présumer le sort de l'accidenté. Le procès-verbal est inscrit au Rôle d'Equipe.

Quand il est impossible pour le bâtiment de

communiquer avec la terre ou qu'il séjourne dans un port étranger dépourvu de consul ou agent diplomatique français, le Commissaire peut recevoir les testaments en forme authentique des membres de l'équipage et faire recevoir le sien par le Commandant. Le testament est rédigé en la forme ordinaire ; le Commissaire doit en outre demander au testateur s'il a choisi un notaire pour le dépôt de l'acte et consigner la réponse. Aussitôt le testament rédigé, lu et signé, il en est établi un second original en présence et sous les signatures du testateur (si c'est possible) et des témoins.

Ce testament est invalidé si le testateur est encore en vie six mois après son débarquement ; il n'est pas muni de la formule exécutoire, d'où nécessité du dépôt chez un notaire.

Au premier port touché, le Commissaire remet un original à l'autorité maritime ou au consul, pour être envoyé au Ministre. A l'arrivée en France, le second original est remis au chef de service de la Solde qui le transmet au Ministre. Le Ministre le fait parvenir au notaire indiqué dans l'acte, à défaut au président de la chambre des notaires du dernier domicile du défunt.

En France, si les intéressés ne peuvent s'adresser à un notaire, et, hors de France dans tous les cas, le Commissaire peut être appelé à rédiger des actes de procuration, de consentement ou d'autorisation. Ces actes sont rédigés sans témoins en bre-

vet : ils sont envoyés pour légalisation de la signature du Commissaire, au chef du Service de la Solde, puis transmis au destinataire.

§ 3. — Successions

Après la mort de tout individu embarqué, le Commissaire doit faire l'inventaire des biens du défunt en présence de deux témoins et au vu de l'équipage. Il en dresse deux expéditions ; l'une est envoyée au Ministre, la seconde au chef du Service de la Solde.

Si le défunt possédait ou était supposé possesseur de documents intéressant la Marine ou la défense nationale, le Commissaire peut, sur l'ordre du Commandant, apposer les scellés sur les meubles contenant ou étant présumés contenir les dits documents.

SECTION VII. — *Autres attributions du Commissaire*

§ 1. — Les succursales navales de la Caisse d'Épargne

Afin de permettre aux marins d'économiser leur solde, chaque bâtiment est considéré comme une succursale de la Caisse d'Épargne gérée par le Commissaire, délégué du Conseil d'Administration. Aux jours fixés par le Commandant, le Commissaire

effectue personnellement les opérations de recette et de remboursement pour le compte de la succursale.

Sur demande du marin ou de l'officier, il ouvre un livret de caisse d'épargne où sont inscrits les versements de l'intéressé et les remboursements qui lui sont faits ; s'il s'agit d'un marin, le Commissaire garde son livret dans la caisse du conseil ; les officiers gardent les leurs. En même temps, le Commissaire tient note des opérations effectuées sur trois Registres : registre des premiers versements ; registre des versements ultérieurs ; registre des remboursements ; trois sortes de bordereaux correspondent à ces Registres. Il existe également un carnet spécial des opérations d'épargne.

Deux fois par mois, les comptes de la caisse d'épargne sont arrêtés ; les divers registres et bordereaux sont totalisés ; la balance des opérations de la quinzaine est relatée dans un bulletin d'envoi, adressé à la Direction centrale de la Caisse d'Épargne. Si les versements sont supérieurs aux remboursements, le Commissaire met l'excédent à la disposition de l'agent comptable de la Caisse d'Épargne. Au cas contraire, il établit sur lui un mandat. Puis toute la comptabilité de la succursale est adressée à la Direction Centrale de la Caisse d'Épargne.

§ 2. — Service des radiotélégrammes privés

Le chef du poste radiotélégraphique du bâtiment perçoit des taxes sur les communications fai-

tes par les membres de l'équipage et en verse le montant au Commissaire. Tous les trimestres, il fait parvenir au Service de la Solde le relevé des taxes ainsi encaissées qui réduisent d'autant le montant de la somme nécessaire au paiement de la solde.

§ 3. — Service de combat

Au moment du combat, le Commissaire met en sûreté les documents les plus importants de la comptabilité. Puis il seconde l'officier chargé du passage des poudres et munitions. Après le combat, il fait l'appel de l'équipage, apostille au Rôle le nom des hommes tués, blessés ou disparus.

En cas de prise, il est chargé d'en dresser l'inventaire.

CHAPITRE II

LE COMMISSAIRE DE FORCE NAVALE

Les vaisseaux de guerre sont généralement groupés, sous le commandement d'un officier général, en divisions, en escadres et en armées navales. Le Commissaire peut avoir à assumer deux missions très différentes. Il peut être officier d'état-major chargé de conseiller le Commandant en chef en ce qui concerne le service Intendance, et de contrôler l'administration des bâtiments. Il peut recevoir mission d'assurer le ravitaillement de la force navale, et à ce titre diriger l'Intendance d'une base navale.

SECTION I. — *Le Commissaire officier d'état-major général*

Lorsque la flotte ne s'éloigne pas pour longtemps de ses arsenaux, il n'est pas utile de lui préparer des points d'appui temporaires ; les stocks embarqués sur chaque bâtiment suffisent à ses besoins. Si l'expédition doit se prolonger des achats sont passés sur place ou des envois réclamés en

France ; ou bien la flotte se fait suivre de navires-transports qui constituent son « train ». Le Commissaire de la Force Navale fait partie de l'Etat-Major du Commandant en chef. Quelles sont au juste ses attributions ?

§ 1. — Le Commissaire chef du service
administratif de la Force Navale

Le rôle essentiel du Commandant en chef est la direction militaire du groupement ; mais il est en outre responsable de son administration ; il en confie le contrôle au Commissaire de la Force Navale, auquel il donne ou fait transmettre par son chef d'Etat-Major tous les ordres nécessaires. C'est également par l'intermédiaire du chef d'Etat Major que le Commissaire fait parvenir aux officiers chargés du service administratif des bâtiments toutes communications de service.

Tous les trois mois, Il vérifie les diverses comptabilités des unités en comparant les pièces justificatives et les documents d'ordre comptable. Il consigne sur « l'Etat des vérifications périodiques » toutes les irrégularités et veille à ce qu'elles soient aussitôt redressées ; puis un Rapport au Commandant en Chef condense ses conclusions. A la fin de l'année, l'Etat des vérifications périodiques est transmis au chef du Service de la Solde.

Il procède à l'inspection administrative des bâtiments chaque fois qu'il le juge utile ou que le Commandant en chef l'y invite ; il vérifie tout ou partie des pièces de comptabilité ainsi que la caisse et mentionne ces opérations par l'apposition d'un « vérifié » sur les Registres ; il inscrit au Rôle d'Equipage son appréciation.

D'après les renseignements qui lui sont fournis par la comptabilité, il fixe le taux des primes variables d'alimentation à allouer pour le mois précédent et le soumet à l'approbation du Commandant en Chef. Toutefois, lorsque l'escadre, la division ou l'armée navale est stationnée à proximité des côtes de France ou de l'Afrique du Nord, c'est la Direction de l'Intendance qui établit ce taux et le soumet au Préfet Maritime.

Il est très important pour le Commandant en chef, à la fois au point de vue militaire et au point de vue administratif, de connaître exactement la situation des effectifs qu'il a sous ses ordres. Le Commissaire de la Force Navale est chargé d'établir tous les mois cette situation au vu d'extraits des Rôles d'Equipage et d'examiner si elle est en accord avec les prescriptions réglementaires. Chaque fois que l'utilité s'en fait sentir, par exemple après un combat, une épidémie, etc... le Commandant en chef peut envoyer le Commissaire effectuer des « revues d'appel » sur les Unités.

§ 2. — Le Ravitaillement

Ce sont les conseils d'administration qui préparent, nous le savons, pour chaque unité les états et demandes de ravitaillement. Le Commissaire de la Force Navale doit d'abord centraliser, vérifier et s'il y a lieu faire modifier ces demandes, puis indiquer au Commandant en chef le mode de ravitaillement à son avis préférable : demandes d'envois aux arsenaux de France, achats sur place, ou enfin s'il en existe un, prélèvement sur les stocks du train d'escadre.

Le train d'escadre est commode par sa mobilité ; mais il est coûteux, et inapte à un rôle de combat. Sous l'ancien régime, le Commissaire d'Escadre avait la direction et jusqu'à un certain point le commandement des trains, qu'on appelait alors convois, et qui étaient composés de « flûtes ».

Abandonnée au XIX^e siècle, la pratique des trains a réapparu en 1914 ; à l'heure actuelle, elle est d'emploi courant. Mais le rôle du Commissaire de la Force Navale vis-à-vis du train est absolument inorganisé ; il est impossible de savoir qui aurait qualité pour en assurer le service administratif. Tout ce qu'il est possible de dire, c'est que le rôle du Commissaire de la Troisième République ne saurait se comparer à celui de son ancêtre du dix-septième siècle.

Si le Commandant en chef décide de réclamer

le ravitaillement aux magasins de la Métropole, le Commissaire de la Force Navale n'a qu'à centraliser les demandes des bâtiments et à les faire parvenir en France dans le plus bref délai.

En ce qui concerne les achats sur place, le Commissaire chef du service administratif a un rôle plus important. Après centralisation et vérification des demandes des Unités, il est chargé de préparer le marché ou l'ensemble des marchés. Après avoir pris tous renseignements utiles, il soumet un projet de marché, préparé avec le concours des officiers d'état-major chefs des services techniques (ingénieurs mécaniciens, médecins de division, d'escadre ou d'armée navale, etc...), au Commandant en chef. Après autorisation, il passe le marché selon les formes indiquées au chapitre précédent en ce qui concerne les marchés passés par un bâtiment isolé. Le marché n'est d'ailleurs définitif qu'après approbation du Commandant de la Force Navale. Le matériel acheté est réparti entre les Unités, puis le Commissaire liquide la dépense et la "paie au moyen de traites visées" par le Commandant en chef, selon la procédure indiquée ci-dessus.

§ 3. — Le Commissaire conseiller technique du Commandant en chef

Le Commandant d'une Force Navale voit fréquemment se poser devant lui d'importants problèmes de droit international : prises ou réquisitions

de navires étrangers, embargo, blocus, demandes d'asile de rebelles politiques, relations de toutes sortes avec des puissances étrangères, etc... Le Commissaire attaché à son Etat-Major est chargé de préparer pour son compte la solution de tous les problèmes de cette sorte et d'étudier toutes questions s'y rapportant, avec l'aide de certains bureaux de l'Etat-Major.

Le Commandant en chef est chargé d'appliquer le Code de Justice Militaire pour l'Armée de mer, et le Code Pénal de la Marine Marchande ; le Commissaire prépare cette partie de sa tâche, qui est d'ordre purement juridique, et étudie toutes les questions y ayant trait.

Enfin, le Commandant de division, d'escadre ou d'armée navale étant le chef de son groupement non seulement au point de vue militaire, mais encore au point de vue administratif, c'est au Commissaire qu'incombe le soin de préparer les éléments de ses décisions en ce qui concerne les matières d'ordre administratif ou comptable. A cet effet, il est chargé également de la garde des textes divers : décrets, règlements, instructions, nécessaires au fonctionnement du service administratif.

SECTION II. — *La Base Navale*

Lorsqu'une partie de la Flotte se livre à des opérations de guerre loin de ses arsenaux et dans

une zone relativement peu étendue, il y a tout avantage à assurer son ravitaillement au moyen d'une base navale. Cette base est plus ou moins importante, mais elle est toujours provisoire.

Elle comporte un organisme militaire, qui en assure la défense et qui est confié à un officier de Marine. Celui-ci a, par ailleurs, autorité sur les Services constitués dans la base, mais est lui-même sous les ordres du Commandant de la Force Navale.

Les bases navales ont joué un rôle important pendant la Grande Guerre ; malgré cela, aucune organisation n'est prévue ; l'article 14 du décret du 22 avril 1927 dit seulement qu' « elles sont organisées, le cas échéant, selon les instructions du Commandant en chef de la Force Navale dont elles dépendent ».

Pour savoir quel est le rôle échu au corps du Commissariat dans une base navale, le plus simple est de se référer aux expériences de la guerre et d'en tirer les conclusions. C'est ce qu'a fait M. le Commissaire Général Douillard, dans son cours « Administration et Intendance », professé à l'Ecole de guerre Navale, et dont nous résumons ci-dessous les éléments.

§ 1. — Le chef du Service de l'Intendance dans la base navale

L'officier du Commissariat qui dirige le service de l'Intendance de la base navale ne doit ja-

mais être le Commissaire de la Force Navale. Ses rapports avec le commandant militaire chargé de la défense de la base sont déterminés par le principe de subordination de l'administration au commandement.

Au point de vue administratif, il est sous la surveillance du Commissaire de la Force Navale. Ses rapports avec les chefs des services placés sous ses ordres sont en principe ceux du Directeur de l'Intendance avec les siens.

Le personnel d'exécution et de gestion est militaire.

§ 2. — Le Service de la Solde et de la Centralisation financière

Ce Service doit remettre aux unités les espèces nécessaires au paiement de la solde et des diverses primes ou allocations. Il n'a aucune action de surveillance administrative.

Chargé de la centralisation financière, le Service assiste le Commissaire de la base dans les émissions de traites sur le Trésor faites au fur et à mesure des règlements de dépenses de la base.

Au cas où des prises seraient conduites dans la base, il devrait en assurer l'instruction et l'administration.

§ 3. — Les Services d'Approvisionnement

Ce sont les Services : des Subsistances, de l'Habillement et du Couchage, des Approvisionnements de la Flotte.

Ces Services doivent en premier lieu maintenir leurs stocks à un certain niveau. Pour les reconstituer, le plus simple et le plus économique est de s'adresser aux ressources locales ; il ne faut s'adresser aux magasins de France que pour les articles introuvables sur place.

Les articles doivent d'autre part être promptement livrables aux bâtiments ; les formalités de demande de délivrance ou d'envoi seront réduites au minimum. Autant que possible, des stocks seront constitués sur les quais, où ils pourront être immédiatement enlevés soit par les vaisseaux de guerre, soit par leurs ravitailleurs.

Donnons maintenant quelques indications sur la constitution des stocks.

A) *Subsistances*. — Il faut d'abord un approvisionnement de vivres-pain, vivres-viande et vin, capable d'assurer la consommation de la flotte pendant un à deux mois ; une boulangerie doit être prévue, car les petits bâtiments n'en ont pas. Il faut également un approvisionnement de vivres d'ordinaire, frais autant que possible, car la base navale peut être installée dans un pays sans commerce lo-

cal, dans une petite île par exemple, où les commissions d'ordinaire ne trouveraient rien à acheter.

B) *Habillement et couchage*. — Les stocks d'effets d'habillement ne doivent pas être trop volumineux, de peur du gaspillage. Le service de l'Habillement pourra presque toujours être réuni à celui des Subsistances.

C) *Approvisionnements de la Flotte*. — Le rôle essentiel de ce Service est de constituer pour les besoins de la Flotte un stock suffisant de combustibles liquides et solides ; autant que possible, le stockage doit se faire dans des charbonnières ou citernes flottantes qui rendent l'approvisionnement des bâtiments plus aisé et sont facilement évacuables. Un stock d'huiles lourdes et autres matières consommables est indispensable. Moins nécessaire, un approvisionnement de matières non consommables, telles que lampes à incandescence, sacs à charbon, etc... peut être constitué, mais doit être restreint.

Si la base est peu importante, le même Service pourra être chargé de remplacer les Services des Constructions Navales, de l'Artillerie et même de Santé, en ce qui concerne la gestion de leur matériel.

§ 4. — Service du trafic

Le Service du trafic n'a pas son pendant dans les arsenaux métropolitains ; son existence dans les

bases est facile à justifier. Toute base navale est tête de ligne de ravitailleurs et de courriers nombreux. L'intérêt général est que le chargement et le déchargement de ces navires aient lieu le plus vite possible afin de les rendre plus tôt disponibles. Mais il faut que tout se passe avec ordre, que le matériel soit manié avec soin et que les responsabilités de l'expéditeur, du transporteur et du destinataire soient bien déterminées. Un service du trafic peut seul remplir cette mission : il se substitue à tous les chargeurs et destinataires, traite seul avec les transporteurs. L'Intendance étant le principal service destinataire et chargeur, il est naturel de lui attribuer cette très importante mission.

Telle semble devoir être, dans ses grandes lignes, le rôle éventuel du service de l'Intendance dans une Base Navale.

CHAPITRE III

LA DIRECTION DE L'INTENDANCE MARITIME

Quelle que soit leur importance, le rôle du Commissaire de bâtiment et celui du Commissaire de Force Maritime ne sont que des fonctions secondaires du corps du Commissariat.

Sa mission essentielle, définie par l'article 22 du décret du 22 avril 1927, est de « pourvoir à la subsistance du personnel et aux besoins des forces maritimes en matériel de nature commerciale ».

Elle est remplie principalement par les quatre Directions de l'Intendance Maritime établies à Cherbourg, Brest, Toulon et Bizerte. L'étude de leurs attributions, tel est l'objet de ce chapitre.

Il n'est pas utile d'étudier spécialement la mission dévolue aux directions d'Intendance des ports-chefs-lieu d'arrondissements, de certains ports de commerce et de points d'appui coloniaux. Les attributions sont les mêmes, mais leur rôle n'est pas, à beaucoup près, aussi important.

SECTION I. — *Le Directeur et les chefs de service de l'Intendance Maritime*

Le Directeur de l'Intendance Maritime est investi d'une double mission : il est ordonnateur se-

condaire unique des dépenses en deniers de la Marine dans son arrondissement et même dans toute la Région Maritime, si elle n'est pas subdivisée en arrondissements (1) ; il est également Intendant général de la Marine.

A) *Intendant général.* — Chef du service de l'Intendance, il possède d'abord des attributions propres.

Les unes se rattachent au « Service de la Solde » : Il peut inspecter les unités sous les ordres du Préfet Maritime, après lui avoir demandé son autorisation et en vérifier l'effectif. Il règle en premier ressort les contestations entre le chef du Service de la Solde et le conseil d'administration des unités ou les intéressés.

D'autres se rattachent aux trois services d'approvisionnements (Subsistances, Habillement, Approvisionnement) : il est chargé du règlement des réquisitions, il préside la Commission d'adjudication du Port ; il prononce les admissions dans le personnel ouvrier et peut seul le frapper des peines disciplinaires graves.

En tant que Directeur d'un Service, il est membre du Conseil des Directeurs, organe chargé d'éclairer de ses avis le Préfet Maritime.

(1) Toutefois, le chef du Service de l'Intendance Maritime à Ajaccio est ordonnateur secondaire pour toutes les dépenses de la Marine en Corse, département englobé cependant dans la Troisième Région Maritime.

Enfin, à Brest, il a autorité sur l'Ecole du Commissariat, à Cherbourg sur l'Ecole d'Administration et sur l'école des fourriers et commis aux vivres.

A côté de ces attributions spéciales, le Directeur de l'Intendance a la haute main sur les services propres de l'Intendance : Solde, Approvisionnements, Subsistances et Habillement. Il a autorité sur les chefs de ces services ; il oriente, coordonne et surveille leur action, inspecte leurs magasins et ateliers, veille à ce que le matériel y soit en bon état et promptement livrable aux unités ; il fait observer les règlements, en particulier ceux relatifs à l'hygiène, à la sécurité du personnel et à la défense contre l'incendie ; il donne des ordres, envoie des instructions, etc...

Mais les chefs de services sont véritablement autonomes ; chacun d'eux dirige librement son service sous sa propre responsabilité, possède à l'égard de ses ouvriers les pouvoirs dévolus aux Directeurs autonomes, note et dirige tout son personnel de gestion et d'exécution, en a la police, ainsi que celle des locaux, gère ses crédits, prépare et liquide ses marchés (du moins pour les services d'approvisionnements), signe la correspondance du service avec les services extérieurs, enfin transmet et annote, s'il y a lieu, les rapports ou études de ses chefs de section.

Le Directeur ne peut se substituer à un chef de service pour l'accomplissement d'un acte déterminé : préparation d'un marché ou liquidation d'une

dépense par exemple. Il n'a à son égard qu'une action de direction supérieure et de surveillance.

Les chefs de service ont encore une autre attribution propre sous la surveillance du Directeur : chacun d'eux établit à la fin de l'année un rapport sur le fonctionnement de son service indiquant en outre les difficultés particulières auxquelles il a fallu faire face, et les améliorations qui paraissent nécessaires. D'autres rapports étudient, en cours d'année, les questions nouvelles.

Ces divers rapports sont centralisés par le Commissaire Général.

Il ne peut les modifier, mais a le droit de les compléter par ses avis et observations de la façon la plus détaillée. Il les transmet ensuite par la voie hiérarchique à la Direction Centrale de l'Intendance Maritime où ils doivent parvenir avant le 15 mars.

Le Commissaire Général centralise également et envoie à Paris les rapports des chefs de service de l'Intendance Maritime dans les ports militaires non chefs-lieux de Région et dans les ports de commerce ; ces rapports lui sont envoyés par le Commandant de la Marine qui les a préalablement visés et, s'il y a lieu, munis de ses observations.

En temps de guerre, les attributions de l'Intendance Maritime sont accrues.

Dès le temps de paix, le Directeur prépare l'organisation de son service pour le temps de guerre ; il veille à ce que chaque Service entretienne au

complet les stocks de guerre et les réserves du temps de paix et soit prêt à délivrer aux unités les matières et effets ressortant à ses attributions qui leur seront nécessaires à la mobilisation. Il prévoit l'installation des locaux supplémentaires qui peuvent être nécessaires.

Il est assisté dans ce rôle par la section « mobilisation » du service de centralisation financière et administrative ; celle-ci n'administre ni ne gère de crédits. Elle détient et conserve pour le compte du Directeur de l'Intendance tous les documents relatifs à la mobilisation, s'assure que toutes les dispositions à prendre sont prévues et qu'il n'y a pas double emploi de moyens envisagés ; elle se tient en liaison avec les autres Services du Port, les autorités maritimes et militaires et l'Intendance de l'Armée de Terre.

En cas d'investissement, et, à Bizerte, dès le jour de la mobilisation, le Directeur de l'Intendance Maritime prend le titre et les fonctions de Directeur des Services d'Intendance de la Place ; le service des subsistances militaires passe sous ses ordres et il est ordonnateur secondaire unique pour la Marine, l'Air et la Guerre. La section « mobilisation » tient à jour, d'après les journaux des chefs de service et celui des intendants militaires de la place le journal de mobilisation du Directeur des Services de l'Intendance, où sont prévues journellement toutes les opérations à effectuer dès l'ouver-

Le Directeur de l'Intendance est aussi ordonnateur secondaire.

B) *Fonction d'ordonnancement.* — Cette fonction est un vestige du régime de centralisation administrative : l'ordonnance de 1844 avait créé l'unité financière dans l'Arsenal en faisant centraliser par le Commissariat l'engagement, la constatation, la liquidation et l'ordonnancement des dépenses de la Marine. Seule, la fonction d'ordonnancement a échappé au principe de l'autonomie des services. Un ordonnateur unique présente en effet des avantages certains : économie de personnel et par là d'argent, garantie de l'exactitude matérielle des calculs et de la régularité de l'imputation budgétaire, simplification dans les rapports avec le Ministre et le payeur, en même temps, liberté entière des Directions.

Dans sa fonction d'ordonnancement le Directeur de l'Intendance est assisté par la « section financière » du service de centralisation financière et administrative. Pas plus que la section mobilisation, la section financière n'administre de crédits. Elle prépare l'ordonnancement, centralise les demandes de crédits des services intéressés, tient registre des crédits délivrés mensuellement par le Ministre au Directeur, les notifie aux chefs de service, en établit l'emploi et rend le compte financier annuel du port dans un « état de développement ».

On remarquera la ressemblance du Service de Centralisation Financière et Administrative, n'ayant

aucun pouvoir propre, agissant pour le compte du Directeur de l'Intendance, ne gérant enfin ni crédit ni matériel, avec le Secrétariat du Directeur. De fait le Service et le Secrétariat ont été fusionnés à Rochefort et à Lorient.

SECTION II. — *Le Service de la Solde*

Le Service de la Solde est chargé de la surveillance administrative des unités ; de l'administration du personnel non ouvrier de la Marine en ce qui concerne la solde, les accessoires de solde et les pensions ; enfin, en temps de guerre, de certaines opérations se rattachant aux prises.

§ 1. — Surveillance administrative des unités

Les Unités administratives doivent demander aux Services compétents les prestations en nature ou en deniers qui leur sont nécessaires. Les Services étant responsables de l'emploi de leurs crédits, chacun d'eux devrait vérifier les droits des unités et en surveiller la gestion financière dans les limites de sa compétence. Il en fut ainsi autrefois ; mais depuis longtemps, on a jugé plus simple de confier ce rôle de surveillance au service le plus intéressé, celui de la Solde, et à lui seul.

Le Service de la Solde vérifie, certifie et liquide

les pièces de liquidation que lui transmettent les unités pour toutes dépenses de solde, accessoires de solde, traitements de table et frais de passage, dont l'ordonnancement doit être effectué dans l'Arrondissement.

Il exerce une surveillance incessante sur la gestion financière des unités du port comptable, veille à l'application régulière des lois, décrets et règlements, enfin tient des écritures contradictoires sur un document dit « contrôle du service de la solde », au moyen duquel il peut vérifier la rectitude de l'administration de l'unité et, en cas de sinistre, reconstituer la liste d'équipage et le compte financier de toute personne embarquée.

Il est tenu un « contrôle » par unité.

La comptabilité de la solde et de ses accessoires est encore vérifiée à la fin de chaque année ; à ce moment, le service de la Solde se fait envoyer tous les documents de cette comptabilité, il s'en sert pour vérifier le rôle d'équipage ; après l'avoir vérifié et complété, il procède à son arrêté et le transmet à son bureau de liquidation.

Ces diverses opérations sont accomplies par la Section Unités Administratives.

A la Section des vérifications et apurements, est échu le rôle de vérifier périodiquement la comptabilité de toutes les unités relevant du Préfet Maritime et, sur la demande des commandants, de toute unité présente au port faisant partie d'une autre Région Maritime ou d'une force navale indé-

pendante. A la fin de l'année, cette section procède à l'apurement de ces mêmes comptes par la vérification complémentaire de tous les documents et la comparaison avec les pièces justificatives ; elle rédige ensuite un rapport spécial d'apurement qui relève les erreurs et irrégularités commises dans l'administration de l'unité, indique les responsabilités encourues sur lesquelles statuera le ministre, enfin propose, s'il y a lieu, des gratifications en faveur des agents de gestion et d'exécution.

Le Service de la Solde, surveillant administratif des unités, est encore chargé de donner la suite réglementaire aux actes de l'Etat-Civil et testaments reçus à bord, de coter et parafer les principaux documents comptables tenus dans l'Unité pour donner authenticité aux écritures qui y seront faites.

La surveillance du service de la Solde est ainsi intimement liée à l'administration des unités.

En dehors de ce rôle très particulier, le service de la Solde est chargé de l'administration de tout le personnel de la Marine, ouvriers exceptés.

§ 2. — Administration du Personnel non-ouvrier de la Marine

En ce qui concerne les Unités, cette administration n'est qu'indirecte : elle se fait par l'intermédiaire des Conseils d'administration dont le Service est le surveillant administratif. Le Personnel des

Services est administré par la Section du Personnel à terre. Elle constate les droits à la solde et accessoires de solde de tout le personnel de direction, de gestion ou d'exécution, de contrôle, civil ou militaire de la Marine et non porté au rôle d'une unité administrative. Elle tient pour chaque corps un « contrôle » sur lequel sont mentionnés : les mutations du personnel, les paiements faits et les imputations exercées sur la solde ; elle prépare la liquidation de ces dépenses. En même temps, la Section établit pour tout le personnel des bulletins individuels de renseignements relatifs à l'impôt cédulaire sur les traitements.

Elle constate également et liquide les frais de déplacement de tous ces fonctionnaires, et vérifie les frais de déplacement payés au personnel ouvrier, au moyen de documents que lui transmettent les directions et services intéressés.

La Section du Personnel à terre a encore d'autres attributions : réception des rengagements et réadmissions dans le personnel des Equipages de la Flotte et des divers corps de la Marine, tenue du contrôle des boursiers de la Marine dans les établissements universitaires.

A la fin de l'année, le chef de la Section arrête les contrôles et les transmet au bureau de liquidation qui, disposant également des contrôles envoyés par la Section des unités administratives, établit la revue de liquidation des unités et des Services. A côté de lui, le bureau de la comptabilité suit la si-

tuation des chapitres solde et frais de déplacement, établit les demandes mensuelles de crédits sur ces chapitres et impute sur chacun d'eux les dépenses liquidées par le service ; en fin d'année, il établit pour ces chapitres un état de développement envoyé au service de centralisation financière et administrative.

§ 3. — Pensions

Le Personnel administré en ce qui concerne la solde par l'Intendance, l'est de même en ce qui concerne les pensions ; ce rôle est dévolu à la section matricules-pensions.

Le bureau des matricules est chargé de constater les droits à la pension. Chaque fonctionnaire de la Marine est inscrit sur un registre ; à son article, le bureau mentionne toutes les mutations ayant une influence sur les droits à la retraite ; il en a connaissance par les bulletins individuels de mutation, que lui transmet le bureau maritime de recrutement ; il établit les états généraux de services du personnel figurant sur les matricules. Il établit les mémoires de proposition de pension du personnel appartenant à la Direction de l'Intendance Maritime ; il vérifie et transmet au Département les mémoires de proposition de pension du personnel civil de l'Arrondissement, ainsi que ceux du personnel militaire de tous les corps admis à la re-

traite. Il constitue les dossiers de pension pour invalidité, pour veuves, orphelins et ascendants, paye des allocations d'attente aux postulants et aux grands invalides, ainsi que des indemnités de soins aux tuberculeux.

La section des Pensions, dont les attributions sont fort lourdes, relève du Ministère des Pensions, bien qu'étant sous l'autorité du chef du service de la Solde.

§ 4. — Les Prises

La Section des Prises, qui ne fonctionne qu'en temps de guerre, est chargée de faire l'instruction préparatoire qui précède le jugement par le conseil des prises et de prendre pendant cette période toutes mesures conservatoires utiles. Après validation de la prise, elle opère la liquidation et en verse la valeur nette au fonds des Prises Maritimes. Cette section serait beaucoup plus logiquement rattachée au Service des Approvisionnements.

Le Trésorier du Service de la Solde gère le fonds d'avance constitué pour faire face aux dépenses du mois et effectue en cours de mois certaines dépenses : parfait paiement des soldes du personnel quittant le service au cours du mois, menues dépenses du service, etc... Il tient à cet effet un livre de paiement et un livre-journal des opérations de caisse.

SECTION III. — *Le Service des Approvisionnements*

Le Service des Approvisionnements de la Flotte est chargé : de délivrer aux bâtiments de l'Etat une partie de leur matériel, de conserver et d'acheter ce matériel, de gérer les crédits afférents à ces dépenses, ainsi qu'à certaines autres ; enfin en temps de guerre, il est chargé du service des réquisitions maritimes.

§ 1. — Le matériel à délivrer

Par l'intermédiaire du service des approvisionnements de la Flotte, l'Intendance Maritime joue un rôle de premier plan dans la disponibilité des vaisseaux de guerre. Le Service des Approvisionnements est en effet chargé de délivrer le « matériel commercial » aux bâtiments.

Le matériel commercial s'oppose au matériel industriel (qui est à la charge du Service des Constructions Navales) ; le matériel commercial est celui qu'on trouve dans le commerce ; le matériel industriel celui que fournit l'industrie. Ce critérium est si peu satisfaisant, si incertain que la circulaire du 8 Novembre 1928 a dû faire l'énumération de tous les articles industriels ; tout matériel ne rentrant pas dans cette liste est réputé commercial (1)

(1) Les articles nouveaux relèvent, sauf décision ministérielle contraire, du service des Constructions Navales.

et relève du service des Approvisionnements : parmi les innombrables articles ressortissant à ce Service, il faut mentionner spécialement les combustibles (solides et liquides) et les huiles de graissage.

Les combustibles solides sont : les charbons en roche et les agglomérés : les premiers proviennent surtout d'Angleterre, les autres principalement de France ; les moyens de transport par mer de ces charbons sont presque inexistants. Les combustibles liquides (mazout et gas oil) tendent de plus en plus à remplacer le charbon. La France ne produisant à peu près pas de pétrole — base de ces produits — l'Intendance s'est préoccupée d'en organiser le stockage, qui atteint actuellement près de 800.000 tonnes ; elle dispose en outre d'une dizaine de bâtiments pétroliers.

Le service des Approvisionnements délivre donc le matériel commercial aux bâtiments, ainsi qu'aux formations militaires de la Marine à terre et aux centres d'aéronautique maritime. Mais, en ce qui concerne les bâtiments, il faut établir une distinction. Le service des Approvisionnements ne supporte pas la charge financière du « premier armement des bâtiments neufs ou nouvellement acquis par la Marine », ceci pour ne pas compliquer la comptabilité budgétaire qui distingue les chapitres d'entretien et de travaux neufs. La charge financière du premier armement incombe à la Direction des Constructions Navales même en ce qui concerne le ma-

tériel commercial, dont elle s'approvisionnera par voie de cession auprès du service des Approvisionnements. La délivrance du matériel commercial aux bâtiments armés est au contraire à la charge de ce dernier service.

En dehors de ce rôle essentiel, le service des Approvisionnements est chargé de délivrer le matériel du service automobile général, celui des organismes de recherches scientifiques de Toulon et Cherbourg ; il répare et entretient les immeubles qui lui sont affectés ; achète, répare et entretient le matériel à terre qui est nécessaire au fonctionnement de ses parcs à combustibles, et magasins, tient les comptes des réquisitions en temps de guerre, etc...

Le Service des Approvisionnements entretient donc une masse considérable de matériel. De quelle manière ?

§ 2. — Conservation du Matériel

Les emplacements de dépôt du matériel sont désignés par le chef de la section des recettes, recensements et services extérieurs. Lorsque le matériel est introduit par bâtiment de commerce, il indique à la Direction du Port le quai auquel doit, autant que possible, être amarré ce navire. Il fait effectuer le déchargement en bon ordre et avec rapidité ; s'il s'agit de combustibles ou d'huiles de graissage, le chef de la section technique assure les

opérations matérielles de déchargement, de stockage et de manutention.

Le matériel peut être introduit dans la salle de dépôt et ses annexes, ou bien être, s'il s'agit notamment de combustibles et d'huiles lourdes, stocké dans des parcs.

La salle de dépôt est constamment surveillée par le chef de la section des recettes et recensements, qui y fait régner un ordre absolu. Il assure le déballage du matériel avec tout le soin nécessaire ; prélève les échantillons à soumettre aux épreuves et essais prévus au marché ou invite le délégué technique de la commission des recettes du matériel à visiter sur place. Ceci fait, il convoque la commission des recettes, dont il est membre. Si la Commission refuse de garder le matériel, le chef de la Section instruit l'appel en cas de réclamation du fournisseur au Directeur de l'Intendance. Si la Commission reçoit le matériel quant à la qualité, il appartient au chef de la section d'en vérifier les quantités en présence du livrancier. Enfin, il fait enlever par le Magasin la livraison reçue, en principe au moyen de son personnel ouvrier, à l'aide d'entrepreneurs si c'est nécessaire.

Le Magasin est sous la direction du chef de la section des prévisions, qui y effectue des visites et recensements fréquents en vue d'y faire régner l'ordre et le bon entretien ; ses investigations lui permettent de constater la situation des approvisionnements et de signaler à la section des marchés,

au moyen d' « états » détaillés, les besoins à satisfaire.

Il surveille de la même façon la salle des remises.

Les combustibles et huiles lourdes entreposés dans les parcs sont conservés par le chef de la section technique. Celui-ci doit s'assurer que les caractéristiques des matières entreposées répondent exactement aux conditions réglementaires et prendre toutes mesures utiles, le cas échéant, pour améliorer la qualité des combustibles détériorés. Il veille au bon état des installations immobilières et des appareils affectés à ces parcs et s'assure que ceux-ci fonctionnent convenablement en les soumettant à des essais fréquents. Il prépare et étudie avec les services constructeurs et utilisateurs les projets de modification, réparation ou création de parcs ; il fait effectuer les réparations nécessaires.

§ 3. — Passation des marchés et commandes

Le service des Approvisionnements pourvoit à ses besoins au moyen d'achats préparés et passés les uns au Ministère (ce sont notamment tous les achats de combustible et de véhicules pour le service automobile), soit par sa section des marchés et commandes. Celle-ci peut, soit passer des marchés, soit émettre des commandes sur marchés en cours, soit conclure des achats sur facture, soit enfin établir

des demandes de cession à un autre service de la Marine ou à un autre département ministériel ; elle suit l'exécution de ces marchés et commandes, stimule les fournisseurs et poursuit contre eux, s'il y a lieu, l'application des clauses pénales.

§ 4. — Les Crédits

La passation des marchés et commandes entraîne des dépenses. A cet effet, le service des Approvisionnements administre des crédits ; il est de plus chargé de l'administration des crédits relatifs aux fournitures d'eau douce faites hors des ports militaires aux bâtiments de la Flotte ; aux fournitures d'énergie électrique en tant que force, dans les ports, aux bâtiments de la Flotte en service et à toutes les formations militaires à terre ; à l'éclairage et au chauffage de ses bureaux et ateliers ; aux indemnités pour abordages et avaries causés par des bâtiments de la Flotte en service, ou pour dommages causés par leurs tirs, etc., etc...

Au début de l'année, le chef de la section des prévisions établit et transmet au Département les demandes de dotation du service sur l'exercice courant. Il se tient au courant, par la tenue et l'étude des cahiers signalétiques, par les renseignements que lui fournit le gestionnaire du magasin, enfin par les recensements et visites qu'il opère lui-même dans ce magasin, de la situation des approvisionnements.

Il vérifie les états de besoin et les billets de demande des Unités et s'assure que les demandes n'excèdent pas les allocations réglementaires et sont justifiées ; il vérifie de même les billets de remise.

La liquidation de toutes ces dépenses est opérée par le chef de la section de liquidation et de comptabilité. La liquidation est faite, sauf exception prescrite par le chef de service, dans l'ordre chronologique de la constatation des droits. Le chef de la section est également chargé de suivre la gestion des crédits alloués au service : il tient registre des opérations financières, établit chaque mois la situation des crédits engagés et des demandes de fonds, éventuellement des fonds libérés.

Le Trésorier gère le fond d'avance du service, à l'aide duquel il fait face aux menues dépenses incombant régulièrement à ce fonds ; il reçoit le montant des cessions aux particuliers payables d'avance et le reverse au Trésor.

§ 5. — Réquisitions Maritimes

En temps de guerre, une section est chargée de centraliser toutes les questions se rattachant aux réquisitions maritimes. Les navires de commerce non militarisés et les engins flottant réquisitionnés sont rattachés pour la tenue de leurs comptes et indemnités de réquisition au port militaire chef-lieu de la Région où s'est opérée la réquisition.

Le chef de la section des réquisitions constitue et garde les dossiers de réquisition des bâtiments flottants. Il tient les comptes ouverts pour le règlement des indemnités et note dans les dossiers tout événement susceptible d'influer sur les droits des prestataires (avaries, travaux modifiant l'état primitif du navire, etc...). Il fournit tous les documents et renseignements nécessaires aux commissions de visite, de réquisition ou d'évaluation. Il prépare la liquidation des indemnités allouées.

La section est en outre chargée d'examiner les questions de législation, réglementation, etc... concernant le régime des prises.

SECTION IV. — *Le Service des Subsistances*

Le Service des Subsistances est chargé de l'approvisionnement, de la garde et de la délivrance des vivres aux unités administratives, groupements coopératifs de la marine, etc... ; de la liquidation des indemnités de vivres, de l'administration du personnel ouvrier de l'Intendance Maritime, etc...

§ 1. — Approvisionnements de vivres

Pour parer aux demandes de délivrances en nature, le service des Subsistances doit approvisionner dans ses magasins toutes les denrées entrant

dans la composition de la ration : vivres-pain, vivres-viande, vin et aussi les petits vivres, les vivres de malades, les produits nécessaires à la fabrication du pain, les récipients nécessaires au logement des denrées, enfin le combustible pour la cuisson des aliments. Pour constituer ces approvisionnements, le Service peut ou passer des marchés, commandes, etc., ou les confectionner dans ses ateliers au moyen de matières premières provenant de marchés.

Dans le premier cas, la Section administrative prépare et passe les marchés, achats sur facture, demandes de cession à un autre service ou Département, et commandes comme la section des Marchés et Commandes du Service des Approvisionnements, après constatation des besoins par le chef de la dite Section.

Dans le second cas, les confections de denrées ont lieu dans les ateliers sous la direction du chef de la Section des ateliers, recettes et recensements, qui dispose de tout un personnel technique et ouvrier.

En ce qui concerne les vivres-pains (blé, farine, pain, biscuiterie), chaque service des Subsistances fabrique son pain dans sa boulangerie ; le chef de la section des ateliers surveille les épreuves pratiques subies par les matelots candidats au brevet de boulanger ; la boulangerie la plus importante, celle de Toulon, peut produire plus de cinquante mille rations en vingt-quatre heures. Tous les ports

chefs-lieux de Région possèdent un moulin, sauf Bizerte, qui achète de la farine fabriquée ; Bizerte est également le seul de ces ports qui ne dispose pas d'une biscuiterie.

Les vivres-viande comprennent la viande fraîche, la viande frigorifiée et les conserves. La viande fraîche est fournie par voie de marché ; l'abattage a lieu sous la surveillance de la Marine. La viande frigorifiée vient d'Argentine et d'Australie ; chaque service des Subsistances la conserve dans des installations frigorifiques, assez importantes à Brest et à Toulon. Les conserves de viande sont cédées par le Département de la Guerre.

Le vin provient généralement du Roussillon et d'Algérie ; chaque Service des Subsistances dispose de récipients pour le recevoir.

Le Service des Subsistances constitue également des approvisionnements de petits vivres : café, sucre, graisse, vinaigre, haricots, riz, etc... ; de produits nécessaires à la fabrication du pain à bord ; de bois à brûler pour la cuisson des aliments ; de fourrages pour l'alimentation du bétail embarqué à bord des bâtiments.

Le matériel reçu est placé dans la salle de dépôt. Le chef de la section des ateliers a sur ce point exactement les mêmes attributions que son collègue de la section des recettes, recensements et services extérieurs du Service des Approvisionnements.

Il désigne les emplacements de dépôt du matériel reçu, fait effectuer rapidement et avec soin le

déchargement et le déballage, prélève les échantillons en vue des essais et épreuves pratiques, convoque la commission des recettes, assure l'exécution de ses décisions, procède à la vérification des quantités, enfin surveille constamment la salle de dépôt, afin d'y faire régner un ordre rigoureux et effectue de nombreux recensements.

Le magasin est sous l'autorité du chef de la section administrative en ce qui concerne son agencement ; il veille à ce que les articles y soient bien classés, gardés et prêts à une prompte délivrance aux services. Au point de vue technique, il est sous la surveillance du chef de la section des ateliers qui prend toutes mesures nécessaires pour assurer la conservation des denrées.

§ 2. — Indemnités représentatives de vivres

Une partie du droit à la ration du personnel de la Marine est représentée par une indemnité de vivres. Le chef de la section administrative prépare et soumet au Directeur de l'Intendance les tarifs d'indemnité de vivres concernant les unités administratives et reçoit à cet effet de celles-ci les renseignements nécessaires.

La même section prépare la liquidation et présente à l'ordonnancement du Commissaire Général les indemnités de vivres des unités stationnées dans la Région Maritime.

Le service des Subsistances n'intervient pas

dans l'emploi que font les unités de leurs indemnités pour s'approvisionner en vivre frais.

Toutefois, depuis quelques années, les unités doivent obligatoirement, chaque fois que cela est possible, faire leurs achats de vivres frais dans les « Services d'Approvisionnement des Ordinaires », véritables coopératives de consommation, administrées sous le contrôle du Service des Subsistances.

Le Service des Subsistances est également chargé de l'administration du personnel ouvrier de l'Intendance Maritime, ainsi que de la surveillance de la comptabilité de l'emploi aux travaux, et de l'exécution des travaux de réparation et d'entretien concernant les immeubles qui lui sont affectés.

§ 3. — Administration des crédits alloués au Service des Subsistances

Le Service des Subsistances administre les crédits relatifs aux dépenses de vivres en nature et en indemnités, du personnel ouvrier de l'Intendance, de réparation et d'entretien de ses immeubles, ainsi que ceux relatifs aux achats, à la construction et à l'aménagement de ses immeubles, sauf en ce qui concerne le mobilier ; à l'éclairage, au chauffage et aux fournitures d'eau douce de ses bureaux et ateliers ; enfin aux gratifications allouées à son personnel d'exécution et de gestion.

A cette fin, la section administrative établit les demandes de dotations et suit en cours d'année la

situation des crédits alloués. A la différence du Service des Approvisionnements, elle ne tient pas de cahiers signalétiques, mais suit les approvisionnements par la situation des vivres établie le premier de chaque mois et par l'état des changements notables établi le dix et le vingt.

Elle vérifie les états de besoins et les billets de demande et de remise des unités, en s'assurant que les demandes sont justifiées et n'excèdent pas les allocations réglementaires.

Elle prépare la liquidation de toutes les dépenses imputables sur les chapitres budgétaires administrées par le Service et veille au remboursement de toutes les cessions effectuées ou reçues ; la liquidation se fait de la même façon qu'au Service des Approvisionnements.

Le Trésorier possède les attributions de son collègue du service des Approvisionnements de la Flotte ; il est en outre chargé du paiement des salaires et frais de déplacement des ouvriers de l'Intendance Maritime.

SECTION V. — *Service de l'Habillement, du couchage et du casernement*

Ce Service a été longtemps rattaché au Service des Subsistances ; aujourd'hui encore, il n'est autonome qu'à Brest et à Toulon. Il exerce un assez grand nombre d'attributions :

§ 1. — Habillement

Le Service doit approvisionner et délivrer : les effets et articles d'habillement destinés aux équipages de la Flotte, aux corps militaires assimilés : marins-pompiers, gardes-consignes, guetteurs sémaphoriques, marins des directions de ports, au personnel de gardiennage et au personnel de la marine marchande habillé à titre de cession — les articles spéciaux pour le service automobile, le matériel d'école élémentaire — les vêtements de travail des ouvriers des Arsenaux, etc...

Pour remplir son rôle, le service de l'Habillement achète certains articles confectionnés, par exemple les bonnets de marins, et les matières premières nécessaires à la confection d'autres articles, notamment ceux de drap et de toile, qu'il fabrique dans ses ateliers. Ces ateliers sont dirigés par le chef de la section des recettes, recensements et ateliers, qui est responsable de leur bon fonctionnement et donne les ordres de confection ; il surveille particulièrement l'atelier de coupe et de confection, ainsi que l'atelier de réparation d'effets. La coupe est faite à l'entreprise par un maître-tailleur, à la fois agent et fournisseur de la Marine, qui répartit le travail entre des ouvrières à domicile, veuves ou filles de marins. Un maître-cordonnier dirige l'atelier de réparation des brodequins sous la surveillance du chef de section.

§ 2. — Imprimés

Le Service est chargé de répartir entre les services et les unités les imprimés et registres envoyés par le Ministère et de lui transmettre leurs demandes à ce sujet ; il achète et délivre aux Services les imprimés, documents et ouvrages réglementaires qui ne lui sont pas adressés par l'Administration Centrale ; il achète les livres des bibliothèques des équipages, s'occupe de tout ce qui concerne la reliure, l'abonnement aux journaux et périodiques réglementaires.

§ 3. — Couchage et Casernement

Le Service de l'Habillement pourvoit, par achat ou confection, à l'approvisionnement et à la délivrance du matériel de couchage à bord et à terre (sauf dans les hôpitaux) ; il exerce la surveillance du service du couchage à terre. Il a la charge du casernement, c'est-à-dire qu'il délivre, entretient et répare tous les objets de casernement des bâtiments de la Marine à terre, autres que le matériel d'attache ; il en a aussi la police administrative. Il assure l'ameublement des hôtels et bureaux autres que ceux dépendant des Directions de travaux, du Port ou de Santé (en vertu de l'idée d'autonomie).

§ 4. — Autres attributions

Il assure le chauffage et l'éclairage des établissements et locaux de la Marine à terre ne ressortissant ni à la Direction du Port, ni aux Directions de Travaux, ni à la Direction du Service de Santé, ni aux Services des Subsistances et Approvisionnements, ni aux ateliers de formations militaires à terre.

Il exécute les travaux de réparation et d'entretien des immeubles affectés à ses besoins et à ceux de la Direction de l'Intendance, des écoles qui en relèvent, du service de la solde et du service de centralisation financière et administrative.

Il est en outre chargé d'administrer les crédits relatifs à ces divers chefs de dépenses ainsi qu'aux achats, à la construction et à l'aménagement de ses immeubles et de ceux de l'Intendance, autres que ceux des services des Approvisionnements et des Subsistances — et enfin aux gratifications allouées à son personnel de gestion ou d'exécution.

La prévision et la gestion des dotations, la surveillance des approvisionnements, la constatation des besoins, la liquidation des dépenses, la gestion financière sont exercées par la section des Prévisions de la même façon que dans le Service des Approvisionnements de la Flotte. De même, la recette du matériel, la surveillance de la salle de dépôt, les recensements, etc..., sont effectués par le chef de la

Section des Recettes, recensements et ateliers dans les mêmes conditions que par son collègue du service des Approvisionnements. Il n'y a donc pas à y insister. Quant au Trésorier, son rôle est analogue à celui du trésorier du service des Approvisionnements ; cependant il est en outre chargé de payer les ouvrières travaillant à domicile pour les ateliers de confection et de réparation.

On remarquera le parallélisme assez étroit qui existe entre les services d'Approvisionnements, des Subsistances et d'Habillement; la gestion financière, la gestion du matériel sont à peu près identiques pour chacun des trois Services. C'est qu'en effet, ils présentent ce point commun d'être tous trois des services d'approvisionnements.

CHAPITRE IV

L'ADMINISTRATION CENTRALE

SECTION I. — *Direction Centrale de l'Intendance Maritime*

Le Directeur Général de l'Intendance Maritime est le chef de toute l'Intendance de la Marine : il prépare, sous l'autorité du Ministre, les projets qui s'y rapportent, indique à ses subordonnés les voies et moyens à suivre, règle et surveille leur travail, l'intensifie, résout enfin les principales difficultés et centralise toutes les affaires de son ressort. Il est assisté dans ce rôle par les bureaux qui constituent la direction centrale de l'Intendance. En outre, le Ministre lui confère par délégation de larges pouvoirs pour régler les affaires courantes.

D'autre part, le Directeur Général assure la liaison avec les autres Services centraux en prenant part au Conseil des Directeurs qui réunit, sous la présidence du Ministre, les directeurs des services centraux, le chef d'Etat-Major Général et le chef de cabinet pour examiner les questions qui lui sont soumises par le Règlement ou le Ministre. Dans le même ordre d'idées, il participe à la Conférence des services d'action, présidée par le chef d'Etat-Major

Général et comprenant les chefs des services centraux ; cette conférence a pour but d'établir unité de vues et, par suite d'actions entre les Directeurs et de résoudre les questions communes à plusieurs d'entre eux.

§ 1. — Le Bureau de la Solde et des Pensions

Le bureau de la Solde et des Pensions est d'abord un organe centralisateur : il centralise notamment les revues de liquidation préparées par les Services régionaux de la Solde, les vérifie et les envoie à la Cour des Comptes ; il reçoit d'eux les rapports d'apurement de la comptabilité des bâtiments et prend les décisions qu'il juge utiles. Il dirige leur activité.

Organe d'études, il étudie, avec les Directions intéressées, toutes les questions relatives à la réglementation de la solde et de ses accessoires, prépare les modifications à y apporter et tranche les difficultés d'interprétation. Il étudie les questions intéressant les pensions en relation avec les ministères des Pensions et des Finances. Il prépare la réglementation des indemnités de charges de famille pour le personnel militaire (1). Enfin il est chargé d'étudier toutes questions ayant trait aux succur-

(1) En ce qui concerne le personnel civil, il applique la réglementation commune.

sales navales de la Caisse d'Epargne et aux agences postales navales, ainsi que d'en préparer la réglementation.

Il liquide certaines dépenses : pensions civiles de la Marine ; retenues pour pensions exercées sur la solde des fonctionnaires divers de la Marine, frais de voyage à l'étranger effectués sur mémoires.

Enfin, le Bureau prévoit et administre certains crédits : les crédits relatifs aux frais de déplacement du personnel de la Marine, aux frais de transport à bord des bâtiments de commerce, au personnel en service à Paris n'appartenant pas à l'Administration Centrale, aux frais de service des attachés navals, aux achats de médailles et insignes des ordres militaires, etc...

§ 2. — Bureau des Subsistances

Le Directeur Général, par l'intermédiaire du bureau des Subsistances, indique la marche à suivre aux différents services des Subsistances, particulièrement en ce qui concerne le stockage des vivres.

Le Bureau prépare les marchés généraux des vivres, et établit les modèles-types des marchés à passer par les services régionaux, il approuve ceux dont l'importance dépasse la compétence des autorités locales et a le contentieux de tous ceux qu'elles passent.

Il s'occupe de toutes les questions intéressant le service et la comptabilité des vivres dans les unités et prend les décisions utiles après réception du rapport d'apurement des comptabilités vivres de ces unités.

Il effectue les prévisions budgétaires des Services, répartit entre eux les crédits alloués, centralise leurs dépenses, suit leur comptabilité, etc... Il liquide en outre les dépenses afférentes aux marchés de fournitures et de transport conclus à Paris ainsi que les dépenses de frais de représentation et de traitements de tables. Il régularise les cessions incombant au Département. Organe de recherches, il étudie, de concert avec la Direction Centrale des Constructions Navales et l'Etat-Major Général, toutes les questions d'installations de vivres et de cuisines des bâtiments ; il se tient en relations avec le service technique de l'Intendance pour les questions techniques concernant ses attributions.

§ 3. — Le bureau de l'Habillement, du couchage et du casernement

Les attributions dévolues à ce bureau sont de même ordre que celles du bureau des Subsistances :

Direction générale des services régionaux d'habillement ; préparation des marchés généraux et établissement des marchés-types du matériel ressortissant au Service, approbation des marchés les

plus importants passés par les ports ; prévisions budgétaires des crédits nécessaires au service, répartition de ces crédits, centralisation des dépenses ; liquidation des dépenses afférentes aux marchés de transport et fournitures passés à Paris ; régularisation des cessions lui incombant, etc...

Organe de recherches, il étudie avec la Direction du personnel militaire de la Flotte, et s'il y a lieu, avec l'Etat-Major Général, toutes les questions relatives à l'habillement du personnel non-officier de la Marine : description des matières et des effets du service de l'habillement — mode et temps de confection, lessivage, blanchissage, etc... Il examine avec la Commission de Contrôle et de révision du Règlement d'Armement, les demandes en complément et en supplément à l'armement et d'allocations de matériel d'habillement, couchage, etc. Enfin, pour les questions techniques, il se tient en relations avec le Service technique de l'Intendance Maritime.

§ 4. — Bureau des Approvisionnements de la Flotte

Comme les autres bureaux, le bureau des Approvisionnements de la Flotte est d'abord investi d'une mission de direction générale vis-à-vis des Services locaux d'Approvisionnements de la Flotte.

Il prévoit les crédits qui sont nécessaires au

fonctionnement de son service ; cette prévision s'effectue de concert avec l'Etat-Major Général en ce qui concerne les combustibles. Il répartit les crédits alloués, centralise les dépenses afférentes et tient leur comptabilité. Il régularise les cessions qui lui incombent et liquide les marchés de fournitures et transport passés à Paris. Il centralise les besoins des ports en matériel de campement, d'équipement et de colombophilie, qu'il satisfait par demandes de cession au Ministère de la Guerre.

Il prépare et passe les marchés généraux, approuve les marchés les plus importants passés par les ports, a le contentieux de tous ceux-ci. Il indique les clauses et conditions à faire figurer dans les marchés de fournitures, d'accord avec les Commissions centrales des marchés commerciaux et des marchés industriels.

Le bureau centralise les questions soulevées à l'occasion des affrètements et transports, applique les tarifs, règle les affaires d'assistance et de sauvetage, etc...

Il construit et organise les parcs à combustibles de concert avec l'Etat-Major, le service technique des Machines et le service central des Travaux Mobiliers et Immobiliers ; étudie leur exploitation, ainsi que toute question technique relative aux combustibles et lubrifiants avec les deux premiers de ces organismes et le service technique de l'Intendance.

Il veille à la constitution des stocks de guerre d'accord avec l'Etat-Major Général.

Il examine les demandes en supplément ou complément à l'armement relatives au matériel qu'il gère de concert avec la Commission de contrôle et de revision du règlement d'Armement.

Il examine les comptes annuels des Ateliers Centraux de la Flotte.

Enfin, il surveille le fonctionnement du Magasin Central de la Marine à Paris, en ce qui concerne le matériel.

§ 5. — La section du Personnel

Elle est chargée de l'organisation du corps du Commissariat en liaison avec la Direction du Personnel Militaire.

Elle prépare, applique et modifie les règlements relatifs à l'organisation du personnel administratif de gestion et d'exécution et des employés de bureau, d'accord avec les Directions du Personnel Militaire, des Constructions Navales et de la Comptabilité Générale. C'est également à cette section qu'appartient l'organisation du personnel technique et ouvrier de l'Intendance, des experts de l'Intendance et des aumôniers temporaires de la Flotte avec prévision des crédits nécessaires aux soldes et salaires de ces personnes.

En outre, elle centralise les rapports des Com-missaires de la Marine et les remet à l'Inspection Générale.

§ 6. — Section des Réquisitions et des Prises
Maritimes

Cette Section centralise et étudie, avec l'Etat-Major, les questions relatives au droit de réquisition, interprète et applique la législation sur ce point, étudie les questions relatives à l'administration des prises.

Elle gère les crédits relatifs aux réquisitions de navires, et les prévoit, en liaison avec le Bureau des Approvisionnements.

Elle poursuit la validation des prises devant le Conseil des prises, puis devant le Conseil d'Etat ; en fait effectuer la liquidation et poursuit de même la validation des réquisitions devant les différentes juridictions.

§ 7. — La section de Mobilisation

La section de Mobilisation étudie et prépare, avec les bureaux d'approvisionnements de l'Intendance, les mesures propres à satisfaire les besoins de matériel en temps de guerre ; elle veille à la constitution de stocks de guerre par les Ports et se tient en liaison avec les Commissions de défense nationale s'occupant de la mobilisation.

§ 8. — Le Magasin Central de la Marine

Le Magasin central reçoit le matériel envoyé à Paris en vue de réparations ou provenant de marchés passés à Paris et dont la destination est alors inconnue ; il renferme également un approvisionnement de certains articles désignés par le Ministre : matériel de gamelle, instruments de navigation, etc... Le délégué des Directions en a la surveillance et la police, tout comme le chef de la section des prévisions du Service régional des Approvisionnements ; il reçoit, classe, recense, dépose le matériel de la même façon que le chef de la section des recettes et recensements de ce Service.

§ 9. — Le Service local de l'Intendance Maritime

Ce Service est chargé de l'administration de la Solde et de ses accessoires à l'égard du personnel de la Marine payé au mois, ne dépendant ni des cadres de l'Administration Centrale, ni du Service hydrographique, ni du Laboratoire Central, ni d'une unité administrative, en service à Paris ou dans l'intérieur de la France et à l'égard des officiers de Marine en mission à l'étranger.

Il vérifie et liquide les dépenses de solde et accessoires de solde des unités administratives constituées dans le département de la Seine et du service hydrographique de la Marine, ainsi que celles

résultant des mémoires présentés par les compagnies de chemins de fer et les compagnies de navigation n'ayant pas leur siège à Marseille pour le transport du personnel.

SECTION II. — *L'Inspection Générale*

§ 1. — *L'Inspecteur Général*

L'Inspecteur Général exerce, sans diminuer en rien l'initiative de la Direction Centrale, un contrôle attentif d'ordre technique sur les directions et services de l'Intendance Maritime en France, Algérie, Tunisie et au Maroc. Soit sur l'ordre du Ministre, soit de sa propre initiative, il peut porter ses investigations sur tout point touchant à l'Intendance et peut exiger des services d'Intendance tous les renseignements qui lui sont nécessaires. D'une façon générale, il se rend compte du bon fonctionnement technique de l'organisme : emploi judicieux de l'outillage, de la main-d'œuvre, constitution d'approvisionnements suffisants et en bon état, préparation de la mobilisation, etc... Afin de remplir au mieux sa mission, il procède à des tournées d'inspection de façon à visiter au moins une fois tous les deux ans chacun des services. Le Ministre peut en outre le charger d'inspecter les services administratifs des Forces Maritimes.

L'Inspecteur Général étend son action de con-

trôle sur le personnel du Commissariat et des corps qui en relèvent ; il fait partie des commissions d'avancement et donne son avis sur toutes les promotions exceptionnelles et au choix. Dans les cas importants, la Direction Centrale lui remet pour avis les dossiers de propositions de sanctions ou de récompenses concernant les divers corps de l'Intendance Maritime : commissariat, agents techniques, etc... avant présentation au Ministre. Il dirige l'enseignement donné à l'Ecole du Commissariat de la Marine et à l'Ecole d'Administration et inspecte régulièrement ces écoles ainsi que celle des fourriers et commis aux vivres et les centres d'instruction des cuisiniers.

Dans tous ces cas, l'Inspecteur Général résume ses conclusions dans des rapports distincts par directions ou services intéressés ; il en adresse une copie à la Direction centrale. Celle-ci lui adresse les rapports annuels des Directeurs et chefs de service de l'Intendance, des commissaires de forces navales et des Directeurs des écoles du Commissariat, d'Administration et des Fourriers.

L'Inspecteur étudie ces rapports et centralise les conclusions qu'il en tire dans un nouveau rapport. Tous ces rapports sont remis au Ministre qui peut soumettre les propositions incluses au Conseil Supérieur de la Marine. Après avoir entendu le Directeur Central et l'Inspecteur Général, le Conseil donne son avis.

L'Inspecteur Général peut toujours être con-

sulté au point de vue technique par la Direction centrale ; mais la Direction n'est jamais obligée de suivre ses conseils.

En outre, l'Inspecteur Général est président ou membre d'un certain nombre de commissions et comités du Ministère de la Marine : il a la présidence de la commission des marchés commerciaux, qui connaît de tous les marchés à caractère plus commercial qu'industriel ; cette commission prépare et conclut, sur l'ordre et avec ratification du Ministre, tous les marchés commerciaux passés à Paris ; elle examine, avant présentation au Ministre les marchés passés par les Ports, propose la solution des litiges nés de l'interprétation des clauses des contrats, et les modifications à apporter à la réglementation des marchés. Ces propositions sont étudiées par la Commission mixte consultative des marchés en ce qui concerne les traités de fournitures ; l'Inspecteur Général fait partie de cette Commission mixte, ainsi que du comité d'examen des comptes de travaux de la Marine et du comité consultatif des demandes en exonération de pénalités : il peut se faire représenter par son adjoint au sein de ces deux comités.

Il préside la commission de refonte méthodique du Bulletin Officiel de la Marine, qui classe par fascicules distincts les textes se référant aux divers services ou ensembles de services de la Marine.

Enfin, il peut être Conseiller d'Etat en service extraordinaire.

§ 2. — Le Service technique de l'Intendance

Le service technique est avant tout chargé des études et recherches techniques et expérimentales intéressant l'Intendance Maritime, sous réserve des attributions dévolues en ce qui concerne les combustibles et lubrifiants au service technique des Machines. A ce titre, il dirige et surveille le dépôt central des échantillons et modèles-types et prépare les éléments des délibérations de la commission des marchés commerciaux sur les affaires d'ordre technique de son ressort.

En outre, les officiers et les experts de ce Service peuvent être appelés à faire des enquêtes et opérer des vérifications dans les ports ou dans l'intérieur sur l'ordre de l'Inspecteur Général.

CONCLUSION

APPRÉCIATIONS DU SYSTÈME ACTUEL ET PROJETS DE RÉFORME

APPRÉCIATION GÉNÉRALE

De 1914 à 1918, le corps du Commissariat de la Marine a dû faire face à une lourde tâche : ravitaillement souvent difficile d'une Flotte grossie de nombreux navires réquisitionnés ; création en Méditerranée de bases navales nombreuses et importantes ; service administratif à bord des bâtiments dans des conditions rendues difficiles par suite de la pénurie de personnel comptable, etc... Il ne se montra cependant pas inférieur à la situation et donna toute satisfaction au Commandement. A la fin de la guerre, le Ministre de la Marine lui rendait un hommage bien mérité en remettant la croix de guerre à l'Ecole du Commissariat de la Marine.

Dans la Marine et en dehors d'elle, le corps du Commissariat ne fait l'objet que d'appréciations unanimement flatteuses ; chacun s'accorde à en vanter la compétence, l'intégrité et le dévouement.

Et cependant, l'accord est presque aussi unanime lorsqu'il s'agit de critiquer le Service de l'Intendance Maritime et d'en proposer la réforme. Critiques et projets, du reste, qui ne visent pas seulement le Service de l'Intendance, mais tous les Services de la Marine et plus généralement l'ensemble des Services Publics.

Toutes les critiques peuvent se résumer en celle-

ci : le Service coûte cher. Tous les plans de réforme tiennent dans cette formule : industrialisation du Service.

LES CRITIQUES

L'Amiral Darrieus, dans son étude sur « la Réforme administrative de la Marine », a montré que les dépenses purement militaires du Département de la Marine n'atteignent pas le tiers des crédits qui lui sont alloués. Le reste va à l'administration, aux Services ; parmi ceux-ci à l'Intendance.

L'Intendance coûte donc cher. Pourquoi ?

La première raison doit être cherchée dans la réglementation, beaucoup trop minutieuse ; les Pouvoirs publics ont voulu en effet rendre très difficiles, sinon impossibles les malversations. D'où l'existence d'une comptabilité énorme : il suffit, pour se rendre compte de la quantité étonnante d'écritures qu'elle requiert de considérer la bibliothèque formée par les Registres de comptabilité à bord de n'importe quel bâtiment.

On arrive ainsi à sauvegarder plus ou moins parfaitement les intérêts du Trésor, mais aussi à retarder toutes les opérations, et comme le temps est de l'argent, à en accroître le prix. Un exemple suffira à montrer les pertes que fait subir au Trésor la comptabilité en vigueur, alors qu'elle prétend

en sauvegarder les intérêts : un navire déchargé en 5 jours pour le compte d'une compagnie privée, l'est en trois fois plus de temps quand l'Intendance (ou tout autre Service public) opère.

On a donc réclamé le remplacement de la comptabilité en vigueur par la comptabilité industrielle ou, à tout le moins, sa simplification.

Un décret de 1922 est venu apporter quelques améliorations sur ce point.

La réglementation actuelle fait aussi trop souvent intervenir la Direction Centrale dans les Arsenaux, a-t-on dit, ce qui entraîne l'éparpillement des responsabilités et, par suite, la quasi impossibilité d'appliquer les sanctions prévues.

Par ailleurs, les fonctionnaires locaux ou régionaux perdent tout esprit d'initiative ou se font rappeler à l'ordre quand ils en font usage, même à bon escient. Enfin, l'ingérence perpétuelle des bureaux est encore une cause de lenteur dans la marche des opérations.

Certains réformateurs ont alors réclamé l'autonomie complète des Arsenaux sous la direction d'un chef responsable commandant à des Directeurs de service également responsables.

Sans prendre pied sur ce terrain inconnu, les décrets du 22 avril 1927 et du 22 mars 1928 ont accompli une œuvre très utile en élargissant les pouvoirs des Directeurs de l'Intendance.

À côté du mal causé par une réglementation tâtilonne, se placent les innombrables dommages

due au fait qu'il n'existe en réalité aucun organisme de direction au-dessus des Services. Chacun fait sa besogne sans s'inquiéter de son voisin. C'est ainsi qu'on a pu voir pendant la guerre chaque Direction charger, sur un navire-transport, du matériel à destination d'une escadre comme si aucune autre Direction n'existait : le résultat, le voici : l'Intendance ayant opéré avant les autres services le chargement de son matériel, les objets légers qu'elle avait embarqués se trouvèrent écrasés par le matériel plus lourd que chargeait par dessus la Direction des Constructions Navales.

Il n'est toutefois que juste de faire remarquer que des faits de ce genre n'ont été relevés que pendant la guerre, alors que les Services devaient assumer une tâche très lourde avec des moyens très réduits.

Il est cependant hors de doute qu'il n'existe pas effectivement de chef administratif de l'Arsenal capable de faire régner l'accord entre les Directions. Le Préfet Maritime (en temps de guerre le Major Général) auquel les textes attribuent cette mission la délaisse de plus en plus pour se donner tout entier à son rôle militaire, de plus en plus absorbant.

Aussi, certains ont-ils proposé d'établir à ses côtés un chef de l'Administration de l'Arsenal, qui le déchargerait entièrement de ses fonctions administratives. C'est somme toute préconiser le retour au système de Colbert, avec cette importante différence que les Directions garderaient, sous une auto-

rité commune et efficace, leur autonomie nécessaire, au lieu d'être, comme jadis, de simples instruments du Commissariat.

Ce projet prévoit également que le chef du service administratif sera subordonné au Préfet Maritime, chef militaire. Il peut sembler séduisant, mais il laisse dans l'ombre un point capital : où prendra-t-on le chef du service administratif ? en dehors de la marine ? c'est risquer son incompétence. Et si on le choisit parmi les différents corps de la Marine, le plus qualifié pour remplir ce rôle est, à n'en pas douter, un officier du Commissariat. Mais n'est-ce pas ainsi, sous prétexte de concorde, rallumer la guerre entre le Commissariat et les Directions ?

Ce projet, auquel les Directions semblent assez hostiles, n'a encore eu aucun commencement de réalisation.

Isolées dans l'Arsenal, les Directions le sont aussi au Ministère, le Ministre, trop instable, ayant encore moins d'autorité que le Préfet Maritime. On a proposé d'améliorer cette situation par la création d'un conseil d'administration permanent présidé par le Ministre, mais qui lui survivrait.

Enfin, le coût élevé des Services et plus particulièrement du Service de l'Intendance est dû à la forme rigide du budget. Dans l'intention d'empêcher toute dilapidation de crédits, le Parlement a établi un budget annuel et par chapitres : il est interdit de faire passer les crédits non employés d'une

année à l'autre ; il est interdit d'opérer des virements d'un chapitre à l'autre.

Si, en fin d'année, le Parlement constate qu'un Service n'a pas employé tous ses crédits, il annule ceux qui n'ont pas été dépensés, et généralement il diminue d'autant la dotation du Service au prochain budget. Pour éviter un pareil résultat, tous les services, dont l'Intendance, dépensent sans aucune utilité, en fin d'année, leurs crédits inemployés.

De même, les virements étant interdits, le Service qui manque de fonds n'a que deux ressources : ou bien demander au Parlement les crédits supplémentaires qui lui sont indispensables — et c'est une nouvelle dépense — ou bien violer le principe de l'interdiction des virements au moyen d'un des innombrables tours de bâton en honneur dans l'administration.

Si rigide qu'il soit, le budget dans sa forme actuelle n'empêche donc pas les abus ; bien mieux, il peut empêcher la réalisation d'économies assez considérables et faciles à réaliser.

Voici un exemple donné par l'Amiral Darrieus : à une certaine date, l'Etat-Major Général décida que les postes de reconnaissance du littoral devraient être habités en permanence par le personnel qui leur est affecté. Il fallait prévoir son ravitaillement ; le plus simple eût été de lui allouer des indemnités de vivres. Mais aucun crédit n'étant ouvert au chapitre intéressé et vu l'interdiction des virements,

il fallut organiser un très onéreux service de ravitaillement par mer à l'usage de ces postes.

Des faits de ce genre sont innombrables. Ils ont conduit un certain nombre d'auteurs à réclamer, en ce qui concerne la Marine, le remplacement du budget traditionnel, par un budget plus souple, industriel, dans lequel les virements seraient possibles après délibération du conseil des ministres. Mais le Parlement ne semble pas décidé à abandonner un système budgétaire qui lui est familier depuis des dizaines d'années.

Voilà les causes principales que l'on signale comme étant les facteurs du coût élevé des Services de la Marine, du Service de l'Intendance entr'autres. Que valent les projets de réforme ?

LES PROJETS DE REFORME. LEUR VALEUR

Les réformateurs s'entendent presque tous pour réclamer « l'industrialisation » des services. A la tête de l'Arsenal, un Directeur administratif responsable, gérant l'Arsenal comme une vaste entreprise privée au moyen d'un fonds de roulement. Sous ses ordres, les Directeurs de Services : Intendance, Constructions Navales, etc... également responsables, munis de crédits au moyen d'un budget industriel. Avec ces crédits, ils achèteraient au Directeur Général tout ce qui leur serait nécessaire et reconstitueraient par là le fonds de roulement sans cesse diminué par les achats d'ensemble.

Tous les Directeurs seraient intéressés pécuniairement à la bonne marche du Service, auraient de larges pouvoirs d'action, mais en contre-partie tomberaient sous le coup de sanctions impitoyables en cas de malhonnêteté ou même de maladresse.

L'Administration Centrale n'interviendrait qu'au moyen d'un corps de Contrôle, à la fois technique et administratif.

On obtiendrait ainsi, d'après les promoteurs de ce système, des résultats excellents et à bon compte.

Que vaut cette assimilation de l'Etat à un Industriel ? Les réformateurs accolent les deux mots ; cependant ne sont-ils pas les symboles de conceptions opposées : l'Industriel vise au triomphe de l'intérêt commun sur l'intérêt général ; l'Etat cherche au contraire à procurer à la communauté le maximum de satisfactions, fût-ce au détriment d'intérêts particuliers. Dès lors on peut craindre qu'un Arsenal Industriel n'ait surtout en vue la recherche forcenée d'un coût de revient modique au détriment de la qualité des approvisionnements, du matériel, etc... L'Etat n'est pas une maison de commerce ; ses Services, ses Arsenaux ne sont pas des Succursales. Et puis, n'est-il pas dangereux de remettre entre les mains d'un individu des pouvoirs aussi considérables alors qu'une initiative malheureuse peut avoir des conséquences incalculables pour le bon fonctionnement de cet élément vital de la Défense Nationale que représente l'Arsenal.

Remarquons aussi que des services d'Intendan-

ce organisés à l'étranger sur des bases bien différentes de la nôtre donnent lieu à des critiques aussi acerbes ; c'est ainsi qu'on reproche aux Arsenaux anglais de coûter trois fois plus cher qu'une entreprise privée correspondante.

Notons aussi que beaucoup des reproches formulés l'ont été à propos de faits de guerre, donc lors d'une situation exceptionnelle.

Il semble donc plus sage et plus simple de ne pas bouleverser de fond en comble l'organisation actuelle, ce qui ne dispense pas d'en rechercher les faiblesses et d'essayer de les atténuer. Des améliorations récentes fort importantes ont montré déjà ce que peut faire un Ministre de la Marine quand il « dure ». Nous voulons parler des réformes du 22 avril 1927 et du 22 mars 1928 introduites sous l'inspiration de Georges Leygues.

Que le Parlement accorde du temps au chef du Département, qu'il cesse d'enserrer dans des liens innombrables, financiers ou réglementaires, l'administration de la Marine, et les améliorations surviendront sans tapage, mais sans heurt.

Vu : *Le Doyen,*
ED. ALLIX.

Vu : *Le Président,*
MESTRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

- BAJOT. — Répertoire de l'Administration de la Marine, 1887.
- BOUTARIC. — Institutions militaires de la France, 1867.
- BRIÈRE (Commissaire Principal de la Marine). — La Marine Militaire (répertoire Béquet, tome XX), 1906.
- BOURSAINT (Commissaire Général). — Mémoires, 1827.
- CAYROL. — Le personnel de la Flotte (Revue politique et parlementaire), 1912.
- CHARET (Commissaire général). — L'administration de la Marine (Revue Nautique), 1933.
- Conférence sur le Commissariat de la Marine.
- CHARMES. — Réforme de la Marine, 1889.
- CHEVALIER. — Les institutions de la Marine, 1892.
- DAGNAUD. — L'Administration Centrale de la Marine sous l'Ancien Régime (Revue Maritime), 1912.
- DARRIEUS (Amiral). — La réforme de l'administration de la Marine (Revue politique et parlementaire), 1923.
- DESCHARD. — Notice sur l'organisation du Corps du Commissariat de la Marine (Revue Maritime) 1878-1879.
- DOUILLARD (Commissaire général). — Organisation générale de la Marine (Cours de l'Ecole du Commissariat, revu par le commissaire en chef La Porte), 1933.
- Administration et Intendance (cours de l'école de guerre navale), 1930.
- Notice sur le service de l'Intendance d'une base navale en temps de guerre : Corfou 1918-19.
- Traité de l'administration à bord des bâtiments de l'Etat. 2^e éd., 1920.

- DUPONT (Ingénieur Général). — Les Arsenaux de la Marine, 1911.
- DUCROCQ. — Cours de Droit Administratif, tome III, 7^e éd.
- FAYOL. — Administration Industrielle générale, 1916.
- FAVAREILLE. — La Réforme Administrative, 1921.
- FOURNIER (Commissaire Général). — Conférences d'administration à l'école supérieure de Marine, 1899.
- FOURNIER et NEVEU (commissaires généraux). — Traité d'administration de la Marine, 1887.
- GOUGEARD. — Les Arsenaux de la Marine, 2^e éd., 1884.
- ISAMBERT. — Recueil des anciennes lois françaises.
- JOUAN (Commandant). — Histoire de la Marine Française, 2 vol., 1932.
- JAB. — Abraham Duquesne et la Marine de son temps, 2 vol., 1874.
— Archéologie Navale, 2 vol., 1840.
- LE HENAFF (Commissaire de la Marine). — Organisation administrative de la Marine sous l'ancien régime et la Révolution (Thèse Paris), 1913.
- LENAIN. — Rapports des consuls et de la Marine de guerre (Thèse Paris), 1932.
- LAURIER et THOMAS (Commissaires en chef). — Cours d'administration de la Marine, d'après Fournier et Neveu, 1908.
- LA BRUYÈRE (Contrôleur de la marine). — La Marine militaire (Revue politique et parlementaire), 1921.
- LAURIER (Commissaire en chef). — Réorganisation des Arsenaux de la Marine (Revue politique et parlementaire), 1912.
- LACOUR-GAYET. — La Marine française sous Louis XIII et Louis XIV (Tome I, Richelieu et Mazarin), 1911.
— Politique maritime de Louis XIV (communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques), 1911.
— La Marine militaire sous le règne de Louis XV, 2^e éd., 1902.
— La Marine militaire sous le règne de Louis XVI, 1905.

DE LA RONCIÈRE. — Histoire de la Marine Française, 6 vol., depuis 1899.

MAZERAT (Commissaire Général). — La doctrine administrative (Communication à l'Académie de Marine), 1924.

— L'administration expérimentale, le Fayolisme (communication à l'Académie de Marine), 1924.

REUSSNER (Professeur à l'Ecole navale). — L'Intendant Général Desclouzeaux et l'Expédition de Sicile (Revue Maritime), 1931.

ROLLIN. — Les idées maritimes de Napoléon et du ministre Forfait sur la réorganisation de la Marine (Revue politique et parlementaire), 1916.

SAUVAIRE-JOURDAN. — La Marine de Guerre.

TRAMOND. — Manuel d'histoire maritime de la France.

VIOLLET. — Le Roi et ses ministres, 1912.

Bulletin officiel de la Marine.

Bulletin officiel méthodique.

Journal Officiel.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — <i>La Place du Commissariat dans la Marine</i>	7
Unités et Services	9
Commandement et Administration	10
Rapports du Commissariat de la Marine avec les autres Services	12
Le Commissariat, organe de direction	13

TITRE PREMIER. — HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Ancien Régime et la Révolution</i>	17
SECTION I. — Les origines	17
§ 1. Avant Philippe IV	17
§ 2. Le Clos des Galées	19
§ 3. Après la guerre de Cent Ans	21
SECTION II. — Richelieu	24
§ 1. Réforme de l'administration centrale	24
§ 2. Les Arsenaux	25
SECTION III. — Louis XIV	28
§ 1. Organisation administrative de l'armée navale	28
§ 2. Organisation administrative de l'arsenal	30
§ 3. L'Intendant Général de la Marine	34
SECTION IV. — Le XVIII ^e siècle	35
§ 1. L'ordonnance de 1765	36
§ 2. L'ordonnance de 1772	37
§ 3. L'ordonnance de 1776	39

SECTION V. — La Révolution	43
§ 1. Le décret du 21 septembre 1791	43
§ 2. La Convention	45
§ 3. Les décrets de brumaire an IV	47
CHAPITRE II. — <i>Le XIX^e siècle</i>	51
SECTION I. — Le règlement du 7 Floréal an VIII ..	51
SECTION II. — La Restauration	54
§ 1. L'ordonnance du 29 novembre 1815	55
§ 2. Les ordonnances de 1826 et 1828	57
SECTION III. — Louis Philippe	60
§ 1. L'ordonnance de 1835	60
§ 2. L'ordonnance du 14 juin 1844	61
CHAPITRE III. — <i>La Troisième République</i>	67
SECTION I. — Evolution vers l'autonomie des Servi- ces	67
§ 1. Arguments pour et contre le système de 1844	67
§ 2. La marche vers l'autonomie des Directions	70
SECTION II. — Le Commissariat au début du XX ^e sié- cle	74
§ 1. Le décret du 25 août 1900	74
§ 2. Le décret du 18 décembre 1909	76

TITRE II. — ORGANISATION

CHAPITRE PREMIER. — <i>Constitution</i>	81
SECTION I. — Composition des cadres	81
SECTION II. — Recrutement. Avancement. Limites d'âge	83
§ 1. Recrutement	83
§ 2. Avancement	84
§ 3. Limites d'âge et mises à la retraite	86
SECTION III. — Les Réserves du Commissariat	87
§ 1. Les Commissaires Généraux de la 2 ^e section	88

§ 2. Les officiers auxiliaires du Commissariat	88
§ 3. Les assimilés spéciaux	89
§ 4. Les Commissaires de réserve	89
CHAPITRE II. — Répartition	93
SECTION PRÉLIMINAIRE. — Modes de désignation ..	93
§ 1. Tenue des listes de désignation	94
§ 2. Mise à jour des listes de désignation	95
§ 3. Les permutations	97
SECTION I. — Les unités	98
§ 1. Le commissaire de bâtiment	98
§ 2. Les unités rattachées	101
§ 3. Les unités administratives organisées à terre	102
SECTION II. — Les Forces Maritimes	105
§ 1. Forces navales de haute mer	105
§ 2. Défense du littoral	106
SECTION III. — Organisation régionale et locale	107
§ 1. La Région Maritime	107
§ 2. L'arrondissement	113
§ 3. Les colonies	116
§ 4. Les bases navales	117
SECTION IV. — Organisation centrale.....	118
§ 1. La Direction générale	118
§ 2. L'Inspection générale	120

TITRE III. — ATTRIBUTIONS

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le Commissaire de bâtiment</i>	123
SECTION I. — Le service des fonds	124
SECTION II. — Le service de la solde	127
§ 1. Constatation des droits	127
§ 2. Le paiement	128
§ 3. Comptes justificatifs	131
<i>Annexe.</i> — Le service de l'habillement	132
SECTION III. — Le service des vivres	134
§ 1. Constatation des droits aux prestations	135

§ 2. Conservation et renouvellement du stock d'approvisionnements	137
§ 3. Les achats de l'ordinaire	138
§ 4. Comptabilité	139
SECTION IV. — Le Service du matériel	140
§ 1. Le Commissaire chef du service Approvisionnements	141
§ 2. Mouvements du matériel	143
§ 3. Comptabilité	147
SECTION V. — Les dépenses à l'étranger	149
§ 1. Préparation et passation des marchés	149
§ 2. Liquidation de la dépense	151
§ 3. Paiement de la dépense	152
SECTION VI. — Actes de l'Etat-Civil. Actes authentiques. Successions	153
§ 1. Le Commissaire officier d'état-civil	153
§ 2. Actes authentiques	154
§ 3. Successions	156
SECTION VII. — Autres attributions du Commissaire	156
§ 1. Les succursales navales de la Caisse d'Epargne	156
§ 2. Service des radio-télégrammes privés	157
§ 3. Service de combat	158
CHAPITRE II. — <i>Le Commissaire de Force Navale</i>	159
SECTION I. — Le Commissaire officier d'Etat-Major Général	159
§ 1. Le Commissaire chef du service administratif de la force navale	160
§ 2. Le ravitaillement	162
§ 3. Le Commissaire conseiller technique du Commandant en chef	163
SECTION II. — La Base Navale	164
§ 1. Le chef du service de l'Intendance dans la base navale.	165
§ 2. Service de la solde et de la centralisation financière	166
§ 3. Les services d'approvisionnement	167
§ 4. Service du trafic	168

CHAPITRE III. — <i>La Direction de l'Intendance Maritime</i>	171
SECTION I. — Le Directeur et les chefs de service de l'Intendance maritime	171
SECTION II. — Le Service de la Solde	177
§ 1. Surveillance administrative des unités	177
§ 2. Administration du personnel non ouvrier de la Marine	179
§ 3. Pensions	181
§ 4. Prises	182
SECTION III. — Le Service des Approvisionnements	183
§ 1. Le matériel à délivrer	183
§ 2. Conservation du matériel	185
§ 3. Passation des marchés et commandes	187
§ 4. Les crédits	188
§ 5. Réquisitions maritimes	189
SECTION IV. — Le Service des Subsistances	190
§ 1. Approvisionnements de vivres	190
§ 2. Indemnités représentatives de vivres	193
§ 3. Administration des crédits alloués au service des Subsistances	194
SECTION V. — Le Service de l'Habillement, du couchage et du casernement	195
§ 1. Habillement	196
§ 2. Imprimés	197
§ 3. Couchage et casernement	197
§ 4. Autres attributions	198
CHAPITRE IV. — <i>L'Administration centrale</i>	201
SECTION I. — Direction Centrale de l'Intendance Maritime	201
§ 1. Le bureau de la solde et des pensions	202
§ 2. Bureau des subsistances	203
§ 3. Bureau de l'habillement, du couchage et du casernement	204
§ 4. Bureau des approvisionnements de la Flotte	205
§ 5. Section du Personnel	207
§ 6. Service des réquisitions et prises maritimes	208
§ 7. Section de la mobilisation	208
§ 8. Magasin Central de la Marine	209
§ 9. Service local de l'Intendance Maritime	209

SECTION II. — L'Inspection Générale	210
§ 1. L'Inspecteur Général	210
§ 2. Le service technique de l'Intendance	213
CONCLUSIONS. — <i>Appréciations du système actuel et</i> <i>projets de réformes</i>	215
Appréciation générale	217
Les critiques	218
Les projets de réforme — leur valeur	223
BIBLIOGRAPHIE	227

